

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA RÉFORME
DES
IMPÔTS DIRECTS
EN ALSACE-LORRAINE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences politiques et économiques)

Présentée et soutenue le Jeudi 11 Novembre 1909, à 3 heures

PAR

PAUL VUILLAUME

Président : M. FERNAND FAURE, *professeur*

Suffragants { MM. DESCHAMPS, *professeur*
WAHL, *professeur*

PARIS (3°)

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER

1909

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

**La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux opinions émises dans les thèses :
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.**

LA RÉFORME DES IMPÔTS DIRECTS EN ALSACE-LORRAINE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences politiques et économiques)

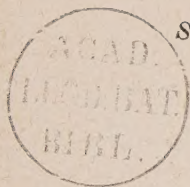
Présentée et soutenue le Jeudi 11 Novembre 1909, à 3 heures

PAR

PAUL VUILLAUME

Président : M. FERNAND FAURE, professeur

*Suffragants { MM. DESCHAMPS, professeur
WAHL, professeur*



PARIS (5°)

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER

—
1909



Digitized by the Internet Archive
in 2026

BIBLIOGRAPHIE

- ALLIX. — *Traité élémentaire de science des finances* (1907).
ALGLAVE. — *Cours de doctorat* (1906-1907).
CH. GRAD. — *Considérations sur les finances et l'administration de l'Alsace-Lorraine sous le régime allemand* (1877).
— *La révision du cadastre et la péréquation de l'impôt* (1884).
GERBER. — *La condition de l'Alsace-Lorraine dans l'empire Allemand* (thèse Dijon, 1906).
KRANTZ. — *Les Institutions fiscales françaises en Alsace-Lorraine. La réforme des impôts directs* (1905).
LABAND. — *Droit public* (1902).
ANSELME LAUGEL. — *Etude sur le régime des impôts directs en Alsace-Lorraine* (Strasbourg, 1902).
LEBON. — *Etudes sur l'Allemagne politique* (1890).
PAUL LEROY-BEAULIEU. — *Traité de la Science des Finances* (1899).
REIBAND. — *Aperçu de la législation en vigueur en Alsace-Lorraine* (1888).
- Revue politique et parlementaire* { 1^o FOVILLE. « Justice dans l'impôt »
(10 avril 1909).
2^o TH. REINACH. « A propos de la
réforme fiscale » (avril, mai,
juin 1902).
- Revue des Deux Mondes*. — X... « L'Alsace-Lorraine et l'Empire germanique, l'échec de l'œuvre de germanisation » (15 avril 1880). « La mission de M. de Manteuffel » (15 juillet 1880). « L'Alsace-Lorraine sous le régime allemand » (15 avril 1878).

- Revue de Science et de Législation financières.* — SARTORIUS
BARON VON WALTERSHAUSEN (professeur à l'Université de
Strasbourg). « La réforme des Impôts directs en Alsace-
Lorraine (octobre, novembre, décembre, 1903).
Revue d'économie politique. — TRUCHY. « Le système des impôts
directs d'Etat en France » (1900-1901).
ROTH. — *Die in Elsass Lothringen Geltenden Gesätze be-
treffend die direkten Steuern* (Strasbourg, 1902).
TISSERAND et LERÉBURE. — *Etude sur l'économie rurale de
l'Alsace* (1869).
STOURM. — *Systèmes généraux d'impôts* (1893).
Statistik des deutschen Reich.
Statistisches Handbuch für Elsass Lothringen.
Statistische Beschreibung von Elsass Lothringen herausgeben
vom statistischen Bureau des Kaiserlichen Oberpräsidiums
zu Strassburg (1878).
Jahrbuch deutsches Reich.
VAILLANT, conseiller au tribunal cantonal. — *Les contributions
en Alsace-Lorraine* (Metz, 1903).
WERNER-WITTICH. — *Le Génie national des races française et
allemande en Alsace* (1903).
Rapport fait au nom de la Commission de la législation fiscale
chargée d'examiner le projet et les propositions de loi ten-
dant à l'établissement d'un impôt général sur le revenu par
M. RENÉ RENOULT, député.
Archives du Landesausschuss.
Documents communiqués par la Direction des Contributions
directes de Strasbourg.
-

INTRODUCTION

Les questions d'impôt ont pris, depuis quelques années, une importance dont la cause première réside dans le développement progressif et continu des charges et des dépenses publiques. C'est en vain que les Ministres de divers états essaient, au moyen d'emprunts plus ou moins déguisés et d'artifices de trésorerie, de pourvoir temporairement à ce débordement de dépenses ; tôt ou tard, il faut bien se résigner à l'inévitable en créant de nouvelles ressources, en modifiant le régime fiscal en vigueur, en établissant de plus lourdes contributions.

De tout temps, les économistes, les philosophes et les hommes d'Etat se sont efforcés de déterminer les lois de l'impôt et ont ardemment recherché les moyens de le répartir suivant les règles de la véritable justice démocratique. Jamais cependant leurs préoccupations n'ont été aussi vives qu'aujourd'hui par suite du mouvement des idées sociales et à raison de la nécessité universellement reconnue d'assurer aux vieillards, aux infirmes, aux ouvriers et paysans

invalides la retraite ou le secours qui doivent leur permettre de vivre.

Adam Smith formule ainsi, on s'en souvient, sa maxime de justice : « Les sujets d'un Etat doivent contribuer au soutien du gouvernement, chacun le plus possible en raison de ses facultés, c'est-à-dire en proportion du revenu dont il jouit sous la protection de l'Etat » et Jean-Baptiste Say ajoute : « Quant aux revenus, ils sont proprement, quelle qu'en soit la source, la véritable matière imposable, parce qu'ils renaissent incessamment. »

En France, il n'est pas de ministre des finances qui n'ait apporté son projet au Parlement et la multiplicité des solutions démontre combien est délicate et difficile la question à résoudre.

Nos députés les moins avancés ont reconnu à la Tribune qu'il en est d'un système fiscal comme d'un édifice, qu'il a besoin d'être entretenu, d'être périodiquement réparé et que cette tâche nous avons presque complètement oublié de la remplir, puisqu'aujourd'hui encore nous vivons sur les institutions de l'An VIII, puisqu'aujourd'hui encore les sommes que les contribuables de chaque commune doivent payer tous les ans à l'Etat, du chef de l'impôt mobilier et de la contribution foncière, sont déterminées d'après le chiffre de la population ou d'après le rendement des terres et l'importance des valeurs locatives au commencement du XIX^e siècle. Ce sont là, tout le

monde l'a reconnu lors de la discussion du projet Caillaux récemment adopté par la Chambre des Députés et soumis actuellement au Sénat, de vieilles fictions qui sont en complète contradiction avec la réalité.

Lors de cette discussion, les orateurs qui sont intervenus au débat ont généralement admis que l'impôt doit atteindre le revenu net et total de chaque contribuable et le désaccord dans les opinions ne s'est produit que sur le mode même d'imposition. Les uns ont vanté l'impôt synthétique de la Prusse et de la Suisse, d'autres, en majorité, ont accordé leurs préférences à l'impôt analytique, à l'income-tax anglais. Sous le régime prussien, chaque contribuable déclare son revenu dont l'administration vérifie minutieusement le chiffre, puis il est taxé suivant une échelle progressive ; sous le régime anglais, l'administration n'exige la formalité de la déclaration que pour les revenus qu'elle ne peut connaître que de cette manière ; l'impôt se divise, est découpé suivant des cédules ou taxes diverses ; il est assis selon des procédés variés, de façon à garantir les droits du Trésor en molestant le moins possible le contribuable. C'est de cette dernière considération que s'est manifestement inspiré le législateur d'un petit pays voisin de la France en opérant la réforme des impôts directs et en votant par une loi du 23 juillet 1901 l'impôt sur le revenu des capitaux, sur les salaires et

traitements. A ce titre, il n'est pas sans intérêt de passer en revue l'histoire fiscale et financière de nos départements du Rhin et de la Moselle depuis la date où, par le droit de conquête, ils furent annexés à l'Allemagne. Cette étude qu'il semble indispensable de faire précéder de quelques rapides indications sur le régime administratif de l'Alsace-Lorraine est d'autant plus instructive que les populations arrachées à la patrie française se rapprochent de nous sur des points multiples, qu'elles sont restées, malgré les années déjà écoulées, françaises de mœurs, de tradition, de caractère.

A l'Assemblée de Bordeaux, une minorité de représentants, voulait qu'on exigeât du vainqueur pour les deux provinces perdues la reconnaissance de la qualité d'Etat autonome dans l'Empire confédéré nouvellement proclamé. La majorité des membres de l'Assemblée nationale, au contraire, renforcée des députés élus par l'Alsace-Lorraine, repoussèrent toute discussion qui eût pu être considérée comme l'acceptation implicite de l'annexion : « à quoi bon, disaient-ils, négocier un régime équitable pour les provinces dont le retour à la nation française ne peut être que très prochain ». L'incorporation à l'empire allemand eut donc lieu sans condition, de sorte que parcelles d'Etat unitaire égarées, pour ainsi dire, dans un empire fédératif, elles constituent un singulier phénomène de droit constitutionnel.

C'est aux mois de mai et juin 1871 que fut discutée la loi organique du « Pays d'Empire ». Le prince de Bismarck présenta, à titre d'organisation provisoire, un projet de constitution en quatre articles : « Ce que je vous propose, dit-il alors, n'est qu'un essai pour trouver le bon bout d'une route dont nous ne pouvons pas connaître la fin ; les enseignements que nous recevrons et les faits que nous verrons surgir, régleront notre conduite. » Aux termes de la constitution de 1871 les pays conquis restent à l'égard de l'Empire allemand dans la même situation que celle qu'ils occupaient dans l'Empire français, celui-ci avait sur eux la souveraineté, c'est à la souveraineté immédiate de l'Empire allemand qu'ils doivent dès lors être soumis.

La constitution impériale ne devait entrer en vigueur qu'à partir du 1^{er} janvier 1873 et le Chancelier laissait espérer pour cette date aux délégués de Metz et de Strasbourg, dans une entrevue qu'il avait avec eux, l'autonomie administrative. Il s'efforçait, disait-il, d'octroyer aux populations annexées des libertés communales plus grandes que celles qu'elles eussent pu attendre des institutions françaises. Aucune de ces promesses ne fut tenue.

Placée successivement sous une dictature pure et simple avec un gouverneur général militaire assisté d'un gouverneur civil, puis sous une dictature tempérée par l'institution d'un président supérieur, enfin

sous un régime constitutionnel restreint par des lois d'exception, l'Alsace-Lorraine est gouvernée depuis le 10 octobre 1879 par un Statthalter, représentant de l'Empereur.

Au dessous de ce lieutenant impérial, délégué direct du Chef de l'Empire auquel seul il doit rendre compte de ses actes et qui lui a personnellement transmis la presque totalité de son autorité, un Secrétaire d'Etat dirige les départements de l'intérieur et de l'instruction publique, avec l'assistance de 4 sous-Secrétaires d'Etat qui sont à la tête des autres services : justice et cultes, finances et domaines, commerce, agriculture et travaux publics.

L'organisation est complétée par un Conseil impérial auquel est dévolu le contentieux administratif, par un Conseil d'Etat ainsi que par une Délégation provinciale ou Landesausschuss.

Composé de ministres, de sous-secrétaires d'Etat, du premier président, du procureur général de l'Oberlandesgericht et de membres nommés par l'Empereur, le Conseil d'Etat donne son avis sur les règlements d'administration publique ainsi que sur les projets de lois qui sont ensuite votés par la Délégation de Strasbourg ou le Reichstag de Berlin, soumis à la sanction du Bundesrath (1) puis ratifié par l'Empereur.

(1) Conseil Fédéral.

Le Landesausschuss, délégation du pays instituée par dépêche impériale du 29 octobre 1874, ne fut, tout d'abord, qu'un simple comité consultatif de 30 membres pris par voie de délégation au sein des Conseils généraux, en vue d'éclairer l'administration Allemande trop souvent embarrassée dans l'application des lois françaises dont elle ne connaissait ni le sens ni la pratique, selon cet aveu fait par le premier ministre Herzog, en pleine séance de la Délégation, en 1880 : « l'administration a trouvé dans le pays un grand nombre de lois d'ancienne date, souvent changées, fréquemment en contradiction entre elles, *sans savoir au juste ce qui était tombé en désuétude ou ce qui était pratique*. Souvent elle s'en est tenue à la lettre brutale — elle ne pouvait faire autrement — ignorant que dans le cours des temps, le gouvernement français avait laissé tomber mainte disposition en désuétude sans l'abroger formellement ».

En 1877 seulement, le droit de légiférer sur les affaires du pays fut abandonné au Landesausschuss par le parlement allemand et la loi du 4 juillet 1879, constitutive de l'organisation actuelle, en fit un corps plus sérieux, possédant au moins quelques unes des prérogatives d'une véritable assemblée délibérante et parlementaire.

Aux termes de cette loi, la Délégation est composée de 58 membres dont 34 sont élus par les Conseils généraux, 4 par les Conseils municipaux de

Colmar, Metz, Mulhouse et Strasbourg, 20 par les délégués des Conseils municipaux de chaque Kreis ou arrondissement. Les députés prêtent serment à l'Empereur, ils ont le droit d'initiative, mais ils n'ont ni l'inviolabilité parlementaire, ni aucune des autres garanties qui rendent la discussion possible et les critiques sans danger. Le professeur Laband fait ressortir les différences qui existent entre le Landesausschuss et un Landtag provincial : « D'une part, « observe-t-il, la Délégation jouit dans toute leur « étendue et dans leur pleine vigueur de tous les « droits qui sont ordinairement de la compétence de « la représentation nationale dans l'Etat constitu- « tionnel, d'autre part, elle diffère profondément des « diètes des Etats confédérés de l'Allemagne, en ce « qu'elle n'a pas de pouvoir indépendant ».

En effet, alors que ces diètes sont partie intégrante et nécessaire de l'édifice constitutionnel des Etats, *la Délégation peut, sans qu'on touche à la Constitution, se voir privée de toute collaboration à l'élaboration d'une loi applicable à l'Alsace-Lorraine*(1).

Le Landesausschuss est, en réalité, un organe de l'Empire, un corps spécial représentant le Reichstag dont il remplit les fonctions pour les affaires de la province (2).

Aujourd'hui sous la pression d'une opinion publi-

(1) Léoni et Mandel, § 26, page 61.

(2) Laband, tome II, page 611.

que qui, après s'être durant de longues années retranchée dans « une protestation » intransigeante et une « abstention » systématique, s'inspire de la maxime « l'Alsace-Lorraine aux Alsaciens Lorrains », le Landesausschuss est parvenu à jouer un rôle de plus en plus actif à l'exclusion du Reichstag de Berlin ; mais, comme on vient de le voir, pendant la période de 1871 à 1879, le pays dépourvu de tout organe légiférant, s'est trouvé à la merci de fonctionnaires étrangers, ignorants de ses lois et de ses besoins, incapables par conséquent de procéder aux réformes les plus nécessaires et les plus urgentes. C'est treize ans seulement après l'annexion qu'on a pu songer en Alsace-Lorraine à modifier les anciens impôts français, à créer les ressources nouvelles exigées par des dépenses en progression constante.

« Bien que la terre d'Empire, écrit le professeur Laband, n'étant pas membre de la Confédération, n'ait « à l'égard de l'Empire ni droits de sociétaire ni de « voirs, la caisse d'Alsace-Lorraine est cependant « traitée dans toutes les questions de droit de propriété comme le serait le fisc d'un membre de la « Confédération. Par analogie avec les droits de sociétaire, elle a obtenu sa participation aux bons du « Trésor de l'Empire dans la mesure où ils intéressent « la terre d'Empire (1), par analogie avec les droits

(1) Loi du 25 décembre 1874, § 4.

« spéciaux, la caisse d'Alsace-Lorraine paie l'*avertissement* de l'impôt sur les brasseries ; par analogie avec les devoirs des Etats confédérés, elle acquitte à la caisse de l'Empire les contributions matriculaires et il lui est attribué, de même qu'aux Etats confédérés, au prorata de sa population, une part proportionnelle dans les excédents des Douanes et des impôts de consommation ».

Les droits de timbre et de douane en même temps que d'autres impôts de consommation et une partie des droits de succession sont, en effet, perçus pour le compte du fisc impérial, pendant que la caisse d'Alsace-Lorraine s'alimente des produits de l'impôt foncier, de l'impôt sur les bâtiments, de la patente ou impôt industriel, de l'impôt sur le colportage, de l'impôt sur les salaires et traitements, de l'impôt sur le revenu du capital, d'une partie de l'impôt sur les successions.

En 1877, un alsacien, M. Charles Grad, dédiait « à son Excellence le prince de Bismarck, Chancelier de l'Empire » un travail très documenté dans lequel il faisait ressortir l'état déplorable des finances en Alsace-Lorraine : « Malgré un produit élevé, disait-il, les impôts ne suffisent plus à couvrir les dépenses sans dettes et avec des ressources puissantes lors de l'annexion, l'Alsace-Lorraine est abandonnée à la désolante perspective des emprunts et cette situation n'est pas le résultat d'une crise mais due

« aux dépenses exagérées d'une administration in-
« compétente. De plus, le gouvernement impérial
« a multiplié le nombre des fonctionnaires tout en
« augmentant leur traitement. »

Dans la séance du Reichstag du 25 Mai 1871, lors de la discussion de la loi de réunion de l'Alsace-Lorraine à l'Empire, le prince de Bismark s'écriait :
« Si une part personnelle me revient en quelque
« chose, c'est que grâce à moi l'Alsace-Lorraine se
« trouve actuellement complètement libre des dettes. »
Mais depuis l'administration impériale semble être acharnée sur les riches provinces qu'elle était appelée à gouverner pour en tirer le maximum de produits possible.

Dès 1876, le service des *Kreise* (présidences de départements et sous-préfectures) coûtait à lui seul 1.248.220 francs, et le budget de l'Intérieur comprenait une dépense totale de 3.791.173 francs, ce qui, pour une population de 1.549.738 habitants, donne 82 centimes par tête d'habitant pour les *Kreise* et de 3 fr. 12 pour l'Intérieur. Avant 1871, chaque annexe versait à la France 31 centimes pour le service des préfectures et sous-préfectures et 1 fr. 31 pour celui de l'Intérieur. De même, en Prusse, pendant la même année 1876, l'administration des Cercles revenait à 35 centimes par habitant et celle de l'Intérieur à 1 fr. 76. Il en résulte qu'il y a 33 ans déjà, les Alsaciens-Lorrains payaient à peu près le double de

ce qu'ils avaient à verser avant l'annexion et le double aussi de ce qu'ils auraient à acquitter s'ils étaient soumis au même régime politique que les contribuables du royaume de Prusse.

Avant 1870, les frais d'administration des sous-préfectures du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle revenaient à 65.000 francs par an ; depuis, sous le régime allemand, ils atteignent le total de 348.000 francs et encore dans ce chiffre ne se trouvent pas compris les *Kreise* de Metz et de Strasbourg. Avant l'annexion, le budget de la préfecture du Bas-Rhin ne dépassait pas 134.000 francs en 1876, il comprend une dépense de 234.000 francs.

Dans son mémoire, [Charles Grad comparant les dépenses relève « ce que coûte un gendarme, en France, en Alsace-Lorraine et en Prusse » Du « temps français » les annexés payaient 1 fr. 25 par tête d'habitant, dès 1876 ils versaient une cotisation de 1 fr. 95 qui a été encore augmentée depuis ; comme prussiens ils n'auraient à déboursier que 1 fr. 64. En Prusse, un gendarme coûte 2.208 francs en Alsace-Lorraine il revient à 2.840 francs.

Il serait facile de multiplier les citations ; mais nous nous bornerons à ajouter que libre de toute charge, comme le disait en 1871 M. de Bismarck, l'Alsace-Lorraine, dès 1875, était grevée d'une dette dont le service annuel coûtait plus de 1.300.000

marks, pour intérêts d'obligations émises à l'occasion du rachat des offices ministériels.

Tout n'est pas assurément sujet à critique dans l'administration financière de Strasbourg et l'on doit reconnaître que, sous ce rapport, il y a de nombreuses initiatives que plus d'un grand État d'Europe pourrait imiter. Il n'en est pas moins vrai, et c'est là le seul fait que nous voulions constater, que depuis l'annexion les dépenses publiques n'ont cessé d'augmenter suivant une progression constante, ainsi qu'il ressort du tableau suivant :

Années	Recettes	Dépenses
1870-71	35.421.648 marks	29.127.187 marks
1872-73	34.529.893 »	31.166.977 »
1873-74	34.875.388 »	43.075.880 »
1874-75	32.197.305 »	34.044.489 »
1875-76	38.661 515 »	41.507.764 »
1876-77	37.162.617 »	34.165.265 »
1877-78	37.037.566 »	35.151.341 »
1878-79	44.355.222 »	45.945.382 »
1879-80	36.051.600 »	36.426.912 »
1880-81	39.837.529 »	40.648.147 »
1881-82	42.585.046 »	44 895.765 »
1882-83	40.987.633 »	42.018.245 »
1883-84	40.450.396 »	37.541.696 »
.		
.		
1887-88	40.441.106 »	38.494.604 »
1888-89	40.131.894 »	39.090.195 »
1889-90	41.795.638 »	41.235.282 »
.		
.		
.		

LA
RÉFORME DES IMPÔTS DIRECTS
EN ALSACE-LORRAINE

CHAPITRE PREMIER

IMPÔT SUR LA PROPRIÉTÉ NON BATIE
(Grundsteuer)

Nécessité d'une réforme de la législation fiscale concernant la
propriété non bâtie

En France, la loi de finances du 31 décembre 1907 a prescrit l'évaluation du revenu net actuel des propriétés non bâties. Depuis longtemps, les agriculteurs réclamaient cette mesure qui est d'une nécessité absolue si on considère que les impôts fonciers de répartition sont actuellement payés sur une base qui ne correspond plus à la réalité des choses. Gagnant moins que jadis et dépensant davantage, beaucoup

d'entre eux paient des impôts aussi lourds qu'au temps où ils réalisaient d'importants bénéfices. Certains autres au contraire font aujourd'hui des bénéfices plus importants que jadis et n'ont point vu leurs contributions augmenter.

C'est que depuis la dernière évaluation, certaines terres ont perdu de valeur, tandis que pour d'autres le rendement a sérieusement augmenté ; des cultures jadis lucratives, ont été abandonnées ; d'autres inconnues hier, ont été tentées avec succès ; des terrains en friche ont été mis en valeur. Le revenu cadastral pour l'impôt foncier des propriétés non bâties est donc un revenu *fictif*, ou tout au moins très différent du revenu réel. Il a été attribué à chaque parcelle de terre, il y a environ un siècle, à la suite des opérations du cadastre général, qui n'a été refait, depuis lors, que dans un très petit nombre de communes. Malgré cela, et bien qu'il varie parfois depuis 10/0 du revenu réel jusqu'à deux ou plusieurs fois cette valeur, la loi interdit de le discuter, à moins d'exceptions très rares (cession au domaine public, destruction du sol par les eaux).

Les abus qui existent aujourd'hui encore en France, où cependant le législateur s'est, à diverses reprises, ingénié à faire disparaître l'inégalité dans la répartition des contingents entre les départements au moyen de nouvelles évaluations des revenus nets et de diminutions au profit de ceux d'entre eux dont les

charges étaient les plus fortes (1), étaient plus sensibles encore en 1871. Dans les trois départements annexés notamment, l'impôt foncier était établi sur des bases d'autant plus fausses que le cadastre était plus imparfait par suite du morcellement exagéré de la propriété. Sur 277.000 cotes foncières dans le Bas-Rhin, 67.589 n'atteignaient pas 1 franc; 93.636 étaient de 1 à 5 francs; 40.000 de 5 à 10 francs et 5.000 seulement dépassaient 100 francs. Les 174.000 cotes du Haut-Rhin se décomposaient ainsi : 48.000 de 1 à 50 francs, 52.000 de 50 à 100 francs, 3.200 seulement au-dessus de 100 francs.

Le Bas-Rhin comptait 2 millions d'exploitations divisées en pièces de 12 ares en moyenne et le Haut-Rhin en comprenait plus de 1.600.000. Pour toutes ces exploitations le cadastre ne donnait que des renseignements incertains et erronés quant à la dimension. C'est ce qui faisait dire en 1884 à M. Ch. Grad (2) « qu'il importerait de procurer à tous les propriétaires d'immeubles non seulement des titres de propriété en règle mais aussi des documents indiquant exactement la position et la contenance, la configuration et les limites des biens fonds » L'au-

(1) Lois des 3 août 1875 ; 8 août 1885 ; 31 décembre 1907.

(2) « La révision du cadastre et la péréquation de l'impôt foncier. » Rapport au Landesausschuss par M. Ch. Grad, rapporteur de la commission de la Révision du cadastre et de la péréquation de l'impôt foncier.

« teur faisait observer que les 4.713 contrats sous-
« seings privés, enregistrés dans l'arrondissement
« de Mulhouse pendant l'exercice 1861 avaient pourvu
« de titres peu réguliers, souvent nuls et par suite
« soustraits à l'action bienfaisante du Crédit foncier
« 714 hectares de terre d'une valeur d'un million que
« l'on peut évaluer au double, en tenant compte des
« dissimulations présumées. » Puis M. Grad con-
« cluait ainsi. « La situation constatée en 1861 sous
« le régime français ne s'est pas améliorée depuis en
« Alsace-Lorraine et en outre les contenances indi-
« quées dans les actes (notariés) dépassent de beau-
« coup les superficies réelles sur le terrain. Veut-on
« vérifier les indications sur le terrain, on reconnaît
« alors l'impossibilité de trouver les immeubles d'après
« les indications de l'acte. Mieux encore il existe des
« immeubles qui ne sont inscrits ni sur la matrice
« cadastrale ni sur le plan... Toutes ces déféctuosités
« du cadastre ont pour conséquence de donner lieu
« à des procès nombreux et de détourner de la terre
« le crédit que réclame l'agriculture. Les capitaux ne
« se placent pas en prêts hypothécaires tant le gage
« offert paraît illusoire.

Réfection du cadastre

Les changements qui se sont produits dans la suite
des temps dans la population, l'écoulement des den-

rées, les moyens de communication et l'économie en général ont entraîné également depuis l'établissement du cadastre, des changements importants dans l'emploi des biens fonciers (changement de culture). Par exemple les surfaces désignées encore au cadastre sous la dénomination de terres vaines sont couvertes actuellement de belles vignes ou forêts ; par contre et surtout en Lorraine, des surfaces portées au cadastre sous la dénomination de terrains boisés sont transformées en terres arables, prés ou vignes.

Si on examine l'état ancien et actuel des différents genres de culture, les changements survenus depuis l'établissement du cadastre, on constate dans tous les arrondissements une grande diminution de terres arables (environ 19.900) et une grande augmentation de prés (environ 33.600). C'est que par suite de l'amélioration des moyens de communication (chemins de fer, navigation) et malgré les droits de douane, il s'est produit une grande importation de blé provenant de l'étranger où les frais de production sont encore minimes d'où une baisse continuelle des prix du blé indigène. Cette circonstance jointe à l'augmentation des prix de la main-d'œuvre occasionnée par le développement de l'industrie du pays a entraîné une grande diminution de bénéfices provenant de la culture du blé. Aussi les propriétaires de biens fonciers ont-ils été amenés à ré-

duire la culture des céréales pour s'occuper de plus en plus de l'élevage du bétail (production de viande et de lait) dont ils tirent plus de profit en raison de l'augmentation de la population. C'est le motif pour lequel partout où la qualité du sol le permettait les terres arables ont été transformées en prés.

La culture de la vigne a été en partie abandonnée dans les arrondissements de Altkirch, Mulhouse, Thann, Erstein, Haguenau et Bolchen. Cela provient de ce que la culture du ceps de vigne « Feldreben » dans un sol de qualité inférieure ne peut plus guère avoir lieu à cause de l'augmentation des prix de la main-d'œuvre, d'autant plus que le ceps de ce genre résiste peu à la gelée et ne produit souvent aucune récolte. Dans l'arrondissement de Metz la culture de la vigne a subi une diminution de 1.346 hectares qu'on peut attribuer aux causes suivantes : 1° construction des forts, entraînant l'extension des terrains militaires sur les hauteurs des environs de Metz ; 2° destruction à la suite du phylloxéra de grandes surfaces de vigne dans de nombreuses communes vignobles des environs de Metz ; 3° plantation en grand à la place des vignobles détruits d'arbres pour la production de fruits qui ont un débouché très favorable dans les grandes fabriques de conserves de Metz, Devant-les-Ponts et Woippy. Par contre, la viticulture a subi une aug-

mentation très sensible dans les arrondissements de :

Molsheim	1.051 hectares
Château-Salins.	808 »
Rappoltsweiler.	742 »
Strasbourg (campagne)	348 »
Colmar	109 »
Gebweiler	80 »
Weissenburg	55 »

La cause de cette augmentation provient, sans doute, de ce que l'Alsace-Lorraine, après avoir été séparée de la France, le pays du vin par excellence, et après la suppression des droits de douane du côté de l'Allemagne, a trouvé un grand débouché de ce côté pour les vins blancs du pays. Les prix du vin en Alsace-Lorraine ont augmenté presque du double depuis l'année 1870, de sorte que la culture de la vigne est actuellement bien plus profitable qu'autrefois, malgré l'augmentation de la main-d'œuvre, surtout sur les hauteurs plantées de vigne moins exposées à la gelée.

Quand aux grands changements constatés dans les terres de pâtures et terres vaines (Weid-undöderland) ils sont occasionnés principalement par la transformation de grandes surfaces en forêts, prés et vignobles. Enfin, la diminution des forêts constatée surtout en Lorraine et dans l'arrondissement de Haguenau, a pour cause la conversion des bois en établissement de champs d'exercices militaires et la

transformation de certaines forêts en terres arables ou autre genre de culture.

Quelles que soient les causes, il est avéré que tous ces changements, profonds et nombreux rendaient urgente une nouvelle classification.

Poussé par les plaintes des contribuables frappés d'une façon aussi inégale et partout injuste, le gouvernement d'Alsace-Lorraine comprit, selon l'aveu contenu dans l'un de ses nombreux mémoires « qu'il
« y avait lieu de se mettre le plus tôt possible à
« l'œuvre en prenant en considération tout d'abord
« les nombreux changements survenus dans l'emploi
« des différentes propriétés foncières (changement de
« culture par suite de la modification des circons-
« tances économiques dans le courant du siècle der-
« nier), ensuite les révolutions importantes consta-
« tées dans l'écoulement des denrées ainsi que dans
« les moyens de communication. »

Originaires pour la plupart du royaume de Prusse, les hauts employés de l'administration étaient animés aussi du désir qu'ils n'avouaient que discrètement, de faire disparaître les lois françaises, de mettre la législation fiscale en harmonie avec celle de leur pays et de préparer l'adoption d'un régime de transition destiné à ouvrir la voie, dans un avenir plus ou moins rapproché, à l'impôt sur le revenu global.

Loi du 31 Mars 1884

La question ainsi posée donna lieu à une infinité d'instructions et de travaux préparatoires qui aboutirent à la loi du 31 mars 1884. « Sur la révision et la « continuation du cadastre et la péréquation de l'im-
« pôt foncier, d'après les conclusions du Landes-
« ausschuss à la 3^e lecture ».

Cette loi visait le remaniement des données du cadastre en ce qui concerne les noms des possesseurs, la situation, l'étendue et la nature des terres par ordre de parcelles (§ 1).

« D'après l'article 49 « après que le cadastre d'une
« commune aurait été renouvelé ou complété, il de-
« vait être tenu au courant des changements ulté-
« rieurs au moyen d'une révision annuelle. »

Les propriétaires devaient prendre part à cette opération sous le contrôle d'arpenteurs-jurés (Feldgeschworene). L'exposé des motifs formulait, au sujet de la péréquation les considérations suivantes : « la né-
« cessité d'une nouvelle estimation du revenu net
« devant servir de base pour une répartition plus
« équitable de l'impôt foncier, résulte des deux
« points de vue suivants : d'abord lors de l'estimation
« opérée au moment de l'établissement du cadastre
« actuellement en vigueur, il n'a jamais été fait, à
« proprement parler, de comparaison des résultats

« obtenus entre les différentes communes ; par suite
« la répartition du contingent de l'impôt foncier a été
« dès le début inégale et irrégulière, et a donné lieu
« à des difficultés ; ensuite, au cours du temps, la
« puissance du rendement des parcelles a été en
« grande partie profondément modifiée par des chan-
« gements apportés à leur culture, par l'influence de
« la nature, par la révolution survenue dans les
« moyens de circulation et de transports (1).

Réforme hypothécaire

La refonte du cadastre avait aussi bien pour but de remédier à la crise agricole de plus en plus intense, que de créer des documents précieux par leur exactitude au profit, tant des propriétaires d'immeubles que de l'administration chargée de l'établissement de l'impôt. Pour hâter l'opération et en réduire les frais dans la mesure du possible, l'administration allemande décida qu'il ne serait pas procédé à une refonte complète qui exigerait un travail de 50 années et une dépense de 15 millions de marks et qu'on se bornerait à un remaniement partiel en utilisant les travaux postérieurs à l'année 1820.

En même temps qu'il poursuivait cette refonte et cette révision, le gouvernement, en vue de dévelop-

(1) Verhandlungem des Landesausschuss von Elsass-Lothringen : 1883-1884. Vorlagen no 5.

per le crédit agricole, présentait et discutait longuement devant la Délégation la réforme hypothécaire et la substitution de la transmission par le Grundbuch (livre foncier, sur lequel doit être inscrite chaque parcelle de terre avec l'indication de ses charges et les noms de ses propriétaires successifs), au mode de transmission de la propriété réglé par les articles 711, 2167 et suivants du code civil allemand. La loi introductive du livre foncier fut votée le 22 juin 1891 et la transmission des droits immobiliers se trouvait réglée, à partir du 1^{er} janvier 1900, par le nouveau code civil allemand.

Loi du 6 avril 1892

Cependant, malgré toutes les diligences, les travaux du cadastre n'avançaient guère et à la fin de 1891, sur 1700 communes, 191 seulement se trouvaient en possession d'une révision complète.

Pour calmer les plaintes de l'agriculture et des possesseurs de terres, le gouvernement se décida alors à procéder à une nouvelle évaluation de la propriété non bâtie, de façon à remplacer dans le délai le plus court possible l'ancien impôt français de répartition par un impôt de quotité. Ce fut l'objet de la loi du 6 avril 1892, aux termes de laquelle les bâtiments, exclus de l'évaluation, devaient faire l'objet d'une estimation particulière. En même temps, le lé-

gislateur admettait le principe d'un impôt sur la propriété bâtie (Gebäudesteuer).

Le gouvernement ne s'en tint pas là et le 13 juin 1900 il fit adopter par le Landesausschuss de nouvelles dispositions aux termes desquelles la nouvelle évaluation des biens fonciers et la péréquation de l'impôt devaient avoir lieu pour toutes les communes d'Alsace-Lorraine indépendamment du remaniement du cadastre, dès qu'aurait été terminée l'évaluation des communes types. L'impôt était fixé à 4 o/o du revenu net.

Evaluation nouvelle

Cette nouvelle évaluation du revenu net des propriétés non bâties dans toutes les communes du pays devait se faire en dehors de la réfection du cadastre et n'était pas liée au réarpentage parcellaire « La « fixation du revenu net des immeubles situés dans « une commune devait être faite, non pas par pièce « de terre, mais d'après les natures de culture et par « classes en prenant pour unité la surface d'un « hectare » (art. 8).

Pour procéder à l'estimation, « toute la superficie territoriale du pays devait être divisée en un « certain nombre de *districts d'évaluation* formés en « prenant pour base la nature similaire des terrains, « l'élévation au-dessus du niveau de la mer, la situa-

« tion et la culture des immeubles ruraux, ainsi que
« la population et les moyens de communication. La
« division en districts était effectuée par la commis-
« sion des experts d'état (1) ou commission centrale
« des taxateurs, sur la proposition du directeur des
« Contributions directes » (2) (§ 27).

Commission Centrale des Taxateurs. — Cette commission des experts d'Etat ou commission centrale des Taxateurs avait pour mission d'assurer l'uniformité des travaux d'évaluation; elle se composait de neuf membres élus par le Landesausschuss, de six autres membres nommés par le Ministre. Parmi ces derniers se trouvaient un expert en matière de forêts et le directeur des contributions directes, investi de la qualité de président. La commission centrale devait « choisir dans chaque district d'évaluation le
« nombre nécessaire de parcelles pour les estimations-
« type (Musterschätzungen). Elle avait à déterminer
« dans ces parcelles-type (Mustergemarkungen) la
« mesure dans laquelle la classification en nature de
« culture et le classement de chaque parcelle au ca-
« dastre concordaient avec la situation actuelle »
« (§ 29). En tenant compte des constatations faites, la
« commission procédait soit aux modifications et
« rectifications devenues nécessaires, soit à un nou-

(1) Landesschützer = Experts d'Etat, taxateurs du pays.

(2) Depuis 1884 il n'existe plus qu'un Directeur des Contributions directes à Strasbourg pour les 3 départements.

« veau classement ; elle classait ensuite les différentes
« propriétés non bâties (§ 29). Les terrains ne pou-
« vaient être divisés par rapport à l'exploitation
« permanente (kulturart), qu'en terres labourables
« (Ackerland), jardins (Gärten), vignobles (Rebland),
« prairies (Wiesen), pâturages (Weiden), bois (Hol-
« zungen), étangs (Wasserstücke), landes (Eedland) et
« terres incultes (Unland). Après avoir pris l'avis du
« directeur des Contributions Directes, la Commis-
« sion fixait le nombre maximum de classes qui pou-
« vaient être adoptées pour chaque catégorie perma-
« nente (Kulturart) » (§ 30).

« Aussitôt après l'achèvement du travail des
« évaluations-type dans tous les districts, la Com-
« mission des experts d'état réunissait les données
« ainsi fournies et les soumettait à un examen com-
« paratif en vue de rechercher si les revenus *nets*
« trouvés dans les différentes régions concordaient
« bien entre eux. Le cas échéant, elle effectuait les
« compensations reconnues nécessaires » (§ 31).

« Les évaluations-type étaient adressées par le
« directeur des Contributions directes à la mairie
« dans le ressort de laquelle se trouvaient situées les
« parcelles (§ 32).

Les réclamations visant le nombre des classes, le
classement des parcelles, la fixation de la nature ou
du revenu net de ces parcelles devaient être trans-
mises dans le délai maximum d'un mois au directeur

des Contributions directes ; elles pouvaient aussi être déposées dans les mairies (1). Ces réclamations étaient jugées sur les propositions et l'avis du directeur des Contributions directes, par la Commission des experts d'Etat à qui il appartenait de provoquer une nouvelle évaluation (§ 33). Dans le délai péremptoire d'un mois il pouvait être interjeté appel de la décision au Ministère qui prononçait en dernier ressort (§ 33). Aussitôt les réclamations instruites et classées les estimations-type était définitivement arrêtées par la Commission des experts d'Etat et publiées par le directeur des Contributions Directes avec l'indication des taxes choisies. Ces estimations-type servaient désormais de guide pour les évaluations des autres parcelles du district. Constituée le 13 Mars 1896 la Commission Centrale des Taxateurs décidait, le 11 Mai suivant qu'il y avait lieu de procéder à des évaluations dites d'épreuve (Probeschätzungen) dans les communes de Carspach, Oberhausbergen, Riedselz et Kochern, (arrondissements d'Altkirch, Strasbourg-campagne Wissembourg et Forbach). Les travaux devaient être exécutés par des fonctionnaires de l'administration du cadastre avec la collaboration de deux experts, du maire de l'endroit et de quelques contribuables. Elle divisait

(1) Le § 22 indique *in fine* quelles réclamations peuvent être soulevées soit par les propriétaires et usufruitiers des immeubles, soit par tout propriétaire foncier de la région.

la surface entière du pays en 40 districts d'évaluation en tenant compte de la nature similaire du sol, de l'altitude, de l'exposition, du mode d'exploitation du chiffre de la population et des moyens de communication. La même commission déterminait 98 communes-type dans lesquelles devaient avoir lieu les évaluations-type.

Afin de procéder sur les lieux mêmes à l'évaluation de ces communes-type, la Commission Centrale des Taxateurs déléguait trois membres et désignait en même temps trois suppléants qui constituaient une *commission spéciale*, sous la présidence d'un commissaire nommé par le Ministre.

Cette commission spéciale commençait ses travaux au mois d'Avril 1898 dans les 98 communes-type et les terminait au mois de Novembre suivant.

Commissions d'évaluation de districts. — Ces commissions avaient pour mission d'évaluer les terrains situés dans les différentes communes du district d'évaluation, à l'exception des communes-type (§ 34).

Chaque commission de district se composait de 3 membres : un président, fonctionnaire nommé par le Ministère, un expert de district, nommé par le Conseil d'arrondissement, un expert local nommé par le Conseil municipal pour chaque commune. Ces experts devaient être domiciliés dans le district, être propriétaires fonciers, exercer ou avoir exercé les

fonctions d'agriculteurs en qualité de propriétaires, de fermiers ou de régisseurs.

« Le directeur des Contributions fixe le nombre
« des commissions d'évaluation pour chaque district.
« La commission d'évaluation prend ses décisions à
« la majorité des voix » Elle vérifie, rectifie et refait
à nouveau la classification et « les classements des
« différentes propriétés non bâties en prenant pour
« base la parcelle-type et en s'en tenant à la culture
« et aux classes admises selon le § 30 pour chaque
« parcelle ; elle fixe au besoin conformément au
« § 33 les revenus nets pour les classes et les caté-
« gories permanentes de culture » (§ 35). Les opéra-
tions des Commissions d'évaluation sont soumises à
la surveillance de la Commission des Landeschützer.

Commissions locales. — Dans chaque commune le Conseil municipal, renforcé des contribuables les plus imposés parmi les propriétaires fonciers de la commune avait à élire une commission composée de 3 à 6 membres, selon l'étendue et l'importance du territoire. C'est parmi ces membres que devait être pris *l'expert local* qui devait faire partie de la Commission d'évaluation du district. Ces fonctions de président des différentes commissions locales d'un seul district d'évaluation étaient remplies par un fonctionnaire délégué par le directeur des Contributions Directes. Plus tard, ce président devait remplir les fonctions de président de la Commission de

district. Les Commissions locales avaient pour mission d'établir la description du terrain pour les différents genres de culture, d'indiquer les prix moyens d'achat et de fermage de chacune des classes, elles avaient, en outre, à rechercher s'il n'y avait pas lieu de modifier le classement des terrains inscrits au cadastre, de proposer les modifications reconnues nécessaires, de constater les changements de culture *permanents* survenus depuis la confection du cadastre et de faire classer à nouveau les terrains d'après leur état actuel.

**Instruction du 27 octobre 1897. Principes généraux
pour la nouvelle évaluation des communes-type**

A la suite des évaluations d'épreuve, l'administration se trouve à même de tracer les règles à suivre pour la nouvelle évaluation ; ces règles furent formulées dans une instruction qui fut approuvée par le Ministère impérial le 27 octobre 1897 et dont il paraît utile de rappeler les principales dispositions.

Le *revenu net* est déterminé en déduisant les frais d'exploitation du revenu brut que les terrains, en prenant pour base un mode d'exploitation ordinaire, sont en état de produire en moyenne pendant une série d'années, en y comprenant les variations habituelles auxquelles le revenu des terres est exposé.

Pour cette évaluation du revenu net on suppose

les terres cultivées sans travaux ni dépenses extraordinaires, mais selon la coutume du pays, sans avoir égard ni à l'augmentation ni à la diminution passagères dues à l'activité extraordinaire ou à la négligence du propriétaire.

L'évaluation des terres est faite indépendamment des droits qui pourraient y être attachés, ni des prestations ou servitudes, dont elles se trouveraient grevées.

Conformément à la loi du 26 juillet 1896 on doit évaluer en argent le revenu brut en prenant pour base les mercuriales moyennes de la Saint-Martin pour tous les différents produits de l'agriculture et cela depuis l'année 1884 jusqu'en 1895 inclusivement, déduction faite des années qui contiennent les prix les plus modiques, ainsi que des années qui contiennent les prix les plus élevés. Le revenu brut de la vigne sera taxé en argent d'après les prix ordinaires en vigueur à l'époque du premier soutirage et en prenant pour base la moyenne des années indiquées ci-dessus.

Seront considérés comme frais d'exploitation susceptibles d'être déduits toutes les dépenses qui sont nécessaires pour la culture, l'ensemencement, la moisson et l'entretien des terrains ainsi que les frais de transport des produits agricoles au marché.

En calculant les frais d'exploitation, l'on comptera les salaires tels qu'ils sont payés aux employés, ou-

vriers et aux journaliers qui n'ont ni le logement, ni la table, ni autres émoluments chez le cultivateur.

Ne seront pas pris en considération lors de l'établissement du revenu net : les intérêts de capitaux dépensés pour l'acquisition (valeur d'achat de ces terrains), que le capital soit déjà remboursé ou non, qu'il soit encore à amortir ou que les intérêts doivent en être payés par les détenteurs des terrains.

La fixation du revenu net des terrains situés dans une commune est faite non pas par pièce de terre, mais d'après les *genres de culture* (la culture la plus fréquemment usitée) et d'après les classes de nature des biens fonciers, en prenant pour unité la surface d'un hectare.

Les terres ne peuvent être classées d'après leur affectation que dans l'un des genres de culture suivants : *Terres labourables, jardins, vignes, prés, pâturages, bois, pièces d'eau, terres vaines* (Ödland) et *terres improductives* (Unland).

En vertu des dispositions légales seront évalués comme terres labourables de première classe, sans égard à leur exploitation particulière :

1. Les canaux de navigation appartenant à des particuliers ;
2. Les terrains occupés par des chemins de fer ;
3. Les digues avec leurs chemins appartenant à un syndicat constitué dans le but de prévenir les inondations ;

4. Les pépinières affectées d'une manière permanente à la plantation de jeunes arbres ;

5. Les salines, raffineries de potasse et étangs salins ;

6. Les terrains enlevés à la culture agricole, forestière, ainsi qu'à l'horticulture pour le but d'agrément, tels que parcs, pièces d'eau, avenues, etc.

Pour les *jardins* le revenu net de la classe équivalente de terre labourable pourra, en général, être adopté avec une augmentation de 20 o/o, par la raison que les jardins se trouvant à proximité des habitations et recevant un meilleur engrais et un entretien plus soigné, il leur est possible de donner un revenu plus élevé et plus régulier.

Pour l'évaluation des *vignes* on doit prendre en considération la suite alternative plus fréquente pour cette sorte de culture des années bonnes, moyennes et mauvaises, ainsi que des années absolument stériles ; on tiendra compte exactement des dépenses faites pour l'engrais, la vendange et l'entretien des échelas, ainsi que de celles occasionnées pour les « entreplants » posés actuellement selon le mode de plantation et de culture de la vigne usité dans les différentes communes.

Le revenu net des vignes ne pourra, en aucun cas, être inférieur à celui des terres labourables de même qualité, y compris la surtaxe de 20 o/o comme pour les jardins. Les *bois* seront évalués d'après la pro-

ductivité du sol, l'essence du bois et le mode dominant d'exploitation, déduction faite des frais d'accidents éventuels ainsi que des frais d'administration, de garde, de bûcherons, de transport, d'entretien et de culture.

Les *pièces d'eau* seront évaluées en prenant pour base le revenu moyen de la pêche et les revenus accessoires d'une série d'années, déduction faite des frais de la pêche et du « rempoissonnement », des frais d'entretien des écluses, des digues et des fossés. L'évaluation des terrains exploités alternativement en étang et en culture, se combine d'après ce double rapport. On déterminera d'après la moyenne de tous leurs revenus si ces terrains doivent être considérés comme pièces d'eau, sinon on les distribuera entre les classes établies pour les terres labourables, prés ou pâtures de la commune en question.

Les canaux non navigables, les fossés etc..., destinés à conduire les eaux à des blanchisseries, moulins ou autres usines ou à les détourner pour l'irrigation ou le dessèchement, en outre les rives, talus, chemins particuliers et chemins de servitude etc., enfin les clôtures de tous genres seront évalués sur le pied des terres contigües ou enclavées selon la classe correspondante de terres labourables, prés etc., etc.

Les *emplacements à bâtir* non encore occupés seront évalués comme les terres contigües, et si ces terres contigües appartiennent à la classe des jardins

(Hausgärten) non imposables, les emplacements à bâtir seront classés dans le genre de culture et dans la classe correspondants à leur situation et à leur qualité.

Instruction du 24 Mai 1899. Principes généraux pour la nouvelle évaluation des autres communes que les communes-type.

Une nouvelle instruction du 24 Mai 1899 indiqua les prescriptions à observer pour l'évaluation de toutes les communes autres que celles visées par la première instruction du 7 Octobre 1897.

Pour cette évaluation, les résultats obtenus dans les communes-type doivent servir de modèles ; à l'aide des évaluations-type on doit établir le revenu net des genres de culture et le classement des parcelles.

L'évaluation des terrains boisés doit être effectuée par des fonctionnaires des forêts nommés spécialement par le Ministre. Cette évaluation est contrôlée par le membre de la commission centrale qui possède en matière de forêts des connaissances techniques. La nouvelle organisation de l'impôt foncier telle qu'elle résultait des trois lois des 31 mars 1884, 6 avril 1892 et 13 juin 1900 maintenant, il convient de le remarquer, les dispositions anciennes d'après lesquelles l'impôt foncier était un impôt de répartition dont le montant était successivement divisé

entre les trois départements (Bezirk) de la Lorraine, de la Basse et de la Haute-Alsace. puis entre les arrondissements (Kreise) et enfin entre les communes (Gemeinde). C'est que cette répartition confiée au Pouvoir législatif, aux Conseils généraux, aux Conseils d'arrondissement donnait à ces deux dernières assemblées au point de vue de l'administration des affaires financières du pays une importance à laquelle il était dur de renoncer ; c'est que pour beaucoup le système ancien qui est d'une fixité presque absolue et qui ne laisse place à aucune surprise a un double et sérieux avantage pour le trésor et le contribuable, en ce sens que le premier sait d'avance ce qu'il encaissera et le second ce qu'il aura à payer. Pour augmenter les ressources de l'Etat, sous le régime de la répartition, il faut une loi qui augmente les tarifs ou qui crée de nouvelles matières imposables ; il faut le concours de la représentation nationale ou régionale sans le consentement duquel ni les contrôleurs ni les percepteurs ne peuvent rien.

Déterminé par le législateur d'une façon globale, l'impôt de répartition fut établi à l'origine parce qu'il est le plus commode dans un pays qui n'est pas encore pourvu d'une forte organisation administrative. A la fin du Moyen Age par exemple, le roi donne la préférence à l'impôt de répartition parce qu'il est d'un rendement certain, les contribuables le préfèrent aussi non seulement parce qu'ils se croient

ainsi garantis contre des réclamations arbitraires et abusives, mais encore parce qu'ils ne se trouvent pas en contact, comme ils le sont avec l'impôt de quotité, avec des collecteurs qui, soumis à la même direction, prennent pour des régions différentes les mêmes règles d'appréciation et rendent malgré eux peut être, l'impôt injuste et odieusement fiscal.

Mais tout impôt de répartition donne lieu à des inégalités qui, comme notre impôt foncier, vont de 1 à 20 ; en règle générale, cet impôt constitue une anomalie et il n'est maintenu que parce qu'en matière fiscale il est plus difficile de corriger une injustice que de l'éviter avant son établissement, parce qu'aussi des modifications de cette sorte entraînent toujours des objections, des protestations, des difficultés politiques.

Après avoir, dans une brochure, fait ressortir les garanties qu'offre aux contribuables unis par les liens de la solidarité et de l'intérêt commun l'impôt de répartition, un membre éminent du *Landesausschuss*, M. Laugel écrit : « en opposition à cette première
« manière de voir, on fait remarquer que la réparti-
« tion est une source d'arbitraire qui occasionne des
« différences de traitement absolument injustifiables
« non seulement de département à département, mais
« encore de commune à commune, et cela, malgré la
« théorie de la capitalisation de l'impôt. On observe
« que, seul, le système de la quotité reste exactement

« proportionnel et que, grâce à lui, l'Etat voit le
« montant de ses revenus s'élever tout naturellement
« sans qu'il soit nécessaire de faire intervenir ni
« l'opinion publique, ni les assemblées législatives ;
« les commissions d'évaluation et les contrôleurs des
« contributions directes suffisent à la tâche d'aug-
« menter les ressources budgétaires et l'Etat est inté-
« ressé, d'une façon directe et pratique, à l'augmen-
« tation de la fortune de chaque citoyen. C'est le
« principe de l'Association aux bénéfices s'appli-
« quant ici entre les citoyens et l'Etat, comme il s'ap-
« plique, dans certaines industries, entre employés
« et patron. *Cette seconde théorie a prévalu dans les*
« *Conseils de notre pays.* » En effet, à la suite du dé-
pôt du mémoire exposant la nouvelle évaluation et
reconnaissant les injustices énormes du système
de répartition en vigueur, le *Landesausschuss* sub-
stitua à l'impôt français si justement et uni-
versellement critiqué l'impôt de quotité à partir du
1^{er} avril 1903.

Connaissant la matière imposable, sachant le taux
à appliquer pour retrouver le produit de l'ancien
impôt de répartition en ce qui concerne les terres, le
législateur Alsacien-Lorrain adopte le tarif réduit de
3 fr. 50 o/o.

La nouvelle législation maintient les exemptions
de : 1^o la loi du 3 Frimaire An VII qui concernent
les rues, les grandes routes, les chemins publics vi-

cinaux, les places publiques, les fontaines publiques, les ponts, les rivières, (art. 103 à 117).

2° la loi du 5 Floréal An XI, (sur les canaux art. 1, 2, 3).

De même les remises et réductions d'impôt continuent à être accordées suivant les principes des lois des 15 septembre 1807, 21 mai 1827, 15 juillet 1840 et 8 mai 1869 aux propriétaires qui à la suite de grêles, gelées, inondations ou autres intempéries perdent tout ou partie de leur revenu. L'impôt foncier est payé par les domaines nationaux productifs, aliénables, ainsi que par les propriétés appartenant aux communes et par les biens communaux tant qu'ils ne sont pas partagés (lois de l'An VII et des 8 et 26 décembre 1873).

La transformation de cet impôt en impôt de quotité permet à l'administration de surveiller de façon attentive les transformations durables qui sont susceptibles de se produire dans la propriété foncière.

Dégrèvement de la propriété foncière. — Par suite de l'application du tarif réduit de 3 fr. 50 o/o aux revenus nets nouvellement établis au lieu de l'ancien taux de 4 fr. 90 o/o, l'Alsace-Lorraine a profité d'une réduction de 891.836 marks, cette dernière somme représente la différence entre la plus value de l'impôt résultant des nombreux changements de culture plus productifs soit 41.532 marks et la diminution totale de 933.368 marks.

La comparaison des résultats de l'évaluation fait ressortir quelques constatations qu'il paraît utile de signaler.

L'assiette de l'impôt foncier dans les différents arrondissements varie entre 1,08 mark (arrondissement de Saargemünd) et 3,34 marks (arrondissement de Strasbourg) par hectare, tandis que la moyenne de l'assiette de l'impôt pour toute l'Alsace-Lorraine, qui était autrefois de 2,53 marks par hectare est réduite à 1,81 mark.

La *réduction* de l'impôt foncier varie, dans les différents arrondissements entre 0,12 mark (arrondissement de Molsheim) et 1,61 mark (arrondissement de Strasbourg) par hectare. Dans les départements de la Haute et de la Basse-Alsace cultivant de préférence la vigne et possédant un sol facile à travailler, la moyenne de la réduction est la même et se monte à 0,63 mark par hectare, tandis que dans le département de la Lorraine où la production du vin n'est pas si importante et où le sol est difficile à travailler, la moyenne de la réduction atteint le chiffre de 0,84 mark.

La *moyenne de la réduction* dans toute l'Alsace-Lorraine se monte à 0,72 mark par hectare. Quant à la répartition de la réduction de l'impôt sur les différents arrondissements et, par conséquent, sur les différentes communes, il y a lieu de remarquer que dans les arrondissements et communes, où la culture

est plus intensive et où les changements de culture ont été très fréquents, par suite de l'augmentation de la surface des vignobles et prés (par exemple dans les arrondissements de Molsheim et Rappoltsweiler) ou bien dans les arrondissements dans lesquels se trouvent beaucoup de communes situées dans les montagnes et soumises à un impôt peu élevé (par exemple dans les arrondissements de Saverne, Saargemünd et Schlettstadt), et il n'est pas possible de réduire l'impôt dans la même proportion que dans les communes pour lesquelles ces raisons n'existent pas, surtout lorsque le sol du territoire de ces communes est difficile à travailler. C'est pourquoi il a paru juste de faire bénéficier la Lorraine, dans laquelle l'agriculture est plus intense et le sol difficile à cultiver, d'une réduction plus sensible que l'Alsace qui cultive beaucoup plus la vigne et dont le sol léger est facile à travailler.

Il n'est fait exception que pour les deux arrondissements de Mulhouse et Strasbourg. Relativement à la réduction, en proportion très importante, du premier arrondissement (0,84 mark par hectare), il y a lieu de remarquer, que contrairement aux autres arrondissements de la Haute-Alsace, l'arrondissement de Mulhouse n'a pas subi une augmentation, mais une *diminution* de surface de vignobles s'élevant à 557 hectares et que cet arrondissement contient de nombreuses communes de la Hardt et du Rhin, qui

ont perdu de leur fertilité par suite de la correction du cours du Rhin et du manque absolu d'eau souterraine. Le déficit provenant de la diminution des revenus de certaines communes des arrondissements de Guebviller, Colmar et Schlettstadt a été compensé par l'augmentation des produits de la vigne ou d'autres cultures, ce déficit n'a pu être représenté exactement en chiffres, ainsi que cela a pu être fait pour les quelques vignobles de valeur inférieure de l'arrondissement de Mulhouse.

Relativement à l'arrondissement de Strasbourg, il y a lieu de remarquer que cet arrondissement était grevé jusqu'ici, du plus haut chiffre de contingents, c'est-à-dire en moyenne 4,95 marks par hectare, tandis que la moyenne de l'impôt pour toute la province ne s'élève qu'à 2,53 marks par hectare. Ces contingents très élevés étaient imposés aux communes de l'arrondissement de Strasbourg principalement à cause de la culture autrefois très lucrative du tabac et de la garance, deux produits industriels, dont le premier, depuis la suppression du monopole du tabac en 1870, n'est plus planté dans l'arrondissement de Strasbourg que dans une mesure très restreinte, tandis que le second a disparu complètement depuis la fabrication des couleurs d'aniline.

D'un autre côté l'arrondissement de Strasbourg, pas plus que celui de Mulhouse, n'a bénéficié d'au-

cune augmentation du revenu provenant de la vigne et de nature à combler en partie, comme pour les autres arrondissements de l'Alsace, le déficit occasionné par le dégrèvement plus ou moins important.

Cependant, même après la clôture des travaux de la nouvelle évaluation, l'arrondissement de Strasbourg présente encore *les chiffres d'évaluation les plus élevés*, c'est-à-dire en moyenne 3,34 M. par hectare, tandis que l'arrondissement d'Erstein avoisinant et si fertile n'est taxé qu'à raison de 2,77 M., l'arrondissement de Haguenau à raison de 1,77 M. et l'arrondissement de Zabern à raison de 1,74 M. par hectare.

Relativement à la réduction, en proportion très élevée, de l'arrondissement de Metz qui est en partie excessivement fertile (1,06 M. par hectare), il convient de remarquer que le sol des cantons de Verny, Remilly, Pange et Vigy est généralement difficile à travailler; l'impôt y a été jusqu'ici très élevé, puisque le contingent de cet arrondissement atteignait jusqu'à 2,69 M. par hectare, comme dans les arrondissements fertiles de l'Alsace (par exemple l'arrondissement de Weissenburg 2,66) dans lesquels les frais d'exploitation sont beaucoup moins élevés.

Il convient encore d'observer que dans l'arrondissement de Metz, la surface des vignobles a subi une diminution de 1.346 h., parmi lesquels les vignobles des meilleures communes (par exemple Scy, où les

meilleures vignes ont dû être arrachées par suite de la maladie du phylloxéra.

Aujourd'hui, les 1.227.000 hectares imposables se répartissent ainsi :

	Superficie	Revenu net imposable	Part contributive	Taux de l'impôt
	hectares	francs	francs	fr. c.
Vignobles	33.000	9,783.778	391.250	3,92
Terres arables	1.194 000	54.619.188	2.717.327	5,54
Totaux et moyennes . .	1.227.000	64 402.966	3.108.577	4,85

Le tableau suivant permet en outre de se rendre compte du produit que donnait l'impôt foncier de 1875 à 1885.

1875	4.200.374
1876	4.417.467
1877	4.393.053
1878-1879	5.469.809
1879-1880	4.472.461
1880-1881	4.445.082
1881-1882	4.465.940
1882-1883	4.452.633
1883-1884	4.479.986
1884-1885	4.475.638

Ce produit subit des variations peu sensibles dans les onze années qui suivirent. En 1895-96 il monte jusqu'à 4.622.354 marks, mais après le retranchement du *Gebäudesteuer*, il s'abaisse à 3 millions environ.

Pour l'exercice 1903 le produit du *Grundsteuer* est évalué à 2.186.000 M. Comme on a pu le constater les dépenses ordinaires et extraordinaires du budget

d'Alsace-Lorraine avaient augmenté d'une façon considérable et constante.

Il est évident d'après les chiffres reproduits que la propriété foncière n'a pas eu à subir de ce chef de nouvelles charges. C'est ce que le sous-secrétaire d'Etat de Schraut, l'habile et heureux auteur de la réforme faisait remarquer, le 19 mars 1901, au Landes-ausschus : « Les principes qui ont présidé à l'estimation ont été fixés loyalement et avec bienveillance, en vue des besoins de l'agriculture, ils ont été appliqués avec le même esprit. » La méthode d'évaluation du revenu net basée sur la moyenne des mercuriales de 1874 à 1885 puis de 1884 à 1895, période de baisse pour les céréales, donnait également des résultats heureux au point de vue des charges de l'agriculture désormais considérablement dégrevée, comme il ressort du tableau suivant :

*Répartition de l'Impôt foncier d'après la nouvelle évaluation du revenu net.
Comparaison avec la répartition effectuée d'après l'Ancien Cadastre.*

	Revenu net	Contingent de l'impôt foncier (principal)		Augmen- tation	Réduc- tion	Réduc- tion absolue
		d'après le cadastre	d'après la nouvelle évaluation	du principal		
Haute-Alace . . .	17.592.114	813.953	615.724	11.474	209.703	198.229
Basse-Alsace . . .	26.629.218	1.186.995	932.022	23.721	278.694	254.973
Lorraine . . .	19.584.678	1.124.098	685.464	6.337	444.971	438.634
Alsace-Lorraine . .	63.806.010	3.125.046	2.233.210	41.532	933.368	891.836

CHAPITRE II

L'IMPÔT SUR LA PROPRIÉTÉ BATIE

(Gebäudesteuer)

Législation française. — De même que la propriété foncière après l'annexion de 1871, la propriété bâtie continua à supporter les charges fiscales issues du système établi par l'Assemblée Constituante, ces charges étaient multiples. D'abord le sol de la propriété bâtie, assimilé par une fiction juridique aux meilleures terres labourables de la commune, payait l'impôt foncier. Ensuite les bâtiments, maisons d'habitation ou immeubles d'exploitation, étaient imposés d'après leur valeur locative ou leur valeur de jouissance. Enfin, il y avait une taxe spéciale pour les ouvertures du bâtiment (portes et fenêtres).

L'Administration allemande ne fut pas longue à s'apercevoir des graves inconvénients que présentait ce système de triple imposition superposée sur la propriété bâtie. La propriété foncière et la propriété bâtie se trouvaient soumises aux mêmes charges, quoique leur situation fût absolument différente puisque l'une subissait les conséquences des crises agricoles pendant que l'autre au contraire voyait

son importance grandir par suite du développement continu et de l'accroissement de la population. L'impôt foncier était du reste calculé d'après un revenu net établi autrefois et une fois pour toutes par un cadastre immuable. En 1879, après la baisse des produits agricoles, les inconvénients d'un pareil système apparurent plus choquants que jamais. Du reste l'administration allemande bien convaincue de tous les défauts du régime en vigueur, suivait attentivement le mouvement de réforme qui s'étendait à toute l'Europe. Déjà dans tout l'Empire la propriété bâtie se trouvait séparée de la propriété non bâtie. En France, le gouvernement voyant depuis 1850, les revenus de la propriété bâtie grossir d'une façon démesurée par rapport à ceux de la propriété non bâtie venait d'obtenir, en principe, la séparation des deux contingents en même temps qu'une loi du 8 août 1885 décidait « le recensement de toutes les propriétés bâties avec l'évaluation de la valeur locative de chacune d'elles.

Aux termes de l'article 4 de la loi du 8 août 1890, la contribution foncière des propriétés bâties cessait, à partir du 1^{er} janvier 1891, d'être un impôt de répartition pour devenir un impôt de quotité. Désormais, cette contribution allait être réglée en raison de la *valeur locative*, telle qu'elle résulte de la révision décennale effectuée en exécution de l'article 8 §§ 1 et 3 de la loi du 8 août précitée, sous déduction

de 25 0/0 pour les maisons et de 40 0/0 pour les usines, en considération des frais d'entretien et de réparation ainsi que du déperissement.

Loi du 6 avril 1892

Tous ces exemples décidèrent l'administration financière du Reichsland à taxer à part la propriété bâtie. Le premier pas dans cette voie fut fait par la loi du 6 avril 1892 qui, en même temps qu'elle prescrivait une évaluation des revenus nets des propriétés non bâties, ordonnait une évaluation immédiate du revenu net de la propriété bâtie ainsi qu'une espèce de procès-verbal de l'état-civil de cette dernière propriété pour l'Alsace-Lorraine.

La loi de 1892 instituait deux sortes de commission d'évaluation :

Commission Centrale. — Une commission centrale des experts d'État (Landesschützer) (§ 45) composée de 12 membres dont 4 y compris le président nommés par le Ministère et les 8 autres choisis par le Landesausschuss, avait pour mission d'établir les règles fondamentales des opérations d'évaluation. Cette commission, dont les délibérations étaient valables sous la présence de sept membres, devait, en outre, contrôler l'uniformité et l'exactitude des évaluations faites par les commissions d'évaluation dont elle pouvait modifier les estimations.

Districts d'évaluation. Commissions locales. —

L'Alsace-Lorraine était divisée en districts d'évaluation formés le plus souvent d'un canton constituant le ressort administratif d'un contrôleur des contributions directes. Les commissions locales devaient procéder à l'estimation des immeubles situés dans leur ressort en se servant des constatations et des descriptions dressées au préalable par les contrôleurs et révisées par la direction des Contributions directes. Les membres des commissions locales étaient nommés par les Conseils d'arrondissement sauf le cas de communes assez importantes pour constituer à elles seules un district d'évaluation. C'était dans ce cas, le Conseil Municipal de la commune qui désignait les membres de la commission d'évaluation. Le directeur des Contributions directes pouvait conférer au Conseil Municipal d'une commune importante le droit d'élire un membre de la commission d'évaluation du district (§ 46). Le nombre des membres de chaque commission était fixé d'après l'étendue des districts d'évaluation et du nombre des communes (§ 45). Le directeur des Contributions directes nommait également comme président de chaque commission locale un contrôleur de son administration. Les décisions de la commission locale d'évaluation étaient prises à la majorité des voix, les $\frac{2}{3}$ des membres au moins étant présents.

Les résultats des travaux d'évaluation des bâtiments

devaient être affichés à la Mairie de la commune sur le territoire de laquelle étaient situés les immeubles.

Des extraits indiquant la spécification des bâtiments et le tarif appliqué comme conséquence de l'évaluation étaient envoyés aux propriétaires des immeubles. Pendant la durée de l'affichage à la Mairie, c'est-à-dire durant un mois, les propriétaires imposés pouvaient adresser leurs réclamations par écrit à la Mairie.

Le commissaire de surveillance des travaux d'évaluation du district pouvait également, pendant le même laps de temps, être saisi des réclamations verbales ou écrites des intéressés.

Ces réclamations étaient instruites par le directeur des Contributions Directes : si elles étaient fondées, une nouvelle estimation par la Commission des experts d'Etat pouvait être ordonnée.

Pendant le délai péremptoire d'un mois, du jour de la réception de la décision du directeur des Contributions Directes, les intéressés pouvaient faire appel au Ministère contre la décision de rejet de la réclamation. La décision du Ministère prise sur l'avis de la commission des experts d'Etat était sans appel et définitive.

Les frais résultant de la vérification des réclamations non fondées pouvaient être mis en totalité ou en partie à la charge des réclamants (§ 47).

Les résultats de l'évaluation des bâtiments de cha-

que commune étaient consignés sur un registre destiné à tenir lieu de cadastre jusqu'à la confection de celui en préparation, et à servir pour la répartition de l'impôt sur la propriété bâtie.

« Tout bâtiment soumis à l'impôt, y compris le sol
« ainsi que la cour et le jardin en dépendant mais
« d'une superficie ne dépassant pas 20 ares, était
« classé d'après sa valeur d'exploitation annuelle
« dans l'une des classes d'un tableau-tarif annexé
« à la loi. Si le revenu constaté était supérieur à
« une classe et inférieur à une autre c'est dans
« cette dernière qu'on devait le ranger » (§ 40). (Cf.
« tableau.)

La loi énumérait dans son § 42 les bâtiments non astreints à l'impôt. Ce sont :

Les immeubles appartenant à l'Empereur ;

Les bâtiments de l'Empire, de l'Alsace-Lorraine, des départements et des communes, non productifs de revenus et affectés à un service public ;

Les édifices réservés aux cultes reconnus, les séminaires, palais épiscopaux, les établissements de bienfaisance, orphelinats, hôpitaux ; les établissements d'instruction publique reconnus par l'Etat échappent également à l'impôt.

Sont encore exonérés les bâtiments inhabités de même que les caves, greniers, remises, granges, etc., s'ils ne servent que pour l'exploitation agricole et s'ils sont destinés à loger les ustensiles aratoires, les

bestiaux, les récoltes ; enfin bénéficient également de la non-imposition les remises et écuries dépendant d'un établissement industriel (§ 42).

Bâtiments soumis à l'évaluation. — Les bâtiments soumis à l'évaluation sont ceux désignés par le § 41 de la loi ; c'est-à-dire les bâtiments qui servent ex-

Classes	Nützungwerth	Classes	Nützungwerth	Classes	Nützungwerth
1	10 m.	18	400 m.	35	2.100 m.
2	20 »	19	450 »	36	2.300 »
3	30 »	20	500 »	37	2.500 »
4	45 »	21	550 »	38	2.800 »
5	60 »	22	600 »	39	3.100 »
6	80 »	23	650 »	40	3.400 »
7	100 »	24	700 »	41	3.700 »
8	125 »	25	800 »	42	4.000 »
9	150 »	26	900 »	43	4.300 »
10	175 »	27	1.000 »	44	4.600 »
11	200 »	28	1.100 »	45	4.900 »
12	225 »	29	1.200 »	46	5.200 »
13	250 »	30	1.300 »	47	5.500 »
14	275 »	31	1.400 »	48	6.000 »
15	300 »	32	1.500 »	Etc. en ajoutant 500 m. par classe.	
16	325 »	33	1.700 »		
17	350 »	34	1.900 »		

clusivement ou principalement à l'habitation et dont quelques locaux seulement sont destinés à l'industrie (magasins de vente, ateliers, etc.), de même que les théâtres, les lieux de réunion, établissements de bain.

A cette nomenclature, il faut ajouter les bâtiments qui servent exclusivement ou principalement à l'in-

dustrie, les fabriques et manufactures ; mais pour ces derniers la *Nutzungswerth* des bâtiments à l'exclusion de la valeur des moteurs et outillage devait seule être prise en considération.

La « valeur d'exploitation » *Nutzungswerth*

La matière imposable ainsi déterminée, il est indispensable de définir l'indice auquel s'est attaché le législateur pour asseoir l'impôt : la *Nutzungswerth*, expression dont il est impossible de trouver en français l'équivalent et qu'on traduit par valeur d'exploitation, valeur d'utilisation, valeur usufructuaire, valeur locative.

En réalité si on examine les diverses dispositions de la loi, on constate que la notion de la *Nutzungswerth* varie suivant les cas envisagés ; mais pour traduire cette notion variable, il semble que l'expression « valeur d'exploitation » soit la plus exacte.

Dans les communes d'une certaine importance et dans les localités rurales où l'on trouve dans les prix réels de location, une base sérieuse, la valeur d'exploitation, la *Nutzungswerth*, se détermine d'après la moyenne de la valeur locative annuelle.

Cette moyenne est celle des loyers obtenus dans la commune pendant les cinq années antérieures à l'année de l'imposition (de 1887 à 1891) (§ 43).

Un bâtiment n'a-t-il été loué ou son loyer n'a-t-il

pu être déterminé que pendant une partie de cette période, ce sont ces données incomplètes qui serviront à déterminer la « Nützungswerth ».

Dans les communes rurales qui ne fournissent pas une base d'évaluation, dans les petites communes surtout, on tiendra compte, dit le § 44 de la loi de 1892, pour établir la valeur d'exploitation des bâtiments, de l'étendue, du mode de construction, des prix de vente obtenus, des estimations portées dans les déclarations de succession.

Autres éléments d'appréciation. — Mais la Nützungswerth basée sur les signes extérieurs n'est pas la seule chose qui doit être prise en considération. Le législateur a voulu encore que la Commission Centrale des Taxateurs répartît les immeubles de chaque commune en 3 classes, en tenant compte de la personnalité du propriétaire. Aux termes de l'article 44, la première de ces trois classes doit comprendre les maisons d'habitation dépendant de fonds dont le revenu est si faible que leur propriétaire est obligé pour vivre, de louer ses services.

Dans la seconde classe doivent figurer les bâtiments dépendant de propriétés rurales dont le produit net annuel est inférieur à 3 000 marks.

Enfin les maisons d'habitation dépendant de propriétés rurales productives d'un revenu net annuel supérieur à 3 000 marks constituent la troisième classe.

On a reproché au législateur d'avoir ainsi porté atteinte lui-même à la réalité de la base d'évaluation qu'il avait choisie pour le nouvel impôt. Cette critique se réfute d'elle-même si l'on veut bien considérer que la dérogation apportée au principe général a eu pour objet d'introduire l'équité dans l'impôt en différenciant, comme on l'a dit, « la maison qui n'est « qu'un abri pour l'ouvrier, de la ferme entourée de « terrains d'où le propriétaire tire un revenu. »

Quelques-uns pensent que l'impôt qui n'était, autrefois, qu'un moyen d'assurer les services de l'Etat peut devenir, dans une certaine mesure, un moyen de redresser les injustices sociales, de guérir directement les plaies sociales provenant de la trop grande inégalité des conditions. D'autres, plus nombreux et d'opinion moins avancée estiment que, tenu d'assister les nécessiteux, l'Etat doit, tout au moins, exonérer d'impôt direct les revenus individuels qui ne dépassent pas la dépense nécessaire et indispensable à l'existence. C'est de cette dernière opinion que paraît s'être inspiré le rédacteur des dispositions spéciales que nous venons d'analyser.

Le § 44 déclare en outre que tous les bâtiments dont l'évaluation n'est pas basée sur les loyers ne peuvent, dans aucun cas, être classés dans une catégorie supérieure à celle des bâtiments de contenance égale ou de nature analogue situés dans les grandes communes des environs.

Les bâtiments industriels ont, d'après la loi, une « valeur d'exploitation » déterminée par la moyenne des loyers de la période 1887 à 1891, quand ils sont situés dans des localités d'une certaine importance ou dans des localités rurales dont les maisons sont louées en majorité.

Dans les autres localités rurales, les bâtiments industriels sont classés dans la catégorie à laquelle appartiennent les constructions de même nature et de même dimension des « localités normales » choisies pour les évaluations et dont les noms sont publiés par les soins du directeur des Contributions directes.

Pour déterminer la Nützungswerth de ces bâtiments on ne doit prendre en considération que leur valeur locative, leur mode de construction, leur âge et leur nature, sans tenir compte de leur destination ni des machines ou outillage qu'ils renferment.

S'il est impossible d'évaluer la valeur locative des bâtiments industriels en se référant à des prix de location réellement payés et si ces bâtiments peuvent être comparés à certaines maisons d'habitation dont les valeurs d'exploitation sont déjà déterminées, on devra prendre ces valeurs pour base de l'évaluation.

Enfin, s'il est impossible de trouver un point commun de comparaison entre les bâtiments d'habitation et les bâtiments industriels, on devra se référer à la valeur des maisons d'habitation de la même localité,

d'après les chiffres qui figurent dans les polices d'assurance, etc...

Lors de la fixation de la valeur d'exploitation des bâtiments industriels on ne tiendra aucun compte des dépenses occasionnées uniquement en vue de la destination spéciale des bâtiments quand il n'en résulte ni augmentation ni amélioration de (fondations spéciales, construction en maçonnerie réfractaire, etc...) il n'y a pas lieu, non plus, d'évaluer les grandes cheminées des machines à vapeur.

Règles d'Evaluation. — En 1894, les bâtiments à évaluer se trouvaient divisés en deux groupes. Le groupe A comprenait les bâtiments servant à l'habitation. Le groupe B les bâtiments industriels.

Chacun de ces deux groupes était, lui-même, divisé en trois classes savoir :

- a) Les bâtiments d'une petite étendue
- b) les bâtiments d'une étendue moyenne.
- c) les bâtiments d'une grande et très grande étendue.

Les estimations provisoires effectuées par les soins des contrôleurs furent communiquées aux commissions qui opérèrent les règles suivantes.

Dans les localités où le prix moyen de location était connu, ce prix moyen de location était pris pour base. Dans les autres localités on établissait trois catégories d'après l'étendue : (grande, moyenne et petite) et dans chacune de ces catégories on classait les immeubles d'après leur importance et leur

genre de construction. On formait de la sorte des sous-catégories dans chacune desquelles on désignait un type minutieusement choisi auquel on comparait les autres immeubles.

Rôle de la Commission centrale. — Le travail d'évaluation, terminé par les commissions de district, fut soumis à la commission centrale chargée de l'examiner, de le réviser, puis les évaluations furent portées par voie d'affiche à la connaissance du public (§ 47). Les réclamations étaient instruites selon le mode et dans les délais précédemment indiqués.

Réforme de l'Impôt. Loi du 24 juillet 1895

L'évaluation terminée en 1894 avait porté sur 276.886 maisons dont la Nützungswerth était de 58.614.690 m., sur 28.761 bâtiments industriels dont la valeur d'exploitation était de 11.065.535 m.

Soit :

	58.614.690	
	<u>11.065.535</u>	
Total	70.680.225	
Le contingent de la propriété bâtie s'élevait à	1.400 000 m.	
Celui des portes et fenêtres à	<u>1.700.000 »</u>	
Total	3.100.000 »	

Pour retrouver cette somme : 3.100.000 marks il fallait adopter le taux de 4.34 0/0 ; la loi du 24 juillet 1895 le fixa à 4.50 0/0.

Le 1^{er} août 1896 prit fin le système de la répartition avec l'impôt foncier prélevé jusqu'alors sur la propriété bâtie et ses dépendances et l'impôt inique des portes et fenêtres.

Les §§ 1^{er} et 2^o reproduisent les §§ 40 1^{er} alinéa et 41 de la loi du 6 avril 1892 (loi d'évaluation du revenu de la propriété bâtie).

Le § 2 alinéa 2 ajoute « les bâtiments non imposa-
« bles dans lesquels se trouvent des logements de
« service sont soumis à l'impôt sur les bâtiments, à
« raison de la valeur de rapport de ces logements.
« Les propriétaires de ces bâtiments ont le droit de
« se faire rembourser l'impôt par les détenteurs des
« logements de service ».

Le taux de l'impôt à prélever sur ces logements de service est fixé à 2,50 0/0 de la Nützungswerth. Lors de la discussion de la loi au Landesausschuss, le sens de l'expression « Nützungswerth » donna lieu à une longue discussion. Le représentant du gouvernement répondit à plusieurs membres du Landesausschuss qui trouvaient ce terme obscur, qu'« il désignait le *rapport annuel moyen* résultant des prix de location moyens des cinq dernières années et qu'il était identique à la valeur locative servant de base à l'estimation française de l'art. 5 de la loi de finances du 8 août 1890 ». Le représentant du gouvernement déclara donner son assentiment à une proposition émanée d'un grand nombre de délégués

et consistant à faire imprimer sur les avertissements destinés aux contribuables les prescriptions de la loi 1892 relatives à la Nützungswerth. La commission centrale des Landesschätzer avait constaté, en effet, que le tiers des réclamations provenait de ce que leurs auteurs n'avaient pas compris la notion de la Nützungswerth.

Une autre proposition tendait à la fixation du taux de l'impôt par la loi budgétaire de chaque année, selon le mode pratiqué en France et dans un grand nombre d'autres états. Le commissaire du gouvernement répondit par un « non possumus » fondé sur ce que les rôles des contributions devaient être dressés au moment du vote du budget. « D'ailleurs, ajoutait ce haut fonctionnaire, on ne sait encore dans quelle proportion les recettes augmenteront. Si elles dépassent le montant de l'ancien impôt foncier et celui des portes et fenêtres, on pourra réduire chaque année le taux lors de la discussion de la loi budgétaire. De même rien n'empêchera de réduire le tarif, dès que la situation budgétaire permettra de se passer d'une partie de l'impôt sur les bâtiments ».

La perception de l'impôt se fait d'après des rôles établis par le directeur des Contributions directes et d'après les prescriptions en vigueur pour les autres contributions directes (§ 9).

Les réclamations contre la Nützungswerth évaluée chaque année et contre le montant de l'imposition,

sont recevables pendant les 3 mois qui suivent la publication des rôles. Comme on l'a vu lors de l'analyse de la loi de 1892, c'est le directeur des Contributions directes qui juge en première instance les réclamations contre l'évaluation de la Nützungswerth. En cas d'appel de sa décision c'est le Ministère qui se prononce en dernier ressort après avis de la Commission centrale des Taxateurs (Landesschützer).

Les erreurs dans la fixation de l'impôt, telles que fautes d'écriture ou de calcul, omissions ou double imposition, peuvent être rectifiées d'office par le directeur des Contributions directes (§ 10).

Le § 11 indique sous quelles conditions peuvent être accordées les remises totales ou partielles de l'impôt sur les bâtiments: (incendie, inondation etc...) La demande en remise doit être adressée par le contribuable au directeur des Contributions Directes chargé de statuer. Le recours contre cette décision est de la compétence du Ministre.

« Les remises d'impôt de quelque nature qu'elles soient, sont couvertes par des fonds constitués par des pfennigs additionnels (Zuschläge): le taux des pfennigs additionnels pour l'année 1896-1897 a été de 20/0 du principal de l'impôt sur la propriété bâtie. Pour les années suivantes ce sera la loi budgétaire qui en déterminera le montant (§ 12).

« Les bâtiments nouvellement construits ou re-
« construits ne sont sujets à l'impôt qu'à l'expira-

« tion d'une année depuis l'année budgétaire où
« ils sont devenus habitables ou utilisables. (§ 8)
Les augmentations d'impôt provenant des améliorations (1) apportées aux bâtiments ne sont perçues qu'à l'expiration d'une année après l'année budgétaire au cours de laquelle ces travaux d'amélioration ont été achevés (§ 8).

Résultats de la Réforme

En raison de l'accroissement de la population dans les centres urbains, les résultats financiers de la réforme furent des plus favorables comme en témoigne le tableau suivant :

Produits en 1897-98.	3.283.119 m.
— en 1898-99.	3.348.486 »
— en 1899-1900	3.391.399 »
— en 1903.	3.408.000 »

Ces chiffres accusent des plus-values successives de 65.367 marks, 42.913 marks; 16.601 marks.

La persistance de l'augmentation des produits permit au Gouvernement d'abaisser le taux de l'impôt de 4,50 à 4 0/0 pour la Nutzungswertts des propriétés bâties et de 2,50 à 2,20 le taux de l'impôt sur les bâtiments visés par le § 2 de la loi de juillet 1895. Une loi du 17 Juillet 1907 porte qu'à partir du 1^{er} juillet 1909 le taux de 4 0/0 sera réduit à 3,50 0/0.

(1) Note : Changements prévus par le § 6 — 5° que le fonctionnaire chargé de l'assiette de l'impôt doit constater conformément au § 7.

Taxe des biens de Mainmorte

La loi du 13 juillet 1901 renferme en outre la réforme de la taxe des biens de main-morte fixée par la loi du 20 Février 1849 à 0,62 1/2 0/0 du principal de l'impôt foncier exigible sur les biens des communes, congrégations religieuses, des établissements de bienfaisance, des sociétés anonymes.

La Mainmorte est, comme on le sait, destinée à tenir lieu de droits de mutation par décès et de tous les autres droits de transmission qui frappent les biens des contribuables ordinaires. En France, la taxe est actuellement de 112 centimes 1/2 par franc du principal de la contribution foncière des propriétés bâties et de 70 centimes par franc du principal de la contribution foncière des propriétés non bâties ; elle est, en outre, soumise aux décimes qui frappent les droits d'enregistrement (loi du 31 Mars 1903 art 3). En Alsace-Lorraine, en vertu de la loi de 1901, il est perçu 89 1/2 0/0 du principal de l'impôt foncier des terres et 34 0/0 en principal de l'impôt sur les bâtiments. Dans le courant du mois d'Avril 1909, le gouvernement a présenté au Landesausschuss qui l'a vivement discuté un projet tendant à porter la taxe à 90 0/0 du principal pour les biens fonciers, appartenant la plupart aux communes rurales et aux hospices civils et à 40 0/0 seulement, soit moins de

moitié, pour les propriétés bâties, possédées en majeure partie par des sociétés financières, des compagnies d'assurances et des congrégations religieuses.

Revision périodique. — Le § 15 prévoit « après l'expiration de chaque période de 15 ans au plus, une révision générale de la Nutzungswerth, cependant on devra procéder avant l'expiration de cette période, à une révision, si des écarts de valeur d'un tiers venaient à se produire.

En vertu des §§ 6 et 7, les changements de propriétaires, de destination, d'importance et de nature des bâtiments, les constructions nouvelles ou les démolitions seront constatés chaque année par le fonctionnaire chargé de l'assiette de l'impôt soit d'office, soit sur les réclamations des contribuables. Il doit en être de même en cas d'agrandissement ou de surélévation des bâtiments ou encore lorsque des constructions non soumises à l'impôt passent dans la catégorie des immeubles assujettis à la contribution et inversement.

Observations sur la réforme de l'impôt sur la propriété bâtie

Dans la réalisation de la réforme que nous venons d'analyser, le législateur s'est, de toute évidence, inspiré de la doctrine économique d'après laquelle l'impôt sur la propriété doit être établi, en général,

selon le principe de la proportionnalité considéré comme la seule base naturelle, scientifique et équitable de la répartition. Toutefois, le gouvernement n'a fait qu'une application imparfaite de cette règle de justice retenu qu'il était par le souci de laisser à chaque catégorie de revenus l'ensemble des anciennes charges sans en rien détourner.

La propriété bâtie a été sacrifiée, dans une certaine mesure, à cette préoccupation. La loi française ne connaissant pas l'impôt sur le revenu proprement dit a, pour en tenir lieu, imaginé un impôt sur les signes extérieurs de la richesse, représentés au cas particulier par les portes et fenêtres ainsi que par le mobilier. L'impôt mobilier est perçu directement, tandis que celui des portes et fenêtres est inscrit au nom du propriétaire qui est autorisé à s'en faire rembourser le montant par ses locataires dans la proportion des locaux occupés par eux. Dès qu'un impôt sur le revenu des capitaux, salaires et traitements allait être établi, il eût semblé logique de ne laisser peser sur les bâtiments que la partie des charges fiscales qui les frappaient directement. Il en fut, cependant, tout autrement puisque le montant de l'impôt des portes et fenêtres fut adjoint à celui de l'ancienne foncière-bâtiment. Voilà comment le taux de cet impôt atteignit 4,50 o/o du revenu, au début, alors que celui de l'impôt foncier n'était que de 3,50 o/o.

La première conséquence de la réforme fut donc, en réalité, d'exonérer les locataires de la contribution des portes et fenêtres désormais confondue avec celle des bâtiments. Les propriétaires se trouvèrent dans l'impossibilité de poursuivre contre les occupants le remboursement d'une partie quelconque de cette contribution toute à leur charge et il ne leur resta que la ressource d'augmenter les loyers et en même temps la « Nutzungswerth ».

Pour l'impôt de Mainmorte comme pour tous les autres, on décida le maintien, comme immuable et intangible, du principe, pour le moins étrange, d'après lequel chaque catégorie de revenus conservait l'ensemble de ses charges. Le coefficient de la Mainmorte fut ainsi abaissé pour les bâtiments à 34 0/0 et pour les terrains non bâtis qui, par suite de dégrèvements, avaient perdu une partie de leur ancienne matière imposable, il fut porté à 89,50 au lieu de 62,50, coefficient précédemment unique.

Nous aurons d'autres occasions de revenir, en examinant les tarifs appliqués à chaque catégorie de revenus, sur les inconvénients du système d'après lequel chacun de ces revenus, à l'exception de celui des biens-fonds, doit fournir le même chiffre d'impôts qu'avant la réforme.

CHAPITRE III

L'IMPÔT SUR LES PROFESSIONS

(Gewerbsteuer)

Les impôts directs recueillis en 1871 par l'administration allemande de la législation française en vigueur étaient, comme nous venons de le voir, l'impôt foncier, l'impôt des portes et fenêtres, la contribution personnelle-mobilière et la taxe sur les biens de mainmorte; il faut y ajouter les patentes dont nous allons parler. Ce dernier impôt a été créé par la loi des 2-17 mars 1791 qui a substitué aux droits de maîtrise et de jurande une taxe proportionnelle à tendance progressive basée uniquement sur la valeur locative. Faisant ainsi double emploi avec la contribution mobilière, la patente a été supprimée en 1793 et rétablie le 4 thermidor an III sous la forme d'un droit fixe variant avec la nature de la profession et l'importance de la population mais ne s'appliquant qu'au commerce. La loi de Brumaire an VII en vigueur jusqu'en 1844 a établi : 1° un droit fixe gradué d'après 7 classes; 2° un droit proportionnel fixé au dixième de la valeur des immeubles occupés.

De nombreux textes législatifs mais sans impor-

tance sont intervenus jusqu'en 1844; la loi du 25 avril de cette année a supprimé les 7 catégories des professions pour les remplacer par 3 tableaux comprenant une énumération complète de toutes les professions imposables. Le tableau A comprend toutes les professions dont le principal élément de prospérité réside dans l'affluence des acheteurs, et, dont par suite l'importance se mesure à la population; dans le tableau B figurent les professions hors classe qui, tout en étant taxées d'après la population, ne peuvent cependant, à raison de leur importance et de la nature de leurs opérations, être soumises au tarif général et doivent faire l'objet d'un tarif en quelque sorte individuel. Enfin le tableau C contient l'ensemble des professions industrielles à taxer sans égard à la population. Dans ce tableau figurent comme imposés au droit fixe d'après les éléments matériels de production, les industriels qui, jusqu'en 1844, étaient taxés comme des marchands de demi-gros et de détail.

Dans toutes les modifications qu'il a introduites, le législateur s'est inspiré d'un principe d'équité, celui de déterminer un chiffre d'impôt le plus en rapport possible avec celui des bénéfices réalisés. C'est ainsi que le droit proportionnel établi par la loi de 1844 sur la valeur locative est en même temps un droit gradué antérieurement fixé au dixième du loyer. Ce droit a été, en certains cas réduit au 15°, au 20°, au 30° et même au 40° de la valeur locative. Pour

l'application du taux à une profession déterminée il est tenu compte des conditions dans lesquelles elle s'exerce : si elle exige des locaux immenses le taux est abaissé. Dans certains cas même, les locaux professionnels ne sont pas imposés; seule la maison d'habitation supporte la taxe. Les lois postérieures de 1844 à 1880 sur la patente visent toutes le même but, celui d'imposer plus lourdement les gros patentables et de dégrever les petits (lois du 10 juin 1853 — 4 juin 1858 (art. 11) — 26 juin 1862 — 15 juillet 1880).

Lors de l'annexion de l'Alsace-Lorraine à l'Empire allemand, la patente était réglée par la loi de 1844 modifiée en quelques points seulement. Vieille de près d'un demi siècle, en 1893, cette législation n'était plus en harmonie avec la situation économique de la fin du XIX^e siècle. L'industrie et le commerce avaient, en effet, subi de très grandes transformations : c'est à partir de 1871 surtout que la très grande industrie s'est développée sous l'influence des données nouvelles et des enseignements fournis par l'application progressive et continue du machinisme et de la concentration. Ce développement avait exigé la formation de « sociétés de capitaux » destinées à suppléer aux fortunes individuelles le plus souvent insuffisantes pour permettre aux nouveaux organismes industriels de fonctionner.

Des établissements de crédit très importants avaient

dû se former, en vue du drainage de l'épargne et de l'emploi des fonds disponibles aux entreprises industrielles. A ces transformations profondes des facteurs de la puissance économique devaient correspondre, on le comprend, des modifications importantes dans la législation fiscale. Avec les droits fixes de la loi de 1844 sur la patente, le Trésor ne profitait pas du développement de la matière imposable : les professions des tableaux B et C pouvaient à l'abri d'un maximum invariable prendre une énorme extension. Les droits proportionnels par contre, s'étaient aggravés avec l'augmentation de la valeur locative dans les villes et les centres importants ; les grandes industries en voie de développement avaient quitté les villes pour se répandre dans la campagne où elles trouvaient, outre les forces motrices naturelles, de vastes terrains à bon marché et la main d'œuvre à bien meilleur compte.

C'étaient les petits commerçants qui souffraient du renchérissement des loyers et par voie de conséquence de l'augmentation du droit proportionnel de patente. Pour eux il ne pouvait être question d'émigrer dans les campagnes, ils devaient au contraire rechercher dans les villes les rues et les places les plus fréquentées où les chances de vendre sont les plus grandes, mais où les loyers aussi sont les plus élevés.

En France, le gouvernement avait compris la nécessité de mettre la législation fiscale en harmonie avec la situation économique et il avait préparé un

remaniement du système ou du moins de la classification des contribuables. La plupart des Etats Allemands avaient élaboré de nouvelles législations.

Séparée de la France, l'Alsace-Lorraine se trouvait, elle aussi, dans la nécessité de transformer le système vieilli de 1844 et tout à fait en désaccord avec une situation économique qui s'était profondément transformée avec les 30 dernières années. Quel système allait adopter la Terre d'Empire ? Allait-elle, à l'exemple de la France, chercher à fixer le revenu net moyen de l'industrie ou du métier à l'aide de signes extérieurs très sensibles ou, au contraire, se déciderait-elle à recourir au système prussien si peu en harmonie avec son tempérament en exigeant des contribuables une déclaration que l'administration se chargerait ensuite de contrôler ?

Chacun des deux systèmes avait des avantages et des inconvénients, mais bien vite on se mit d'accord pour repousser la méthode prussienne.

Le sous-secrétaire d'Etat aux Finances, M. de Schraut n'hésita pas à faire le sacrifice de son opinion personnelle et à admettre une distinction entre les capitaux et l'industrie. « L'évaluation d'un capital, « est difficile, elle ne peut être faite que par la déclaration obligatoire du contribuable. Mais, recon-
« nut-il, l'estimation du produit d'une industrie, où
« les machines, les ateliers, les magasins, la clientèle

« sont visibles est plus facile que pour tout autre
« revenu ».

On n'adopta pas davantage le système français à raison de l'impossibilité d'appliquer un tarif uniforme : le tarif en vigueur comprenait plus de 1.800 articles dont la classification renfermait de nombreuses lacunes et était l'objet de critiques sérieuses.

Evaluation de la productivité

On se rallia à un système intermédiaire et composite : on supprimait les classifications et les présomptions du régime français mais on rejetait aussi l'obligation pour le contribuable de déclarer son revenu. On s'appuyait seulement sur l'Ertragsfähigkeit, ou productivité, c'est-à-dire « le chiffre qui, dans des circonstances normales et avec une exploitation normale, peut, après déduction des frais d'exploitation, être considéré par l'expérience comme représentant le revenu net et moyen. » Pour faciliter la tâche du taxateur chargé de déterminer la production moyenne, la loi devait établir un certain nombre de classes dans lesquelles seraient rangés tous les contribuables. Avant de réaliser la réforme le gouvernement déposa un projet de loi tendant à l'évaluation de la productivité des profes-

sions, d'après les signes extérieurs et les autres éléments d'appréciation. Il n'y avait pas de déclaration obligatoire pour le contribuable, mais d'après l'article 15 le taxateur avait le droit de demander la production des livres.

Le 2 Février 1893, la Chambre de Commerce de Strasbourg se faisait l'interprète du commerce et de l'industrie en demandant le maintien et la modification du système français au moyen de la révision de la loi de 1844.

« En France, faisait-elle observer, la loi a été sou-
« mise en 1880 à une révision fondamentale et en
« 1890 on a commencé les travaux préparatoires à de
« nouvelles modifications..... presque toutes les
« Chambres de Commerce et les Chambres syndicales
« de France, répondant aux questions qui leur étaient
« soumises par la Commission de la Chambre des
« Députés, ont été unanimes à déclarer que le sys-
« tème actuel du tarif est, malgré ses défauts, à peu
« près le seul praticable parce qu'il présente pour la
« fixation de l'impôt une base fixe et soustraite à tout
« arbitraire. Grâce au système du tarif, tout industriel
« est en mesure, avant même de créer une affaire, de
« calculer exactement la cote d'impôt de la patente
« qu'il aura à payer. Sans doute ce système du tarif
« manque de souplesse et entraîne des injustices et
« des rigueurs mais tous les systèmes ont leur défaut
« et celui que nous possédons à l'avantage d'avoir

« passé par nos mœurs et de plus il est le même pour
« tous : ceux de ses défauts qui entraînent préjudice
« pour l'un ou l'autre imposé atteignent tous les
« autres imposés qui se trouvent dans la même si-
« tuation ».

La Chambre de commerce de Strasbourg conti-
nuait sur ce ton en accumulant les critiques et elle
terminait ainsi sa protestation : « Mais nos objec-
« tions les plus graves portent sur les dispositions
« du projet d'après lesquelles l'industriel sera obligé
« de faire des déclarations d'après ses livres. L'in-
« dustriel ne paierait pas seulement les impôts fixés
« d'après la libre évaluation ; il serait encore sou-
« mis à une inquisition sur la marche de ses affaires.
« Il aurait à faire des déclarations sur son virement
« d'affaires, c'est-à-dire sur l'étendue de son indus-
« trie avec tous les détails qu'on serait en droit d'exi-
« ger de lui. Il est vrai que l'industriel pourra être
« difficilement tenu de faire des déclarations sur le
« rendement et de même la production des livres de
« commerce sera facultative ; mais il n'arrivera que
« trop souvent que l'industriel n'aura que le choix
« entre deux maux : ou bien se soumettre à une esti-
« mation exagérée ou bien produire ses livres.

« En considération des objections que nous ve-
« nons de présenter, nous prions la Délégation de
« refuser son approbation au projet de loi concer-
« nant les estimations pour l'impôt sur l'industrie. »

Cette protestation à laquelle vinrent se joindre d'un peu partout de virulentes critiques eut pour effet de faire modifier le projet par l'introduction de la défense aux commissions de taxation de demander la production des livres.

Le gouvernement allemand ne fit qu'imiter en cela le législateur français de 1844 : lors de la discussion de la loi du 25 avril 1844, un membre du Parlement proposa que les livres de commerce fussent soumis à l'examen des agents de l'administration chargés d'établir la patente : cette motion fut repoussée.

Le 6 mai 1893 fut votée la loi d'estimation de la matière imposable et le 8 juin 1896 la patente fut remplacée par un impôt professionnel, réel, basé sur la productivité des professions avec le tarif dégressif suivant :

Classes	Montant du revenu	Revenu moyen de la classe	Quotité du revenu imposable en 0/0	Revenu imposable	Taux de l'impôt
	marks	marks		m. pf.	m. pf.
1	au-dessous de 500	250	20	50	0,38
2	500 à 1.000	750	35	262,50	0,67
3	1.000 à 1.500	1.250	50	625, »	0,92
4	1.500 à 2.000	1.750	55	962,50	1,02
5	2.000 à 2.500	2.250	60	1.350, »	1,14
6	2.500 à 3.000	2.750	65	1.787,50	1,24
7	3.000 à 4.000	3.500	70	2.450, »	1,33
8-11	4.000 à 10.000	»	75	»	1,43
12	10.000 à 12.500	11.250	80	4.125	1,52
13-15	12.500 à 20.000	»	90	»	1,71
16	20.000 et au-delà	»	100	»	1,90

Le tarif maximum de 1 m., 90 ne s'appliquait qu'aux revenus de 20.000 marks ou à ceux dépassant ce chiffre. En 1902, sur un total de 56.860 contribuables, 852 seulement étaient imposés au taux de 1,90 m. sur 92.230.000 marks de revenu, les 56.008 autres, encaissant un revenu total de 107.082.750 m. bénéficiaient du tarif dégressif de 0,38 m. à 1,71 0/0.

Nous voyons pour la première fois apparaître la dégressivité de l'impôt que les économistes considèrent comme le moyen équitable de compenser, au moins dans une certaine mesure, l'improportionnalité des contributions indirectes, plus lourdes pour les pauvres que pour les riches.

Depuis, la loi du 13 juillet 1901, dans son article 6, a exonéré les professions dont la productivité, jointe à d'autres sources de revenu, ne dépasse pas 700 m. par an.

Nous allons passer en revue aussi rapidement que possible, les diverses dispositions du *Gewerbsteuer* ou impôt professionnel et industriel.

Loi du 6 mai 1893 concernant l'évaluation de la productivité des professions

Cette loi dans son § 1 porte que toutes les industries qui, d'après la législation en vigueur sont soumises, en Alsace-Lorraine, à l'impôt de la patente,

seront estimées et classées, conformément à leur productivité, d'après un tarif gradué annexé à la loi.

La productivité d'une industrie s'évalue d'après le chiffre qui, dans des circonstances normales et avec une exploitation normale, peut, après déduction des frais d'exploitation, être considérée comme revenu net et moyen (§ 2).

L'estimation de la productivité se fait d'après des signes extérieurs en tenant compte de la population, des moyens de communication qui peuvent influencer sur la marche générale des affaires et en tenant compte également de la nature de la branche de commerce ou d'industrie (§ 3).

On ne présume donc plus le revenu net à l'aide d'un tarif fixé par la loi mais on fait procéder à une estimation, pour chaque cas particulier, par une commission qui prend en considération le nombre des ouvriers, les locaux et moyens d'exploitation, l'importance de l'affaire. Pour les sociétés par actions la commission peut recourir aux bilans et aux comptes (§ 3).

« L'évaluation a lieu dans la circonscription communale dans laquelle l'industrie est exploitée. Si l'exploitation a lieu dans plusieurs communes, l'on procède à l'évaluation pour la totalité de l'entreprise dans la commune où se trouve le siège de la direction de l'exploitation et on répartit ensuite par communes intéressées la somme de sa productivité totale en rai-

son de l'étendue des parties de l'entreprise exploitées dans les différentes communes (§ 4).

Les établissements auxiliaires situés en dehors de la circonscription communale où est placé l'établissement principal, ainsi que les succursales avec direction particulière doivent être estimés à part.

L'évaluation des industries dont les propriétaires n'ont en Alsace-Lorraine ni siège commercial ni domicile a lieu dans la circonscription communale où les contributions du pays sont exigibles.

« Dans le but d'arriver à une évaluation uniforme de l'ensemble des industries conformément aux dispositions de la présente loi, il est formé une commission de taxateurs du pays.

« La Commission des taxateurs du pays se compose de 15 membres dont 5 ainsi que le président sont nommés par le Ministère. Les autres membres sont élus par le Landesausschuss. « La Commission prend ses décisions à la majorité des voix. Elle est en nombre pour délibérer quand au moins dix de ses membres, y compris le président sont présents. La voix du président est prépondérante en cas de partage égal des voix (§ 6). « Le président de la Commission des taxateurs du pays prépare les travaux de la Commission, les dirige et fait exécuter ses décisions.

« La Commission des taxateurs du pays fixe les principes généraux qui doivent être observés pour l'éva-

luation : ils sont soumis à l'approbation du Ministère (§ 7).

Cette commission contrôle en outre les travaux des différentes commissions d'évaluation (§ 9) quant à l'exactitude et à l'uniformité des évaluations, elle a le droit d'y apporter des modifications. Elle peut même avec l'autorisation du Ministère faire porter les évaluations sur d'autres industries que celles indiquées au § 1^{er}. La Commission des taxateurs du pays peut si cela est nécessaire pour assurer l'uniformité des opérations, faire procéder dans les différents districts d'évaluation (§ 9) à des évaluations modèles ; elle en arrêtera les résultats qui dès lors serviront de guide et de type pour les autres évaluations.

« La Commission des taxateurs du pays peut en tout temps s'adjoindre pour ses travaux des experts spéciaux et autres personnes capables de fournir des renseignements, notamment des personnes appartenant aux branches d'industries sujettes aux estimations.

Le Ministre règle plus spécialement tout ce qui concerne la marche des travaux de la Commission des taxateurs du pays, fixe les indemnités de ses membres, ainsi que les salaires des personnes ayant fourni des renseignements et les honoraires des experts (§ 8).

L'évaluation des industries est faite par des Commissions que président des commissaires d'exécution spéciaux nommés par le Ministère.

« L'évaluation des professions dont l'exploitation consiste principalement en ventes faites aux consommateurs mêmes ou aux marchands en détail ou qui n'ont qu'une importance locale, se font par arrondissement au moyen des Commissions d'arrondissement. L'évolution de toute les autres industries a lieu par département au moyen des Commissions départementales. Ce sont également ces dernières qui taxent : les médecins, pharmaciens, architectes et ingénieurs, les géomètres, huissiers, notaires, avocats-avoués, directeurs d'établissements d'éducation et pensionnats, les dentistes et les vétérinaires (§ 9).

Les Commissions d'arrondissement ont pour président le commissaire d'exécution, elles se composent suivant l'importance du district d'évaluation et la décision du directeur des Contributions Directes, de six ou huit membres dont la moitié est élue par le Conseil d'arrondissement au scrutin secret ou par le Conseil Municipal, si une commune est assez importante pour constituer un district d'évaluation. Les membres sont désignés par le directeur des Contributions directes et choisis parmi les industriels. Les décisions de la Commission d'arrondissement sont prises à la majorité des voix : elle doit pour délibérer comprendre au moins 5 membres et en cas de partage, la voix du président est prépondérante (§ 10).

La commission départementale est présidée par un employé supérieur délégué du directeur des Con-

tributions directes. Elle comprend en outre 10 membres, dont 3 élus par le Conseil Général, 3 par la Chambre de Commerce du département et les 4 autres par le directeur des Contributions directes sur la liste des industriels. Il faut la présence d'au moins 7 membres pour que les délibérations de la Commission départementale soient valables. En cas de partage, la voix du président est prépondérante (§ 11).

Les Commissions d'arrondissement et de département peuvent, dans des cas particuliers, s'adjoindre des experts ou des personnes susceptibles de fournir des renseignements et de donner des avis.

« Les industriels sont tenus pendant un délai à fixer par le commissaire exécutif et d'au moins six semaines de faire au maire de leur commune ou au commissaire exécutif ou à son suppléant les déclarations concernant le nombre de leurs aides et ouvriers; l'importance et l'état des locaux ainsi que les moyens d'exploitation (§ 13).

Sous cette dernière rubrique, doivent figurer comme ayant une importance spéciale à signaler :

a) Les forces motrices (eau, vapeur etc.) qui sont employées pour une industrie;

b) Les installations permanentes, consistant en machines, ustensiles et outils nécessaires pour la marche d'une industrie;

c) Les animaux employés pour l'exploitation de l'industrie.

Les déclarations peuvent être inscrites sur des formules dont le texte est déterminé par le Ministère, sur la proposition de la Commission des taxateurs du pays. Elles peuvent, aussi, être faites verbalement.

« Les industriels ne sont pas tenus de déclarer le rendement de leurs industries ni de produire leurs livres de commerce; ils peuvent opposer un refus formel aux taxateurs qui n'ont pas le droit d'exiger de semblables déclarations ou justifications (§ 13).

« Les commissions d'évaluation peuvent pour se procurer les points de repère nécessaires à l'évaluation, faire visiter pendant les heures de travail, les établissements industriels et ateliers d'exploitation, mais il leur est interdit, sans le consentement des industriels, de charger de cette visite d'autres personnes que des fonctionnaires de l'Etat (§ 14).

Le résultat de l'évaluation est communiqué à l'industriel avec une instruction relative aux conditions d'admissibilité des réclamations pendant un délai de six semaines, soit auprès du maire soit auprès du commissaire exécutif du district d'évaluation (§ 15).

Le directeur des Contributions directes tranche provisoirement les recours sur l'avis de la Commission d'évaluation : il a le droit de contrôler les renseignements complémentaires énoncés au § 13 et aussi de visiter les usines durant les heures de travail § 14 comme les Commissions d'évaluation elles-mêmes.

Si le directeur des Contributions directes estime

l'évaluation exacte et justifiée, il soumet le recours à la Commission de révision qui se compose de six membres et d'un président (§ 17).

Pour la validité des délibérations il faut la présence de 4 membres au moins et du président.

Le Statthalter à qui appartient la nomination des membres de la Commission de révision, en prend deux au moins parmi les personnes aptes à remplir les fonctions judiciaires et 3 parmi les industriels et commerçants; il règle la marche des travaux et détermine les indemnités de présence à allouer. Si le directeur des Contributions directes estime fondé le classement dans une catégorie inférieure, il tranche lui-même le recours, mais dans les six semaines de la communication de sa décision il peut en être appelé à la Commission de révision.

La Commission de révision prononce en dernier ressort après avoir entendu la Commission des taxateurs du pays (§§ 18 et 19).

Les frais d'instruction des réclamations non fondées peuvent être mis en totalité ou en partie, par la Commission, à la charge des réclamants.

Une amende, au maximum de 300 marks, est applicable aux contribuables qui, malgré un avertissement réitéré, n'ont pas fait les déclarations ou donné les renseignements prescrits par le § 13 ou encore à ceux qui les fournissent sciemment, d'une façon incomplète ou mensongère. La même peine peut frapper

les industriels ou commerçants qui refusent l'accès de leurs établissements aux personnes compétentes en vertu des §§ 14, 16 et 19.

Les membres des commissions d'évaluation et de la Commission de révision font *la promesse solennelle* devant le président d'opérer en toute justice et de ne rien révéler des délibérations.

Une amende de 30 à 2000 M. punit la divulgation des délibérations concernant l'évaluation.

L'article 22 de la loi d'évaluation divise les industries en un certain nombre de classes suivant la productivité indiquée au tableau ci-après :

Classe	Montant de la productivité annuelle évaluée	Classe	Montant de la productivité annuelle évaluée
1	Au-dessous de 500 marks	11	De 8.000 à 10.000 marks
2	De 500 à 1.000 »	12	De 10.000 à 12.500 »
3	De 1.000 à 1.500 »	13	De 12.500 à 15.000 »
4	De 1.500 à 2.000 »	14	De 15.000 à 17.500 »
5	De 2.000 à 2.500 »	15	De 17.500 à 20.000 »
6	De 2.500 à 3.000 »	16	De 20.000 à 25.000 »
7	De 3.000 à 4.000 »	17	De 25.000 à 30.000 »
8	De 4.000 à 5.000 »	18	De 30.000 à 35.000 »
9	De 5.000 à 6.000 »	19	De 35.000 à 40.000 »
10	De 6.000 à 8.000 »	20 (1)	De 40.000 à 50.000 »

Lors de ses premières réunions, la Commission centrale des taxateurs du pays a élaboré un règlement général des opérations d'après un texte préparé par l'administration. Il serait trop long d'analyser

(1) Les classes suivantes augmentent chaque fois de 10.000 marks.

ce document auquel nous nous reporterons en examinant la loi du 8 Juin 1896.

C'est cette Commission centrale également qui a fixé les districts d'évaluation : au-dessous, trois commissions départementales ont été constituées en même temps que des commissions de Kreis ou arrondissement dans chacun des 22 Kreise ainsi qu'à : Mulhouse, Colmar et les 3 cantons Saarunion, Lutzehestein, Drulingen.

Après ces opérations préliminaires et dès 1894 des formulaires de taxation furent délivrés aux contrôleurs et à tous les patentables au nombre de 47.364, qui reçurent des questionnaires avec des demandes conformes à celles prévues par le § 13 de la loi du 6 Mai 1893. Une note jointe au questionnaire invitait le patentable à répondre dans les 3 semaines et lui rappelait les amendes applicables en cas de non réponse ou de déclarations incomplètes ou inexactes.

Il semble indispensable de montrer par quelques exemples la méthode employée pour l'estimation de la productivité normale.

Quand il s'agit d'une boucherie, les taxateurs prennent les registres de l'abattoir et relèvent le nombre et la nature des pièces achetées et tuées, puis au vu de renseignements fournis soit par un boucher membre de la Commission, soit par des rapports techniques fixant le bénéfice moyen par

bête, ils se bornent à multiplier le chiffre de ce bénéfice par le nombre de bêtes achetées.

Pour une boulangerie à la campagne la productivité pour les 100 kilos de farine est de 6 marks.

On arrive à ce chiffre de 6 marks en calculant le nombre de cuissons par jour, le nombre des pains de 6 livres par cuissons, celui des pains de 6 livres cuits par jour et en constatant ainsi qu'un sac de farine de 100 kilos donne 43 pains de 6 livres, il ne reste pour fixer la productivité de la boulangerie qu'à multiplier par 6 marks le nombre de sacs employés.

Il en est de même pour les professions libérales : les taxateurs connaissent le chiffre d'affaires des avocats, avoués par le registre qu'ils tiennent et qui est vérifié tous les ans par le Parquet. L'Enregistrement fournit les renseignements sur le chiffre d'affaire des notaires.

Après les opérations d'évaluation établies par les contrôleurs et vérifiées par les commissions, les résultats furent communiqués aux intéressés dont un certain nombre soulevèrent des réclamations provenant la plupart d'une fausse interprétation de la loi.

Beaucoup confondaient la productivité avec le bénéfice net et faisaient figurer dans les frais généraux l'intérêt du capital engagé et les frais d'entretien de leur famille.

Genèse de la réforme. — Le système du *Gewerbsteuer* (impôt sur les professions) a été exposé par

l'un des artisans de la réforme, le Conseiller Roth et il n'est pas inutile de dégager de l'ouvrage de ce fonctionnaire la genèse et l'idée génératrice de cette réforme.

« Le gouvernement, déclare tout d'abord M. Roth, « n'était pas poussé par le désir d'augmenter les « finances du pays, mais simplement par celui de « répartir les charges plus également et plus équita- « blement, d'abolir des privilèges et des surcharges « injustes ». Après avoir exposé qu'il « s'agit d'im- « poser le revenu d'une industrie calculé d'après une « moyenne normale », le Conseiller Gouvernemental passe en revue les différents systèmes et tout d'abord celui de la loi de 1844 qui ne permet guère d'établir un tarif facilement remaniable et approprié aux variations, aux complications de l'industrie. Selon lui, la difficulté est moins d'évaluer le rendement moyen de chaque catégorie d'industrie que de définir les signes extérieurs susceptibles de servir à la graduation du taux de l'impôt.

Pour certaines exploitations, pour les fabriques notamment, l'importance de la productivité peut être estimée en se référant, aux signes extérieurs comme le nombre des ouvriers, la puissance des machines, mais pour que cette évaluation soit juste il faut, en plus, tenir compte du genre de production (produits grossiers ou fins, chers ou bon marché).

La raison en est que dans les industries de luxe de

gros bénéfices peuvent être réalisés avec un chiffre d'affaires modique, tandis que dans les fabriques d'objets de consommation courante il importe de vendre beaucoup avec de petits bénéfices. Les progrès scientifiques sont de nature à transformer très rapidement une estimation juste en une estimation erronée. En suivant la méthode basée sur les signes extérieurs on peut obtenir le revenu brut, mais deux maisons peuvent avoir un même revenu brut et des revenus nets absolument différents, à cause de la valeur des matières premières, du taux des salaires, de la qualité de la clientèle, de la plus ou moins grande perfection de l'outillage etc., etc...

« Avec le système des tarifs d'imposition (patentes),
« conclut M. Roth, les difficultés et les erreurs sont
« d'autant plus sensibles qu'on veut appliquer la loi
« dans toute sa rigueur. En d'autres termes, plus le
« taux d'impôt pour une industrie est catégorique-
« ment indiqué, moins il est possible d'avoir recours
» à d'autres facteurs d'appréciation que ceux dési-
« gnés dans la loi pour l'évaluation de la produc-
« tivité. Cela est si vrai que dans la plupart des pays
« qui opèrent avec le système des tarifs, il a fallu
« atténuer les rigueurs de ce régime et introduire des
« exceptions, des correctifs. »

Les lois en vigueur en Bavière, dans les duchés de Brunswick et de Hesse sont successivement passées en revue par M. Roth qui arrive à l'impôt propor-

tionnel institué par la loi prussienne du 24 janvier 1891. Ce système prussien « critique réfléchi des systèmes préexistants », on eut tout d'abord la pensée de l'appliquer à l'Alsace-Lorraine, mais on s'aperçut vite qu'il n'était pas en harmonie avec les traditions locales. « La caractéristique de l'impôt prussien réside dans ce fait qu'on a pris hors de la loi son centre de gravité pour le mettre à exécution » son établissement est laissé aux organes de taxation qui, grâce à une connaissance approfondie de la situation des contribuables, estiment aussi exactement que possible la productivité. Le pouvoir de ces organes est très étendu, il suppose chez le taxateur non seulement une grande expérience mais encore une impartialité et une honorabilité complètes.

Le conseiller Roth ajoute « cette garantie on l'attribue à bon droit des contribuables eux-mêmes, et en employant le système de la répartition on leur laisse le soin de répartir le contingent fixé entre eux au prorata de leur productivité, c'est ainsi qu'en Alsace-Lorraine on procède pour la répartition des impôts de licence, pour la vente en détail des spiritueux ». « La méthode de la répartition suppose qu'elle se fait dans un très petit cercle, où l'on se connaît bien.

En Prusse le plus petit cercle de répartition est le Kreis (arrondissement); ce Kreis est lui-même divisé en catégories d'industries et ces in-

dustries sont rangées par classes suivant leur importance.

La nécessité d'opérer la distribution dans des cercles restreints a obligé à fixer les contingents d'impôt de chacun de ces cercles. La distribution se fait par deux étapes : d'abord le contingent du pays entier est divisé entre les cercles, ensuite chaque sous-contingent est distribué entre les contribuables qui opèrent eux-mêmes cette seconde division. Pour la première distribution, les exploitations imposables sont réparties en 4 classes.

1 ^{re} classe revenu annuel supérieur à	50.000 marks
2 ^e classe revenu annuel de	20.000 à 50.000 »
3 ^e classe revenu annuel de	4.000 à 20.000 »
4 ^e classe revenu annuel de	1.500 à 4.000 »

Dans chaque classe on a fixé un taux moyen d'impôt sauf pour la 1^{re} classe à laquelle on applique non la répartition, mais une taxe de 1 0/0 sur le revenu établi.

Pour la 2^e classe le taux est de 300 marks ; pour la 3^e de 80 marks et pour la 4^e de 16 marks.

Le contingent de chaque cercle représente la somme obtenue au moyen de la multiplication du tarif de la classe par le nombre des contribuables qui en font partie.

La fixation de l'impôt professionnel prussien s'opère sur la base du revenu annuel ou de la valeur du capital d'exploitation ; on prend celui des 2 facteurs

qui donne lieu à la plus forte imposition. Cette méthode prussienne fut jugée incompatible avec les habitudes et le tempérament des Alsaciens-Lorrains réfractaires à toute déclaration soumise à un contrôle plus ou moins inquisitorial. On fut donc d'accord pour conserver au *Gewerbsteuer* son caractère d'impôt réel, basé sur l'importance du revenu moyen et normal d'après le genre d'industrie, pour tenir compte de tous les signes extérieurs. Pour utiliser tous les points de repère, on chercha à déterminer aussi exactement que possible le rendement en ne présumant plus le revenu net à l'aide d'un tarif fixé par la loi, mais au moyen d'une estimation, pour chaque cas particulier. Ce n'étaient plus comme auparavant des fonctionnaires qui devaient exécuter ce travail, mais des commissions qui, par leur composition, ne présentaient pas seulement une garantie contre l'arbitraire, mais encore offraient des qualités sérieuses de compétence.

Loi du 8 juin 1896 relative à l'Impôt sur les Professions

Malgré quelques critiques (1) le nouvel impôt fut voté le 8 juin 1896.

Le premier article de la loi assujettit à l'impôt les

(1) Note : Observations de M. Heydt, membre du Landesausschuss au sujet du système d'évaluation : « J'ai fait partie des commissions d'évaluation et je ne puis me déclarer satisfait de la façon dont on a opéré. La

industries sédentaires exercées en Alsace-Lorraine, les professions de médecin, huissier, notaire, avocat, ainsi que les associations coopératives de production et de consommation. C'est là, on en conviendra, une énumération bien limitative, mais dès maintenant il faut observer que la loi du 13 juillet 1901 est venue combler la lacune en frappant les traitements et salaires.

La loi énumère ensuite les exemptions d'impôt :

L'Empire ne paie rien quand il exploite lui-même ;

L'Alsace-Lorraine, les départements et les communes profitent de l'exemption à condition que les entreprises de ces personnes morales poursuivent un but d'utilité publique, sans intention prédominante de réaliser des bénéfices.

L'exemption n'est pas accordée en considération de la personne de l'entrepreneur mais du but de l'entreprise.

Sont également exempts de l'impôt professionnel les établissements publics de crédit d'utilité générale (les caisses d'épargne) ainsi que les institutions publiques d'assurances (contre l'invalidité, la vieillesse, les sociétés coopératives pour l'assurance contre les accidents, les caisses de malades).

« notion de productivité est trop élastique. Que dirait-on d'un patron qui
« paierait ses ouvriers sur la mine, donnant à celui-là qui est grand et fort
« mais paresseux, plus qu'à cet autre qui est maigre et petit mais actif et
« lesté. »

La banque de l'Empire échappe à l'impôt, mais elle acquitte les taxes additionnelles attribuées aux départements et aux communes.

L'article 4 exonère de l'impôt l'agriculture, la silviculture, l'élevé du bétail, la chasse, la pisciculture, la viticulture, la culture des fruits, l'horticulture à l'exclusion de celle qui est artistique et commerciale, ainsi que la vente des produits du crû à l'état brut ou soumis à une opération qui n'est qu'une dépendance de l'industrie agricole. Par cette dernière disposition le législateur a voulu éviter une superposition de taxe pour les exploitations agricoles déjà soumises à l'impôt foncier (Grundsteuer).

L'exemption de l'impôt professionnel s'applique encore à :

1° L'exploitation des mines, soumises à un impôt proportionnel spécial (loi du 16 décembre 1873). Ici encore le législateur a voulu éviter toute superposition ;

2° L'extraction de tourbe, sable, gravier, terre glaise, marne, argile, pierre, ardoise, chaux, craie et autres produits destinés à l'*usage personnel*.

La taxe atteindrait les produits extraits s'ils faisaient l'objet d'un commerce ou d'une manipulation industrielle.

Le § 6 de l'article 4 déclare exonérer l'exercice d'une fonction administrative, salariée par l'Empire, le pays, les départements ou les communes ainsi que

l'exercice d'un art ou d'une profession scientifique, littéraire ou pédagogique.

Il en est de même pour toutes les sociétés coopératives qui ont pour objet la vente en commun des produits agricoles, ou l'achat à frais commun et sur commande des articles d'exploitation agricole ainsi que l'acquisition et l'usage en commun d'instruments agricoles destinés aux sociétaires, ainsi que les institutions privées de prêt et de crédit dont le capital actif, y compris le fonds de réserve, n'atteint pas 50.000 marks.

Nous avons vu, lors de l'examen de la loi du 6 mars 1893, que l'impôt sur les professions est établi sur la base de leur productivité, l'article 6 explique le sens de ces expressions par nous définies précédemment.

L'article 7 fixe le taux maximum de l'impôt à 1,90 o/o de la productivité.

L'ordonnance du 22 décembre 1896 a complété la définition de l'article 6 : elle a fixé limitativement les frais généraux que l'on peut déduire du produit brut. Les dépenses d'exploitation ainsi admises comprennent : l'achat des matières premières, l'entretien du matériel, le chauffage et l'éclairage, les salaires, l'assurance tant des employés et ouvriers que des animaux et du matériel, l'impôt des terrains et des bâtiments.

La déduction n'est pas admise en ce qui concerne

l'intérêt des capitaux de premier établissement, les salaires supérieurs à 10.000 marks, le loyer des locaux occupés, la rétribution du patron. On conçoit fort bien qu'on refuse le caractère de dépenses d'exploitation à celles qui ne tendent qu'au développement de l'entreprise, qu'à l'agrandissement des ateliers ou magasins ; de même qu'on ne peut admettre dans le calcul des frais les versements au fonds de réserve, les dividendes, l'amortissement des obligations dans les sociétés anonymes et les sociétés de capitaux : commandite par actions, etc., tenus au paiement de l'impôt.

Les articles 14 à 24 inclus et les articles 28, 29, 33, 40, 41 reproduisent les dispositions de la loi d'évaluation du 6 Mai 1893 et visent la fixation de l'impôt pour les professions nouvellement créées ainsi que les modifications provenant du développement ou de l'amointrissement d'une entreprise. Les contribuables nouvellement installés sont tenus de faire une déclaration dans les 3 semaines au maire de la commune. Les articles 16 et suivants exposent le fonctionnement des différentes commissions chargées de l'évaluation, leur composition et les voies de recours contre leurs décisions. L'article 26 décide qu'en cas de formation d'une exploitation l'impôt est dû à compter du trimestre suivant ; les industries qui s'ouvrent au cours d'une année sont taxées provisoirement par le fonctionnaire compétent ; cette im-

sition provisoire est fixée définitivement par la Commission de taxation à sa plus prochaine séance.

L'article 30 vise les demandes de réduction déposées à la suite d'un décès, d'un incendie, d'une inondation, d'une faillite, etc...

On peut s'abstenir d'insister pour le recouvrement de l'impôt, quand les poursuites sont susceptibles de compromettre l'existence même de l'entreprise ; le directeur des Contributions directes a qualité pour décider en cette matière (art. 31).

Les articles 32 et 33 visent les amendes pour déclaration hors délai d'une industrie ou d'une profession : l'imposition est du double de celle exigible pour l'année. Les amendes pour fausses déclarations sont édictées par les articles 33 et 34. L'article 35 indique la procédure à suivre, en cas de contraventions. L'article 36 vise la divulgation par des membres des Commissions des délibérations relatives à la taxation ou des renseignements recueillis au cours des opérations effectuées en vertu du § 21 de la loi du 6 Mai 1893. L'article 38 stipule qu'il est attribué aux communes 8 o/o du montant inscrit aux rôles.

Pour couvrir les non valeurs résultant des exemptions, réductions, remises, etc... l'Etat perçoit des pfennigs additionnels à raison de 5 o/o du principal de l'impôt. Une taxe additionnelle sur les professions est également versée au profit des départements et des communes.

Enfin l'article 42 porte que la présente loi de taxation entrera en vigueur pour l'année 1897-1898.

Caractères de l'impôt. — Le *Gewerbsteuer* qui a remplacé la patente et dont nous venons d'étudier l'économie ainsi que l'assiette est, en somme : un impôt de quotité c'est-à-dire un impôt dont le montant est fixé pour chaque contribuable d'après une base déterminée, un impôt direct c'est-à-dire un impôt qui frappe la richesse au moment de sa production ou les facteurs de cette production, un impôt réel c'est-à-dire un impôt qui est établi sur les choses sans égard aux personnes. Ce dernier caractère, celui de la réalité a reçu une atteinte, il est vrai, par le dégrèvement partiel de certains bénéfices inférieurs à 700 marks (loi du 13 juillet 1901, art. 5) mais il ne s'est élevé aucune protestation contre une mesure toute d'équité qui laissait indemne de tout impôt ce qui constitue le strict nécessaire pour l'existence d'une famille. En taxant les tout petits revenus professionnels, le législateur aurait frappé le travail en même temps qu'il aurait atteint, comme il le voulait, les bénéfices de l'industrie, du commerce et de certaines professions. Nous avons dit, en analysant le rapport du conseiller Roth, que le gouvernement n'avait pas eu en vue, en instituant l'impôt sur les professions, l'obtention d'une plus-value financière, mais seulement la réalisation de recettes égales à celles de l'impôt des patentes soit environ 2.300.000

marks. D'après cette seule considération le taux de l'impôt aurait dû être fixé à 1,45 o/o sur un rendement total de 16.000.000 marks accusé par les opérations d'évaluation. Mais, dès le début, en vue de dégrever les petits industriels, le Gouvernement proposa la dégression en faveur des bénéfices inférieurs à 5.000 marks.

« Le *Gewerbsteuer*, fit-il observer, a pour but
« essentiel d'atteindre le bénéfice industriel et com-
«ercial; le produit des métiers petits et moyens
«ou des boutiques petites et moyennes étant
«en majeure partie, la rémunération du travail
«personnel de l'industriel, il s'ensuit que ces pe-
«tits revenus doivent être soumis à un régime de
«faveur ».

Au Landesausschuss lors de la discussion, un député, M. Spies fit prévaloir un vœu de la Chambre de Commerce de Strasbourg étendant la faveur de la dégression jusqu'au rendement total de 20.000 marks. Pour arriver à atteindre le chiffre de l'impôt antérieur on dut en présence de ce vote fixer le taux général légal à 1,90 au lieu de 1,45 o/o.

L'administration des finances d'Alsace-Lorraine a publié en 1896 un tableau comparatif de l'estimation de la loi de 1893 sur l'évaluation de la productivité des professions et des taux établis sous le régime des patentes. On constate en étudiant ce tableau que les revenus le plus lourdement frappés par

la patente étaient les revenus inférieurs à 1.000 M. Le taux de la contribution était de 3,26 M. pour les revenus inférieurs à 500 Marks et de 1,87 M. pour ceux de 500 à 1.000 Marks. Les revenus de 1.000 à 100.000 M. étaient taxés presque uniformément; savoir :

De 1.000 à 1.500 marks	1,52 marks
De 5.000 à 6.000 »	1,52 »
De 8.000 à 10.000 »	1,45 »
De 20.000 à 25.000 »	1,52 »
De 40.000 à 50.000 »	1,72 »
De 80.000 à 90.000 »	1,66 »
De 90.000 à 100.000 »	1,43 »

Enfin les revenus supérieurs à 100.000 Marks étaient soumis à un tarif dégressif :

De 100.000 à 110.000 marks	2,55 marks
De 150.000 à 200.000 »	2,15 »
De 300.000 à 400.000 »	1,27 »
1.000.000 et au-delà	0,75 »

La patente ne se contentait pas de créer des inégalités choquantes entre les diverses classes, elle aboutissait aussi à des inégalités entre les patentables d'une même classe : parmi les bénéfices inférieurs à 300 marks les uns étaient imposés à raison de 0,63 o/o, les autres sur le pied de 1,04 o/o.

Il semble utile de faire ressortir les produits de la patente et du Gewerbesteuer :

Années	Patente	Gewerbsteuer
	marks	marks
1872	1.736.584	—
1895	2.236.096	—
1897	—	2.486.181
1898	—	2.397.948
1899	—	2.503.018
1900	—	2.980.878
1901	—	3.009.365

Soit une plus value moyenne annuelle de 21.718 M. de 1872 à 1895 et de 130.795 M. de 1897 à 1901.

Il semble que l'évaluation par des commissions de la productivité devrait être à l'abri de la critique, puisque ce système concilie à la fois les intérêts de l'Etat représenté par des fonctionnaires et ceux des contribuables défendus par leurs « pairs » délégués dans les fonctions de taxateurs.

Les plaintes des commerçants et des industriels sont, cependant, nombreuses et parfois très sérieuses. C'est que la notion de la « productivité » telle que le législateur du *Gewerbsteuer* l'a définie, correspond à une productivité normale, théorique, indépendante des circonstances et des fluctuations des prix de la matière première. C'est que, par cela seul, qu'on ne fait pas entrer dans les frais généraux les intérêts du capital engagé, on frappe des exploitations qui ne réalisent aucun bénéfice, c'est que le directeur d'une société par actions, pour ne citer qu'un exemple,

peut à la fois être imposé au *Kapitalsteuer* (impôt sur le capital) pour ses actions, au *Gewerbsteuer* (impôt sur l'industrie) pour son industrie, au *Lohn und Besoldungsteuer* (impôt des salaires et traitements), à raison de sa situation de directeur et encore au *Kapitalsteuer* pour les bénéfices par lui touchés.

« Dès lors qu'on n'est pas assez fortuné pour fonder
« seul une banque, écrit le député lorrain Pierson (1)
« pour exploiter une affaire commerciale, pour ex-
« ploiter une mine, pour créer et faire fonctionner
« une usine et qu'on est réduit à s'associer 2, 3 ou
« 20 personnes, il faut acquitter l'impôt industriel
« comme le gros banquier, le grand commerçant, le
« puissant industriel et en plus payer une taxe quand
« se répartissent les bénéfices industriels déjà frappés.
« De telle sorte que telle grande maison dont les bé-
« néfices se chiffrent annuellement par millions, se
« trouve entièrement libérée envers l'Etat par le ver-
« sement de 1,90 de sa productivité ou revenu moyen,
« alors que le petit capitaliste qui ne gagne que
« quelques milliers de Marks pour sa part, dans
« l'affaire peut être voisine, doit, en outre de l'impôt
« industriel, acquitter encore sur le revenu des capi-
« taux 3,50, soit en totalité 5,40 ».

Nous reviendrons sur la question dans une appréciation générale sur la réforme des impôts directs;

(1) « A propos de la réforme des impôts en Alsace-Lorraine » L. Pierson.

pour le moment nous nous bornons à constater qu'avec la nouvelle loi de la productivité il y a des superpositions d'impôt contraires à l'équité et que parfois s'il y a des taxes progressives elles sont à rebours des bénéfices réellement réalisés.

CHAPITRE IV .

IMPOT SUR LES PROFESSIONS AMBULANTES

(Wandergewerbesteuer)

La loi de 1844 sur les patentes ne faisait aucune différence entre les professions sédentaires et les professions ambulantes : les unes et les autres étaient soumises au droit fixe et au droit proportionnel « Tout individu français ou étranger, est-il dit « dans cette loi, qui exerce en France un commerce, « une] industrie, une profession est assujetti à la « contribution des patentes ». Cependant les art. 13 et 14 accordaient aux personnes qui vendent en ambulance dans la rue, dans les lieux de passage et dans les marchés des exonérations soit totales (art. 13) soit partielles (art. 14) suivant la nature des objets vendus. Ainsi que nous l'avons indiqué plus haut, l'Alsace-Lorraine conserva la législation française des patentes si favorable aux professions ambulantes. Comme dans les autres Etats allemands, au contraire, ces professions se trouvaient frappées de taxes assez lourdes, toute une armée de colporteurs s'abattit sur l'Alsace-Lorraine et vint offrir ses articles de pacotille faisant ainsi une concurrence désastreuse au commerce sédentaire. Ce fut la cause

d'une véritable crise économique d'autant plus grave qu'une loi d'Empire interdisant l'ouverture des magasins le dimanche, les classes laborieuses ne pouvaient profiter du repos hebdomadaire pour faire leurs achats et en étaient réduites à s'adresser aux commerçants ambulants qui venaient s'installer à la porte des usines et sur la place du village. Des plaintes et des protestations de plus en plus vives finirent par être entendues par le Gouvernement allemand qui résolut de soumettre le colportage à un impôt et ce, non seulement dans un but d'équité, mais aussi par suite d'une véritable nécessité économique.

En vertu de la loi du 8 Juin 1896, est soumise à l'impôt sur les professions ambulantes toute personne qui, ne possédant pas d'installation commerciale met en vente des marchandises, achète pour revendre aux particuliers non marchands, ou offre d'exécuter des travaux. Ces dispositions s'appliquent aux personnes qui, dans les mêmes conditions donnent personnellement des auditions musicales ou des représentations théâtrales et autres distractions, sans qu'un intérêt supérieur artistique soit en jeu.

Il existe cependant de nombreuses dérogations dont les unes sont inscrites dans la loi (§ 2-4) et les autres sont du fait de l'administration.

C'est ainsi que les cultivateurs qui vendent les denrées issues de leur fonds, les marchands qui vont

dans les foires, les forains qui vendent dans les fêtes publiques les marchandises dont la police locale autorise la vente ne sont pas soumis à l'impôt des professions ambulantes. Le propriétaire d'un commerce sédentaire et le voyageur à son service qui achète ou vend des marchandises dépendant de son commerce n'est pas non plus imposable. L'impôt sur les professions ambulantes s'applique aussi bien aux habitants d'Alsace-Lorraine qu'à ceux des états de l'empire. Les étrangers sous la réserve de l'application du principe de la réciprocité sont soumis à l'impôt sur les professions ambulantes quand il leur faut un permis de colportage. Ceux d'entre eux qui vendent aux foires et sur les marchés annuels et hebdomadaires sont exemptés de l'impôt. Il est bon de noter que, conformément aux traités et conventions existants, les citoyens du Grand duché de Luxembourg jouissent des mêmes droits que ceux des Etats de l'Empire, et que les Belges, les Français et les Suisses sont exempts de l'impôt sous les mêmes conditions que les indigènes, s'ils prouvent par une carte qu'ils ont le droit d'exercer dans leur pays le commerce de commission ou de vente des marchandises.

Toute personne désireuse d'exercer une profession soumise au *Wandergewerbesteuer* doit souscrire une déclaration préalable et obtenir un permis de colportage. Une quittance d'impôt lui est délivrée après

le versement des droits ainsi qu'un certificat de patente par le percepteur ; ce certificat qui est personnel doit être présenté à toutes réquisitions, il n'est pas nécessaire aux personnes qui ne sont qu'aides et employés. Des amendes de 1 à 50 Marks frappent les contraventions aux règles édictées.

Montant de l'impôt. — L'impôt sur les professions ambulantes est généralement de 60 marks pour l'année courante ; cependant l'administration jouit d'un pouvoir d'appréciation qui lui permet d'abaisser jusqu'à 6 marks le montant du droit, en se basant sur le rendement probable de l'industrie ; mais elle peut aussi, d'après les mêmes conditions, élever cette taxe jusqu'à 360 marks. Exceptionnellement la cote annuelle de 360 marks peut être dépassée (§ 6 loi du 13 juillet 1901). L'administration prélève la taxe suivant le tarif ci-après :

Classe	Productivité	Montant de l'impôt
1	au-dessous de 400 marks.	6 marks
1 a		12 »
2	de 400 à 600 »	18 »
3	de 600 à 800 »	24 »
4	de 800 à 1.000 »	36 »
5	de 1.000 à 1.200 »	48 »
6	de 1.200 à 1.500 »	60 »
7	de 1.500 à 2.000 »	84 »
8	de 2.000 à 2.500 »	120 »
9	de 2.500 à 3.000 »	156 »
10	de 3.000 à 4.000 »	216 »
11	de 4.400 à 5.500 »	276 »
12	de 5.500 à 7.000 »	360 »

Les taxes au-dessous de 60 marks, s'appliquent au commerce de marchandises de moindre valeur ou encore au commerce qui s'exerce dans des conditions spéciales (caducité, grand âge). Les taxes les plus basses sont par exemple pour les chiffonniers, les rémouleurs, elles varient selon qu'ils sont ou non accompagnés d'un aide (la femme ou des enfants adultes).

Les réclamations du contribuable sont recevables dans le mois de la remise du certificat de patente; elles sont adressées au directeur des Contributions directes. En outre de l'impôt sur le colportage, une taxe municipale frappe les *déballages ambulants* ou entreprises passagères de mise en vente directe ou enchères de marchandises dans un lieu autre que celui de la résidence de l'entrepreneur et en dehors des foires et marchés. Avant le commencement de toute opération de ce genre, l'entrepreneur doit faire sa déclaration à la mairie avec production du certificat de patente et de la feuille de contribution. Le maire délivre le permis après paiement de la taxe municipale exigible d'avance pour toute la durée de l'exploitation commerciale et pour une semaine au moins.

Cette taxe est décroissante d'après l'importance des communes et il est dû, savoir :

- | | | |
|----|---|-------|
| a) | pour les localités qui n'ont pas 2.000 habitants. | 20 m. |
| b) | — qui ont de 2.000 à 10.000 h. | 40 » |
| c) | — qui ont de 10.000 à 50.000 h. | 60 » |
| d) | — qui ont plus de 50.000 h. | 80 » |

Il est accordé une réduction pour les déballages ambulants qui ont pour objet les produits bruts de l'agriculture et des forêts. Les communes peuvent prélever des taxes variables de 2 m., 5 m., 10 m. et 20 m. selon qu'elles ont la population indiquée plus haut (*a, b, c, d*),

L'impôt sur le colportage ne se présente pas seulement comme un impôt sur le rendement ou sur la productivité. Quand on compare les procédés employés pour son établissement et ceux qui président à la taxation des industries sédentaires on remarque que des considérations de police industrielle ont profondément influé sur les mesures prises. Tout d'abord c'est une espèce de taxe indirecte perçue à l'occasion de la remise au contribuable du permis de colportage : l'administration est armée d'un pouvoir d'appréciation qui lui permet d'abaisser ou d'élever de 6 marks à 600 marks le droit dont la moyenne est fixée à 60 marks. En second lieu le débiteur de l'impôt est celui qui offre les marchandises ou exerce un commerce *en personne* qu'il agisse pour son propre compte ou comme mandataire. Enfin, l'administration a le droit d'exempter totalement le titulaire du permis de colportage, mais pour cela la déclaration du patentable n'est pas seulement prise en considération, on se préoccupe, pour exonérer ou au contraire pour imposer, de la personnalité du colporteur : s'il est Alsacien-Lorrain ou même allemand

il est exempt de toute taxe, s'il est étranger il est tenu d'acquitter l'impôt et de se soumettre à différentes formalités.

CHAPITRE V

IMPÔT SUR LE REVENU DES CAPITAUX DES SALAIRES ET DES TRAITEMENTS

(Kapitalsteuer Lohn und Besoldungsteuer).

Après avoir provoqué, en vue d'une plus juste répartition de l'impôt foncier, une nouvelle évaluation des propriétés bâties, avoir réformé l'impôt sur les propriétés bâties par la loi du 14 juillet 1895, organisé l'impôt sur les professions par celle du 8 juin 1896 le gouvernement élaborait un projet de loi tendant à taxer les revenus des capitaux mobiliers.

Il ne restait plus du vieux système français que la contribution personnelle et mobilière. La première partie de cette taxe : la cote personnelle était un véritable impôt de capitation dont le montant égal à 3 journées de travail frappait tous ceux qui n'étaient pas notoirement indigents.

Quant à la cote mobilière elle était considérée comme un impôt sur le revenu : on supposait en effet que chacun dépense pour son logement une

quotité proportionnelle à son revenu ; elle pesait avec la dernière rigueur sur les nombreuses familles et les ouvriers retenus par leur travail dans les villes où la vie est chère et onéreuse. Tous les possesseurs d'une fortune mobilière, tous les rentiers, tous les capitalistes ainsi que ceux qui tirent leurs ressources de traitements rémunérateurs de leur activité scientifique ou artistique, se voyaient favorisés et n'acquittaient que la cote personnelle-mobilière. Pour toutes les autres classes de contribuables cette dernière constituait un impôt de superposition : elle frappait le propriétaire d'immeubles qui avait acquitté le *Gebäudesteuer*, le cultivateur déjà soumis au *Grundsteuer*, le commerçant et l'industriel atteints par le *Gewerbsteuer* : en un mot, sous le régime fiscal français, les classes laborieuses et productives dans le domaine économique étaient plus lourdement grevées que les autres.

Le développement continu et inquiétant de la crise agricole décida les députés du *Landesausschuss* à intervenir : l'un d'eux déposa une proposition aussitôt adoptée par laquelle le gouvernement était invité à hâter « la nouvelle évaluation de la propriété foncière et à soumettre le plus tôt possible un projet de dégrèvement conforme à la situation de la culture. »

Au Parlement allemand on avait depuis longtemps reconnu que la cote personnelle mobilière ne répon-

dait en rien au principe d'égalité, qu'il ne fallait pas songer à améliorer la législation de 1832 défectueuse dans son principe même et qu'il n'y avait qu'un parti à prendre, celui de la suppression, sous la réserve de retrouver pour la caisse du Trésor les 1.889.249 marks d'impôts supprimés (1). Malgré les sollicitations venues de la vieille Allemagne, le sous-secrétaire d'Etat aux Finances eut le mérite de comprendre qu'il serait prématuré d'introduire en Alsace-Lorraine l'impôt général et global sur le revenu : il décida de soumettre la richesse mobilière à des taxes spéciales et de compléter ainsi l'impôt cédulaire sur les revenus.

En 1872 la France avait imposé les coupons des valeurs mobilières : aucune mesure de ce genre n'avait été prise en Alsace-Lorraine. Pour combler cette lacune, le gouvernement proposa de faire supporter aux revenus des capitaux, des salaires et des traitements une part des contributions dues à l'Etat : « Il y voyait, disait-il, l'avantage de faire rentrer dans le droit commun, toute une série de revenus qui jus- qu'alors avaient été privilégiés. » (2)

Le projet de cet impôt fut soumis au parlement de Strasbourg qui adopta le 2 juillet 1898 une loi d'in-

(1) En 1900, le chiffre atteint par la cote personnelle mobilière est de 2.067.000 marks.

(2) Déclaration du Gouvernement au Landesausschuss.

troduction ou d'évaluation des revenus, des salaires et des traitements. Ce n'était là qu'une disposition provisoire qui laissait en vigueur la contribution personnelle-mobilière.

Loi du 2 Juillet 1898

Le § 1^{er} porte : « afin d'établir les données nécessaires pour dégrever l'agriculture et amener une péréquation, il sera procédé à l'évaluation du rendement des capitaux, salaires et traitements. »

La loi se divisait en 3 chapitres : le chapitre 1^{er} relatif à l'évaluation du rendement des capitaux, le chapitre 2 concernant les salaires et traitements, le 3^e enfin était réservé aux dispositions générales.

Selon les propres déclarations du Commissaire du gouvernement au Landesausschuss lors de l'exposé des motifs du projet de loi relative au Kapitalsteuer, la loi définitive du 13 juillet 1901 ne fait que reproduire les dispositions de la loi d'évaluation du 2 juillet 1898. Il semble donc inutile de passer en revue les divers articles de cette dernière loi et nous nous bornerons à signaler une différence qui pour nous a son importance.

Alors que la loi de 1898 n'imposait pas aux contribuables l'obligation de la déclaration, celle de 1901 supprime le droit d'option reconnu par l'article 14 de la loi de 1898. On peut se demander,

cependant, si ce droit d'option, était aussi formel qu'on le dit. L'article 10 de la loi d'évaluation stipulait : « le revenu des capitaux est établi en vertu « d'une déclaration qu'est tenu de faire l'intéressé » (§ 10). Il n'est pas ici question d'option, mais l'article 14, dernier alinéa de cette même loi disait : « une déclaration n'est-elle pas faite, la commission « détermine l'échelon du tarif sans autre preuve. » Dans la loi de 1901 au contraire, on lit, à l'article 13 : « le défaut de déclaration dans le délai prescrit « sans motifs excusables, entraînera la déchéance des « pourvois contre la taxe établie. »

La loi d'évaluation (1898) étant votée et les commissions constituées, l'administration envoya aux contribuables les formulaires de déclaration : il est intéressant de noter la forme spéciale employée par l'administration : « Que produisent *environ* vos capitaux, entre quelles limites votre salaire est-il « compris ? »

Quoiqu'il en soit, les réponses arrivaient nombreuses aux commissions : sur 81.398 bulletins envoyés, 71.113 furent remplis (soit 87,36 0/0) ; dans 4.087 cas l'estimation dut être faite sans déclaration (soit 5,7 0/0) ; dans 1.696 cas seulement les déclarations donnèrent lieu à des difficultés qui furent presque toutes aplanies à la suite d'explications complémentaires.

Le nombre des contribuables soumis à l'impôt sur

le capital était de 35.194 (dont 138 étrangers) possédant 58.620.525 marks :

De 100 à 1.000 marks	26.611 déclarants ayant un revenu de 9.710.738 m.
De 1.000 à 2.500 »	5.236 déclarants ayant un revenu de 8.813.829 m.
De 2.500 à 5.000 »	2.144 déclarants ayant un revenu de 7.385.458 m.
De 5.000 à 10.000 »	1.063 déclarants ayant un revenu de 7.376.042 m.
De 10.000 à 20.000 »	480 déclarants ayant un revenu de 6.455.500 m.
De 20.000 à 50.000 »	263 déclarants ayant un revenu de 7.496.875 m.
De 50.000 à 100.000 »	77 déclarants ayant un revenu de 5.443.333 m.
Au-delà de 100.000 »	37 déclarants ayant un revenu de 6.438.750 m.

Le nombre des personnes soumises à l'impôt sur les salaires et traitements fut de 164.521 avec un revenu total de 199.329.225 marks qui se répartit comme suit :

De 500 à 1.000 marks	98.483 déclarants avec un revenu de 78.861.375 m.
De 1.000 à 2.500 »	56.519 déclarants avec un revenu de 80.548.863 m.
De 2.500 à 5.000 »	7.268 déclarants avec un revenu de 25.013.187 m.
De 5.000 à 10.000 »	1.840 déclarants avec un revenu de 11.965.375 m.
De 10.000 à 20.000 »	310 déclarants avec un revenu de 4.035.875 m.
Au-delà de 20.000 »	101 déclarants avec un revenu de 3.869.583 m.

On ne fit pas entrer en ligne de compte les salaires inférieurs à 500 marks. En admettant la nécessité de couvrir la moins-value des cotes personnelle et mobilière (1896-97) de 1.889.249 marks (y compris 17 o/o de centimes additionnels au principal), le travail d'évaluation permit de constater qu'on éviterait non seulement tout déficit, en prenant comme base de taxation 3 o/o du revenu du capital et 1,90 o/o des salaires et traitements, mais encore qu'on obtiendrait une plus-value susceptible d'être employée à la réduction des autres taxes (1).

Comme pour les réformes précédentes les résultats du travail des commissions d'évaluation locales furent soumis à la Commission générale qui établit l'uniformité des évaluations ainsi effectuées.

Le gouvernement du Statthalter soumit à la Délégation d'Alsace-Lorraine trois projets de loi concernant : l'un, l'impôt sur le capital, l'autre, l'impôt sur les salaires et traitements, le troisième, l'emploi du produit de ces impôts.

Loi du 13 juillet 1901. — Ces trois projets que nous allons passer successivement en revue devinrent la loi du 13 juillet 1901.

(1) Sartorius baron von Waltershausen.

§ 1. — IMPÔT SUR LE CAPITAL
(Kapitalsteuer)

Matière imposable. — L'impôt sur le capital frappe les intérêts et revenus des capitaux, les obligations de toutes sortes, les créances hypothécaires ainsi que les revenus des créances à terme, lettres de change, bons du Trésor, obligations à lots ; sont également frappés les dividendes, intérêts et autres allocations provenant de parts de sociétés, quelle que soit la nature de ces sociétés, ainsi que les rentes tant en argent qu'en denrées (§ 2). Les revenus des rentes qui n'atteignent pas 100 marks sont exempts de l'impôt.

Le Ministère peut dispenser de la taxe les revenus des veuves, des femmes divorcées, des orphelins mineurs, des personnes invalides dont les revenus ne dépassent pas 300 marks (§ 5).

Pour la fixation de la cote on peut déduire les intérêts que paie le contribuable pour des dettes grevant son capital et garanties par la constitution d'une hypothèque ou d'un gage. Cependant la déduction n'est pas admise si les immeubles hypothéqués pour sûreté d'une dette ne sont pas situés en Alsace-Lorraine. Il est indispensable en outre de faire la preuve que les intérêts des dettes dont il s'agit ne font pas déjà l'objet de déduction pour la fixation de l'impôt foncier, sur la propriété bâtie, ou de la taxe sur l'exercice d'une industrie.

Contribuables. — Sont soumis à la déclaration et à l'impôt sur le capital :

Les sujets du Reichsland et de l'Empire qui ont leur domicile ou leur résidence en Alsace-Lorraine.

Un allemand a son domicile au lieu où il possède une habitation dans des conditions telles que cette habitation a le caractère d'un établissement continu. Celui qui n'a de domicile propre dans aucun Etat Confédéré doit être soumis aux impôts directs seulement dans l'Etat où il séjourne (loi d'Empire du 13 mai 1870).

L'impôt est également dû par les corporations, sociétés commerciales, associations, sociétés de toute nature, etc..., il est dû par les étrangers qui ont leur domicile en Alsace-Lorraine et ceux qui y résident dans un but lucratif soit qu'ils y séjournent d'une façon continue depuis plus d'un an, soit qu'ils y habitent depuis 3 ans d'une façon intermittente.

En vertu du § 7 : « Pour les étrangers qui ont un
« domicile dans le pays et un autre à l'étranger, ou
« qui ne séjournent pas dans un but lucratif ou sans
« interruption, l'impôt n'est dû que pour la part des
« revenus du capital ou des rentes correspondant à
« la durée moyenne du séjour en Alsace-Lorraine
« pendant les trois dernières années. Dans le calcul
« des impôts à payer par les étrangers de la pre-
« mière catégorie (ceux ayant deux domiciles) pour
« un séjour moyen de 3 mois maximum, on ne se

« base pour fixer la proportion correspondant à la
« durée du séjour que sur la moitié des revenus
« de capitaux et des rentes. Pour un séjour plus
« prolongé, tout le montant de ces revenus est
« soumis à l'impôt. Si le séjour moyen des étrangers
« de la seconde catégorie n'est pas de plus de 3 mois,
« il n'y a pas lieu à l'impôt. »

Exemptions de l'impôt. — Sont exempts de l'impôt sur le capital : l'Empire, l'Alsace-Lorraine, les départements et les communes, la banque de l'Empire, les établissements d'instruction publique, les fabriques des églises, les associations professionnelles et établissements d'assurance légale (maladie, accident, invalidité). Echappent encore à l'impôt sur le capital : les caisses d'épargne publiques et celles de prêt publiques, les sociétés publiques d'assurances contre la mortalité du bétail et contre la grêle, les sociétés de secours mutuels ainsi que les fondations pour les soins à donner aux malades et aux indigents.

Le Kapitalsteuer est bien un impôt réel par sa nature ; mais des atteintes ont été portées à ce principe de réalité. Tout d'abord, pour contrôler les déclarations du contribuable, on prend en considération la situation personnelle du déclarant. En ce qui concerne les étrangers, dans certaine condition de séjour, ils peuvent n'avoir à acquitter qu'une fraction des droits. Enfin, des déductions basées sur la capacité subjective du contribuable sont admises soit

pour tenir compte des dettes qui grèvent son patrimoine soit en considération de la modicité de sa situation.

En même temps qu'impôt réel, le Kapitalsteuer est un impôt de quotité à tarif dégressif jusqu'à 4.000 M. ; ce n'est qu'à partir de cette somme que le taux normal de 3,50 o/o est adopté par le législateur : voici quelques-uns des chiffres de ce tarif annexé au projet de loi.

1 ^{er} degré :	100 à	200 marks imposés à . .	1,80 mark
2 ^e » :	200 à	400 » » . .	3,60 marks
7 ^e » :	1.300 à	1.600 » » . .	30,45 »
10 ^e » :	2.500 à	3.000 » » . .	66,00 »
13 ^e » :	4.000 à	5.000 » » . .	135,00 »
20 ^e » :	15.000 à	20.000 » » . .	525,00 »

Règles d'imposition

La taxe de l'impôt sur le capital est établie dans la commune où le contribuable a son domicile ou sa résidence, au moment de l'imposition. Si ce contribuable a plusieurs domiciles en Alsace-Lorraine, l'imposition a lieu dans la commune où il séjourne la plus grande partie de l'année (§ 10).

Pour établir la taxe, il y a lieu d'ajouter au revenu des capitaux de tout chef de ménage le revenu des autres membres de la famille à condition que chaque revenu pris individuellement dépasse 500 marks. La fixation de l'impôt sur le capital a lieu d'après la dé-

claration verbale ou par écrit, faite en son âme et conscience par le contribuable et remise dans le délai d'un mois après réception de l'avertissement.

Le contribuable qui sollicite la déduction des intérêts d'une dette personnelle doit, à l'appui de sa demande, mentionner l'acte justificatif de la déduction. La loi de 1901, à l'encontre de la loi d'évaluation de 1898, frappe le défaut de déclaration d'une pénalité : c'est la déchéance des pourvois contre la fixation de la taxe que la Commission peut arrêter à un taux élevé pour éviter le retour d'une semblable négligence ; puis une amende au maximum de 20 M.

Si la déclaration n'a pas été fournie, si la taxation n'a pas eu lieu ou si elle a eu lieu à un degré inférieur par suite de déclaration inexacte, il sera fait un versement complémentaire de l'impôt non payé, sans préjudice des pénalités.

Les déclarations faites sciemment fausses, inexactes ou incomplètes et ayant entraîné des erreurs d'imposition sont punies d'une amende du double au quadruple de la taxe soustraite, et, en cas de récidive dans les six dernières années, d'une amende six fois supérieure à l'impôt annuel non payé (§ 23).

A la place de cette pénalité, on applique une amende de 50 marks si les circonstances établissent que l'indication incorrecte ou incomplète a été sciemment faite mais sans intention de fraude au point de vue du chiffre de l'impôt à payer.

L'imposition est déterminée pour trois années, mais durant cette période triennale, la déclaration devient obligatoire aux cas suivants :

1° si des personnes immigrées deviennent contribuables ou si elles cessent de l'être par suite de leur départ d'Alsace-Lorraine ;

2° s'il survient dans la situation du contribuable par suite de succession, donation, partage, achat ou vente des augmentations ou des diminutions de fortune qui aient pour conséquence de le faire classer au moins dans la seconde échelle de tarif au-dessus ou au-dessous de celle par lui occupée ;

3° Lorsqu'il s'est glissé une erreur matérielle dans l'imposition.

Les personnes qui deviennent imposables, celles dont la cote se modifie doivent en faire la déclaration.

Si pendant une période de cotisation il survient des événements qui entraînent la perte totale ou partielle du patrimoine-capital, la remise totale ou partielle de l'impôt peut être accordée.

C'est au directeur des Contributions directes qu'elle appartient, sauf recours au Ministère.

Les commissions

Pour l'établissement de l'impôt il est formé des commissions : commissions d'arrondissement et commissions départementales. Les premières établissent

la taxe pour les revenus inférieurs et égaux à 3.000 marks ; les commissions départementales, celle des revenus supérieures à 3.000 marks.

Commission d'arrondissement. — La Commission d'arrondissement se compose :

1° d'un président, agent de l'administration des contributions directes ;

2° de 2 membres élus par les Conseils généraux au scrutin secret ;

3° de 2 membres élus au scrutin secret par le Conseil d'arrondissement, ou en certain cas par le Conseil municipal ;

4° de 3 membres nommés par le directeur des Contributions directes.

Le ministère peut autoriser certaines communes à faire élire un membre en plus par le Conseil Municipal.

Il faut que tous ces membres, sauf le président, paient une contribution directe.

La Commission délibère à la majorité des voix, les décisions qu'elle prend sont valables quand cinq membres au moins, y compris le président, sont présents.

Commission départementale. — La Commission départementale comprend :

1° Un président qui est un fonctionnaire supérieur délégué par le directeur des Contributions directes.

3° 2 membres élus au scrutin secret par le Landesausschuss.

3° 2 membres élus au scrutin secret par le Conseil Général.

4° 3 membres nommés par le directeur des Contributions directes.

Il est nécessaire que tous ces membres, sauf le président soient imposés à l'une ou l'autre des contributions directes. Le Ministère peut autoriser quelques communes à faire élire par le Conseil Général un membre en sus.

Les fonctionnaires chargés des travaux de l'imposition ainsi que les membres des commissions sont punis d'une amende de 30 à 200 marks s'ils révèlent les faits dont ils ont eu connaissance dans l'exercice de leurs fonctions.

Les présidents des commissions, chargés de la sauvegarde des intérêts de l'État, préparent les travaux, centralisent les déclarations, les examinent au besoin, les font compléter. Ils peuvent dans ce but, s'adresser à tous les fonctionnaires et à toutes les administrations; ils ont le droit de consulter eux-mêmes tous les documents dont les autorités publiques ont le dépôt et qui ont trait à la situation de fortune des contribuables et aux revenus imposables.

Enfin au-dessus de ces deux commissions, opère la Commission d'appel qui se compose de sept membres et délibère valablement si cinq d'entre eux au moins, y compris le président, sont présents. Trois membres

sont élus par le Landesausschuss, deux autres et le président par le Statthalter.

C'est le directeur des Contributions directes qui, au vu des travaux des commissions, fixe le taux de l'impôt conformément au tarif et fait établir les rôles ; des avertissements sont ensuite adressés aux contribuables qui sont informés du recours qu'ils peuvent exercer auprès du directeur dans le délai de 3 mois à partir du jour de l'émission du rôle. Le chef de service soumet ces réclamations à la Commission d'imposition dont les décisions sont susceptibles d'appel dans le délai d'un mois. Ce recours est adressé au directeur des Contributions directes, mais c'est la Commission d'appel qui seule est compétente ; elle peut procéder aux enquêtes nécessaires et recourir à tous les moyens d'investigation qui sont à la disposition des Commissions d'imposition.

Centimes additionnels. — Des centimes additionnels, au taux de 2 o/o de la cote, sont perçus au profit du Trésor pour couvrir les non-valeurs résultant des décharges, réductions et remises.

§ 2. — IMPOT SUR LES SALAIRES ET TRAITEMENTS

(Lohn und Besoldungsteuer)

Le salaire et le traitement ne sont pas les produits nets retirés d'une exploitation économique, mais le résultat d'un travail productif qui échappe aux

impôts sur les revevenus proprement dits. En étudiant l'impôt sur les professions et l'industrie nous avons vu que l'agriculteur et l'industriel, pour la détermination de la productivité, peuvent déduire les frais d'exploitation, dans lesquels figure la rémunération du travail, c'est-à-dire les salaires.

Matière imposable. — La loi sur les professions frappe les revenus provenant des fonctions de notaire, avocat, médecin, huissier, avoué, architecte, etc..., mais des autres revenus du travail il n'est nullement question.

Pour combler cette lacune, la loi de 1901 précédée de la loi d'évaluation, complète le système d'impôts sur les revenus, par cette disposition : « A partir « du 1^{er} Avril 1903, il sera prélevé un impôt sur les « salaires et traitements ». Sauf le point de détail concernant les pénalités pour non déclaration, la loi d'évaluation du 2 juillet 1898 se trouve reproduite par celle de 1901 qu'il suffit dès lors d'analyser.

Aux termes de cette loi sont imposées les recettes provenant de salaires, d'honoraires et de traitements rémunérateurs d'une fonction publique ou privée, d'une profession scientifique, artistique ou littéraire ou encore d'une profession ayant pour objet l'éducation ou l'enseignement. Les pensions et traitements de disponibilité attribués comme prix de travaux, prestations de service ou occupations professionnelles antérieurs rentrent dans la catégorie des

recettes soumises à l'impôt sur les salaires et traitements (§ 2).

Contribuables. — Les nationaux d'Alsace-Lorraine et autres sujets de l'empire qui ont leur domicile ou leur résidence en Alsace-Lorraine, sont passibles de l'impôt sur les salaires et traitements. Il en est de même des étrangers qui ont un domicile dans le Reichsland ou qui y séjournent pour leurs affaires, soit qu'ils y habitent sans interruption depuis plus d'un an, soit qu'il y viennent d'une façon intermittente depuis trois années. Enfin sont aussi soumises à cette loi du 13 juillet 1901, les personnes qui touchent de la caisse de l'Etat des traitements ou des pensions de disponibilité quelque soit leur domicile ou leur résidence.

Les exemptions. — Parmi les exemptions les plus importantes, il faut citer :

1° Les revenus provenant de salaire ou traitement qui, avec les revenus d'autre origine, n'excèdent pas un total annuel de 700 marks ;

2° Les salaires des domestiques nourris et logés chez leur patron ;

3° Les indemnités de maladies, les rentes d'invalidité, de vieillesse ou d'accident, allouées en vertu des lois d'Empire et du pays, ainsi que les secours attribués aux malades et aux indigents ;

4° Les bourses scolaires, les subventions accordées à l'enseignement, aux arts ou à l'industrie ;

- 5° Les soldes affectées aux décorations militaires ;
- 6° La paie ou solde des sous-officiers et soldats ;
- 7° Les traitements des fonctionnaires d'Alsace-Lorraine tenus de résider hors du territoire de l'Empire et de payer à l'étranger un impôt sur leurs revenus de service ;
- 8° Les fermages de domaines agricoles.

La détermination du taux de l'impôt sur les salaires et traitements se fait par les mêmes procédés que pour les autres impôts.

Sitôt la loi d'évaluation votée, il fut envoyé des formules de déclaration aux contribuables dont la liste avait été dressée par les soins de la municipalité de chaque commune. Sur 81.398 questionnaires ainsi expédiés 71.115, d'après une note du Ministère, revinrent avec les réponses à l'administration. Les Commissions dont il a été question à l'occasion de l'impôt sur le capital fonctionnèrent dans les mêmes conditions pour le nouvel impôt dont nous nous occupons, elles examinèrent les déclarations qui furent, le cas échéant, complétées au moyen de renseignements recueillis auprès des administrations compétentes. Dans 4.087 cas l'évaluation eut lieu sans déclaration préalable : il se produisit 1710 réclamations sur lesquelles 1151 obtinrent gain de cause, 304 une réduction, 255 furent rejetées.

Le nombre des personnes soumises à l'impôt sur les salaires et traitements fut au début de 164.521

avec un revenu de 199.329.225 marks, dans lesquels n'entrent pas les salaires inférieurs à 500 marks. L'impôt sur les salaires et traitements est un impôt de quotité perçu selon un tarif dégressif. Dans l'exposé de la loi au Landesausschuss on lit : « le taux
« de 1,90 o/o de même que la progression prévue au
« tarif, ont été empruntés à la Gewerbesteuer. On a
« dû seulement renforcer légèrement cette dégression
« pour éviter d'une part d'adopter dans les degrés
« inférieurs un impôt sensiblement supérieur à la
« contribution personnelle; et de porter, d'autre part,
« contrairement à toute équité, l'impôt sur les sa-
« laires et traitements, à un chiffre aussi élevé que
« celui de l'impôt professionnel fondé sur un revenu
« consolidé ».

Taux de l'impôt. — Le taux de l'impôt est donc fixé à 1,90 o/o comme pour l'impôt industriel, il est établi par degré comme dans l'impôt sur le capital; il n'atteint, d'ailleurs, son entier développement que pour un revenu de travail de 20 à 25.000 marks. Pour les revenus moindres, l'échelle est dégressive, comme le montre le tableau de la page 132.

Principes de l'imposition

La fixation de l'impôt sur les salaires et traitements a lieu dans le ressort de la commune dans laquelle le contribuable a son domicile ou à défaut de domicile sa résidence lors de cette opération.

Tarif pour le calcul de l'impôt sur les salaires et traitements

Taxe : 1,90 0/0

Degré	Revenu	Moyenne du revenu	Sont soumis à l'impôt de 1,90 0/0 de la moyenne du revenu
1	Au-dessous de 500 marks	250 marks	10 0/0
2	de 500 à 600 »	650 »	» »
3	de 600 à 700 »	650 »	» »
4	de 700 à 800 »	750 »	15 »
5	de 800 à 900 »	850 »	» »
6	de 900 à 1.000 »	950 »	20 »
7	de 1.000 à 1.300 »	1.150 »	» »
8	de 1.300 à 1.600 »	1.450 »	25 »
9	de 1.600 à 2.000 »	1.800 »	» »
10	de 2.000 à 2.500 »	2.250 »	30 »
11	de 2.500 à 3.000 »	2.750 »	35 »
12	de 3.000 à 3.500 »	3.250 »	40 »
13	de 3.500 à 4.000 »	3.750 »	45 »
14	de 4.000 à 5.000 »	4.500 »	50 »
15	de 5.000 à 6.000 »	5.500 »	55 »
16	de 6.000 à 7.000 »	6.500 »	60 »
17	de 7.000 à 8.000 »	7.500 »	70 »
18	de 8.000 à 10.000 »	9.000 »	80 »
19	de 10.000 à 12.000 »	11.000 »	90 »
20	de 12.000 à 15.000 »	13.500 »	95 »
21	de 15.000 à 20.000 »	17.500 »	» »
22	de 20.000 à 25.000 »	22.500 »	100 »
23	de 25.000 à 30.000 »	27.500 »	» »
24	de 30.000 à 35.000 »	32.500 »	» »
25	de 35.000 à 40.000 »	37.500 »	» »
26	de 40.000 à 45.000 »	42.500 »	» »
27 (1)	de 45.000 à 50.000 »	47.500 »	» »

(1) Chaque degré subséquent augmente de 5.000 marks.

Pour la détermination de la taxe, on joint aux recettes du chef de famille, celles provenant des revenus de l'activité des divers membres quand ces revenus, pris individuellement dépassent 500 marks par an (§ 8). L'impôt ainsi imputé correspond à une dette collective des époux, en garantie de laquelle la femme est tenue, jusqu'à concurrence du montant qu'elle aurait à payer elle-même, en cas de répartition individuelle. Ce système de l'imposition par ménage donna lieu à des discussions au sein du Landesausschuss; l'exposé des motifs s'exprimait ainsi à ce sujet : « On ne peut méconnaître que le mode d'imposition par ménage, étant donné la dégression de
« taxe admise, pour les degrés inférieurs du tarif,
« doit entraîner une surimposition des gens mariés,
« comparée à l'imposition individuelle des membres
« de la famille..... Mais le projet de loi met au premier plan le principe de l'imposition suivant la productivité. Partant de ce principe les membres d'un ménage ne peuvent être considérés comme exploitants individuels, mais seulement au point de vue de leur dépendance réciproque et collective; les membres de famille réunis dans un ménage constituent un tout économique, ayant mission de concourir par son activité, à la conservation et au bien-être du ménage. »

Le contribuable dont le revenu imposable ne dépasse pas un chiffre total de 3.000 marks après

adjonction des revenus d'autres sources, peut, à raison de certaines circonstances ou conditions spéciales, être taxé à un degré inférieur. On considère comme conditions de ce genre : les charges extraordinaires résultant de l'éducation des enfants ; l'obligation de nourrir des parents indigents ; les longues maladies, les dettes, les accidents, etc... » (§ 9).

Pour déterminer le montant de l'impôt, on se référera à la déclaration qu'est tenu de faire tout contribuable jouissant d'un salaire ou d'un traitement annuel supérieur à 2.000 marks. Cette déclaration faite verbalement ou par écrit à l'autorité fiscale compétente ou au maire de la commune, dans le mois qui suit l'ordonnance de déclaration, est valable pour une année.

Le degré du tarif applicable est alors fixé (§ 10).

La déclaration non faite dans le délai prescrit, sans motifs excusables, entraîne la perte du droit de recours contre la fixation établie d'office.

La déclaration pour un exercice est valable pour les exercices suivants. Si les recettes du contribuable subissent des modifications assez sensibles pour entraîner l'application d'un tarif différent, une déclaration nouvelle doit être adressée aux autorités compétentes. Pour les contribuables dont les recettes ne dépassent pas 2.000 marks par an, la taxation a lieu d'office sur un état de renseignements fourni par

l'administration qui détermine les revenus en se référant aux taux de salaires moyens.

Cette taxation d'office a paru nécessaire pour éviter toutes les évaluations fausses de la part des salariés dont les revenus sont inférieurs à 2.000 marks : les chômages déjà si fréquents dans la réalité seraient plus nombreux encore, sans doute, au dire des ouvriers ; de plus, certains salariés pourraient lors de la déclaration oublier de mentionner les rémunérations qui, dans certaines régions et dans certains cas sont payées en nature. L'administration s'est préoccupée soigneusement d'éviter toutes les causes d'erreurs (§ 10).

Pour les contribuables faisant partie d'un service public, la déclaration est remplacée par un état de renseignements fourni par l'administration à laquelle ils appartiennent.

Les revenus accessoires, provenant d'autre source que les caisses publiques, sont soumis à la déclaration. L'imposition a lieu pour un seul exercice. Toutefois les étrangers qui ne séjournent qu'une partie de l'année en Alsace-Lorraine, dans un but lucratif sont imposés d'après la durée de leur présence. Les taxations et les modifications ne peuvent avoir lieu dans le cours de l'année qu'en cas d'immigration ou d'émigration des contribuables ou encore quand des erreurs de faits se sont produites dans la répartition.

La déclaration est obligatoire pour ceux qui de-

viennent passibles de l'impôt dans le cours de l'exercice.

Nous ne parlerons pas ici des Commissions de répartition qui fonctionnent selon les mêmes règles que celles dont nous avons étudié la composition et la compétence en traitant l'impôt sur les revenus du capital (Kapitalsteuer). Entre les deux impôts il y a analogie complète pour tout ce qui concerne le rôle des présidents de commission, les voies d'appel, de recours et les pénalités applicables tant aux contribuables qu'aux membres des commissions.

Centimes additionnels. — Il est perçu au bénéfice de la caisse de l'Etat pour couvrir les moins-values par suite de décharges, réductions, dispenses, etc... un centime additionnel de 5 o/o du principal de l'impôt.

CHAPITRE VI

LOI D'EMPLOI ET D'APPLICATION DES PRODUITS DE L'IMPÔT DU CAPITAL, DES SALAIRES ET TRAITEMENTS

Le § 1 de la loi du 2 juillet relative à l'évaluation par expertise des revenus du capital et des salaires et traitements invoquait comme raison déterminante la la nécessité d'opérer le dégrèvement de l'agriculture et la péréquation de l'impôt. Il ne peut être question d'une augmentation des revenus publics : le produit des nouveaux impôts doit être affecté, d'une part, au dégrèvement des biens fonds mis en valeur dégrèvement reconnu depuis longtemps indispensable; d'autre part, à faire disparaître les inégalités du système en vigueur notamment à supprimer la disproportion existante dans le taux des diverses cédulas de revenus imposables.

La loi relative à l'affectation des produits des impôts sur le revenu du capital, des salaires et traitements a été votée en même temps que celles établissant ces impôts, le 13 juillet 1901. Aux termes du § 1, la contribution personnelle-mobilière est abrogée.

Quant à la contribution foncière, le taux qui lui est applicable au prorata des revenus nets réexper-

tisés en vertu de la loi du 6 avril 1892, est fixé à 3,50 o/o du revenu net (§ 2). D'après les estimations relatives au rendement net, la charge de l'impôt foncier doit s'élever à 4,93 o/o pour 98 parcelles-type soit en chiffre rond 5 o/o pour l'ensemble des parcelles du territoire d'Alsace-Lorraine, au nombre de 1700.

En même temps qu'elle a réduit l'impôt foncier, la loi de 1901 en a fait un impôt de quotité.

Le taux de l'impôt sur la propriété bâtie d'abord de 4,50 o/o à la suite de l'évaluation de la Nützwert (loi du 14 juillet 1895, § 4, al. 1) a été abaissé à 4 o/o par l'article 3 qui fixe à 2,50 o/o le taux de l'impôt sur la valeur locative des logements de service (§ 3). Les biens fonds distraits de l'exploitation agricole et affectés à une destination industrielle sont passibles d'impôt au prorata de leur valeur locative, au même taux que les bâtiments (§ 4).

L'assiette de l'impôt industriel n'a pas été modifiée, cependant le § 5 de la loi exonère les exploitations dont le rendement ne dépasse pas 700 marks par année après adjonction des autres sources de revenu ; les contribuables ainsi exonérés doivent payer les centimes additionnels communaux. Le taux minimum de 12 marks applicable aux professions ambulantes a été abaissé à 6 marks par le § 6.

Les redevances de la main-morte exigibles en exécution de la loi du 20 février 1849 au taux uniforme

de 0,70 0/0 sont portés à 89,50 0/0 du chiffre principal de la contribution foncière mais, en revanche abaissés à 34 0/0 du principal de l'impôt de la propriété bâtie.

L'ensemble des moins-values résultant de ces diverses dispositions constitue un total de 3.483.000 marks qui doit se retrouver dans les produits des impôts sur le capital, les salaires et traitements ayant donné en 1903, 3.100.000 marks.

En résumé, d'après la loi de répartition, les revenus agricoles et les rentes des capitaux paient 3,50 0/0, les revenus industriels, salaires et traitements 1,90 0/0, les revenus de la propriété bâtie sont assujettis au tarif de 4 0/0.

CHAPITRE VII

PFENNIGS ADDITIONNELS TAXE SUR LA VALEUR FONCIÈRE

§ 1. — PFENNIGS

Jusqu'ici il n'a été question que du principal des impôts directs et nous n'avons fait que de brèves mentions des pfennigs additionnels perçus tant au profit de l'Etat que des départements et des communes.

Sous l'ancienne législation, l'impôt des pfennigs ou centimes additionnels était essentiellement variable : de 23 0/0 pour la patente, il atteignait 32 0/0 de la propriété bâtie et 48 0/0 de l'impôt foncier. Aujourd'hui, cet impôt supplémentaire, du moins en ce qui concerne le département, fonctionne au taux uniforme de 36 0/0 sur toutes les contributions directes.

Comme conséquence de cette unification, l'impôt sur l'industrie acquitte un supplément de 13 0/0 qui se traduit par le versement d'une somme annuelle de 376.000 marks. C'est l'agriculture qui semble avoir bénéficié non seulement de cette majoration de

376.000 marks à la charge du commerce et de l'industrie ; mais aussi de la plus grande partie des dégrèvements résultant de la réforme, comme l'a fait remarquer un membre de la Commission devant le Landesausschuss : « Le principal de l'impôt foncier, « a-t-il dit, est actuellement de 3.286.191 marks auxquels il faut ajouter les pfennigs additionnels s'élevant à 1.557.372 m., soit en tout 4.863.583 m. « En prenant pour base le taux de 4 o/o du revenu « net, le principal de l'impôt foncier produirait à « l'avenir 2.666.191 m. et les pfennigs additionnels « départementaux 980.892 m., de sorte qu'il y aurait une moins-value de 1.216.480 m., pour le « principal et les pfennigs additionnels, soit 25 o/o « de la contribution actuelle. Si l'on va plus loin, si « l'on réduit le taux de l'impôt à 3,50 o/o du revenu « net, il en résultera une nouvelle diminution de « 453.000 m. Le taux de 3,50 o/o amènera une moins-value de $1.216.480 + 453.000 = 1.669.480$ m., ou « de 34 o/o sur le revenu de l'impôt foncier. »

Mais l'unification pour toutes les contributions directes du chiffre des pfennigs additionnels ne porte que sur les centimes départementaux. Les centimes communaux continuent à peser d'autant plus lourdement sur l'impôt foncier et les campagnes que le § 66 de la loi municipale du 5 juin 1895 reconnaît aux communes le droit de percevoir des centimes additionnels quand le produit de leur fortune patrimo-

niale ne leur permet pas de faire face à leurs besoins et de subvenir à leurs obligations. Or, non seulement les services administratifs usuels et courants des communes exigent sans cesse des ressources plus élevées, mais, chaque année des obligations nouvelles entraînent des dépenses considérables. Parmi ces obligations, qui se font moins sentir, il faut le reconnaître, dans les localités d'un caractère exclusivement rural que dans les grandes villes et les communes industrielles, il faut citer les dépenses scolaires toujours croissantes ainsi que les œuvres de solidarité et de secours aux malades, aux infirmes, aux invalides du travail.

C'est en vain qu'en vertu de la loi de 1901 les petits contribuables continuent à acquitter les centimes additionnels alors même qu'ils sont exempts de l'impôt principal des propriétés bâties, de la productivité, du commerce et de l'industrie, du revenu des capitaux, des salaires et traitements; c'est en vain que dans les villes toutes les classes de la population concourent, dans la mesure de leurs moyens, aux dépenses municipales, les recettes deviennent de plus en plus insuffisantes, partout les ressources menacent de manquer.

S'il en est ainsi déjà dès maintenant, si, comme le reconnaît le Gouvernement lui-même dans un mémoire d'avril 1908 sur la réforme des Contributions directes et des impôts communaux en Alsace-Lor-

raine, les « impositions additionnelles dépassent « presque les limites de ce qu'il est possible de sup- « porter », que sera-ce en 1910 dans toutes les communes qui perçoivent des droits d'octroi ? En effet, d'après le § 13 du tarif douanier du 25 décembre 1902, les communes et les corporations ne pourront plus à partir du 1^{er} avril 1910 percevoir de droits d'octroi sur les céréales, les plantes légumineuses, la farine et autres produits de minoterie, de même que sur les articles de boulangerie, le bétail, la viande, les articles à base de viande et de graisse.

Cette intervention de la législation d'empire aura pour conséquence une moins-value considérable de rentes au budget des grandes villes d'Alsace-Lorraine. Ces moins-values sont évaluées à 700.000 m. pour Strasbourg, à 400.000 m. pour Mulhouse, à un chiffre total de plus de 900.000 m. pour Metz, Colmar, Sarrebourg, Sarreguemines, Forbach, Schlettadt, Haguenau, etc...

La question se pose pour toutes ces villes et pour un grand nombre d'autres communes de savoir quelles ressources nouvelles apporteront la compensation nécessaire aux déficits en perspective.

Il semble bien qu'il faut renoncer à l'augmentation des pfennigs additionnels qui ont déjà atteint le maximum qu'il est impossible de dépasser. En 1903, en effet, 516 communes percevaient des centimes au montant de plus de 100 0/0 du principal; en 1907 ce

chiffre s'est élevé à 650; le taux le plus haut en 1908 n'est pas inférieur à 555 0/0 de l'impôt d'Etat.

§ 2. — TAXE SUR LA VALEUR FONCIÈRE

Un grand nombre de communes envisagent aujourd'hui la possibilité de puiser plus largement dans la seconde des grandes sources actuelles de revenus dont elles disposent : l'impôt de consommation; mais il paraît bien difficile d'élever proportionnellement les droits d'octroi existants ou d'étendre ces droits à des articles nouveaux.

Certains pensent aussi à « *municipaliser dans les villes les usines à gaz et d'électricité ainsi que le service des tramways* ». Il est à craindre que cette voie, au premier abord très pratique, ne soit fermée à la plupart des ces communes gênées dans leur liberté par les anciens contrats qui les lient.

Dans l'état actuel de la législation, les contribuables exempts de l'impôt industriel à raison d'une productivité inférieure à 700 M., concourent cependant aux dépenses communales au moyen des pfennigs additionnels; en outre, il existe au budget de l'Etat un article de subventions aux communes trop lésées par la suppression de la cote personnelle mobilière.

Au mois de juillet dernier, sur la proposition du gouvernement, le Landesausschuss a voté trois lois

destinées à augmenter les ressources des communes :
1^o la taxe sur les chiens; 2^o la taxe foncière; 3^o les taxes sur les affaires réalisées par les grands magasins.

Seules ces deux dernières rentrent dans le cadre de cette étude.

Aux termes de l'article 1 de la loi sur la taxe foncière « les communes sont autorisées à prélever, sans
« préjudice de l'impôt foncier, une taxe annuelle
« pour les superficies non bâties, au cas où sur leur
« ban les prix du sol n'ont pas atteint d'une façon
« passagère une élévation hors de proportion avec le
« revenu cadastral net des biens-fonds. L'introduction
« de la taxe a lieu pour un statut local établi par le
« Conseil municipal dont la délibération est soumise
« à l'approbation du ministère. »

Cette taxe, d'après l'article 3, ne peut, dans aucun cas, dépasser le taux de 0,50 0/0 par année de la valeur de l'immeuble foncier; le bureau du cadastre dresse, sur la base des valeurs des immeubles fonciers dûment établies, le rôle des recouvrements qui est déclaré exécutoire par le maire (art. 5). Le recouvrement a lieu selon les prescriptions en vigueur pour les contributions directes.

L'article 1^{er} de la taxe sur les magasins porte que
« les entreprises industrielles qui se livrent à la vente
« au détail des marchandises de différentes catégories, dans le genre des magasins (Warenhäuser)

« bazars, commerce par à comptes (Abzahlungsges-
« chäfte) entreprises de vente à la criée et d'expédi-
« tions, sont assujetties à la taxe sur les magasins.
« Cette taxe est prélevée, pour les communes ayant
« moins de 10.001 habitants, quand les entreprises
« ont un mouvement annuel d'affaires d'au moins
« 100.000 M; dans les communes de 10.000 à 50.000
« habitants, lorsque le mouvement annuel d'affaires
« est au moins de 150.000 M., et dans les communes
« de plus de 50.000 habitants, lorsque le mouvement
« annuel des affaires est au moins de 200.000 M.

D'après l'article 2 « l'imposition des magasins à la
« taxe a lieu dans la mesure du mouvement des
« affaires réalisées au cours de la dernière année
« commerciale. Pour la détermination de ce mouve-
« ment d'affaires, il faut considérer comme exploi-
« tation unique les diverses succursales de la même
« firme fonctionnant dans une commune; sont de la
« même firme toutes les succursales qui ont le même
« titulaire ou qui n'ont qu'un seul et même associé
« personnellement responsable. »

La taxe sur les magasins ne peut dépasser 1,5 0/0
du mouvement d'affaires, mais elle doit être au moins
du cinquième de ce mouvement; le taux peut être
gradué (art. 3).

Lorsque cette taxe dépasse 15 0/0 de la capacité de
production adoptée pour l'assiette de l'impôt sur l'in-
dustrie, elle doit être ramenée à ce quinzième (art. 4).

Elle est fixée chaque année, conformément à la loi sur l'impôt industriel, sur la déclaration des titulaires des entreprises (§ 5). Le directeur des Contributions directes fait l'évaluation du montant de la taxe conformément au statut établi par le Conseil municipal et approuvé par le Ministère (art. 3); il dresse le rôle des recouvrements et le rend exécutoire.

La taxe est perçue et recouvrée par le receveur municipal conformément aux règlements en vigueur pour les contributions directes (§ 7); le produit est versé dans la caisse communale (§ 7). Les dispositions des §§ 28 à 31 de la loi du 8 juin 1896 concernant l'impôt sur l'industrie sont applicables à la taxe sur les magasins (§ 9).

Malgré ces dispositions destinées à augmenter les ressources des communes, il est douteux, comme on le reconnaît en toute franchise dans les sphères gouvernementales à Strasbourg, que le sort des finances communales soit assuré. Dès maintenant, il semble certain que, tôt ou tard, on se trouvera dans la nécessité de recourir à des mesures plus radicales.

CHAPITRE VIII

DROITS SUR LES MINES

Bien que les auteurs allemands s'abstiennent en général de classer les redevances des mines dans les impôts directs, il semble utile, à raison du caractère de ces redevances qui frappent la productivité, d'indiquer rapidement la législation qui les régit en Alsace-Lorraine.

Jusqu'en 1873 date où elle fut révisée, la loi du 21 Avril 1810 régissait les droits sur les mines.

L'article 32 de cette loi de 1810 porte que : « l'exploitation des mines n'est pas considérée comme un commerce et n'est pas sujette à la patente. »

Les propriétaires de mines sont tenus de payer à l'Etat une redevance fixe et une redevance proportionnée au produit de l'extraction (§ 33).

La redevance fixe annuelle est de 10 francs par kilomètre carré ; la redevance proportionnelle est une contribution annuelle à laquelle les mines sont assujetties sur leurs produits (§ 34) elle ne peut jamais s'élever au dessus de 5 0/0 du produit net.

Il est perçu un décime par franc en sus pour cons-

tituer un fonds de non-valeur et permettre des dégrèvements.

La redevance proportionnelle est imposée et perçue comme la contribution foncière (article 37).

Le produit de la redevance proportionnelle forme un fonds spécial dont il est tenu un compte particulier au Trésor public *et qui sera appliqué aux dépenses de l'administration des Mines.*

Aux termes de la loi du 6 Novembre 1896 qui a repris et modifié la législation antérieure, la taxe fixe prévue par la loi de 1810 (§ 34) et basée sur la superficie de la concession est maintenue, le taux de 10 francs le kilomètre carré continue également d'être appliqué (0,08 m. par hectare dit la loi de 1896).

La loi de 1873, en conservant le principe de la redevance proportionnelle au produit net, avait porté cette redevance à 2 0/0.

La loi du 6 novembre 1896 n'a pas changé le montant de ce droit mais seulement la base de la taxation : désormais c'est la commission du département (Bezirkcommission) qui procède à l'estimation et qui opère à l'égard des mines de la même manière qu'elle le fait quand il s'agit d'une industrie sédentaire : en un mot c'est la productivité qui ici encore est la base de l'impôt et non plus le rendement net.

Le supplément de 10 0/0 prévu par la loi de 1810

(§ 36) et perçu par l'Etat pour la constitution d'un fonds de non valeur (Ausfallfonds) a pour objet le dégrèvement des propriétaires de mines qui ont éprouvé des pertes ou des accidents.

Les droits sur les mines sont assujettis à des centimes additionnels départementaux et communaux.

CHAPITRE IX

L'IMPÔT SUR LES SUCCESSIONS

(Die Erbschaftsteuer)

D'après la loi française, les impôts indirects sont ceux qui sont perçus en vertu du tarif, par opposition aux impôts directs recouvrés en vertu de rôles exécutoires; les premiers saisissent la richesse pendant sa circulation ou sa consommation, les seconds l'atteignent au moment de sa formation. Les droits de mutation par décès qui ont de toute évidence le caractère d'impôt indirect, n'existent pas dans la plupart des Etats allemands soumis à l'impôt sur le revenu; ces droits réformés n'ont pu être maintenus en Alsace-Lorraine qu'à titre *d'impôt complémentaire* (1). Dans sa forme actuelle l'impôt sur les successions constitue le complément nécessaire du système de taxes sur les revenus; il a, à l'égard de ces taxes, le même rôle que remplit en Prusse l'impôt proportionnel sur la fortune par rapport à l'impôt global. Nous nous bornerons à un

(1) Die in Elsass Lothringen Geltenden Gesetze betreffend die direkten Steuern, Textausgabe, Strasbourg, 1902. Conseiller ministériel Roth.

exposé très succinct des réformes introduites par les deux lois des 12 juin 1889 et 17 juin 1900 dans la législation d'Alsace-Lorraine sur les successions et admises, du reste, depuis, dans notre loi du 25 février 1901.

L'article 3 de la première de ces lois porte : « qu'il y a lieu de déduire de la masse imposable toutes les dettes et charges qui grèvent l'hérédité ». Cette disposition a été dictée par le désir de faire payer à chaque héritier des droits en rapport avec l'actif net par lui recueilli et d'amener une répartition plus équitable de l'impôt. Pour que la déduction ne comprenne que des dettes et charges réelles, pour assurer la répression de la fraude, le législateur Alsacien-Lorrain s'est borné à ne pas reproduire les dispositions de la loi française du 22 frimaire an VII qui établit une procédure spéciale en matière d'enregistrement.

La loi contient un certain nombre de dispositions (§§ 10, 11, 12, 13) destinées à bien déterminer la valeur imposable et particulièrement celle des usufruits, rentes viagères, créances douteuses, legs sous condition suspensive. Pour éviter la double imposition de l'ancien droit, la loi admet l'héritier de la nue propriété à faire la déduction de la valeur de l'usufruit dévolue à une autre personne.

Aux biens fonds, mines, parts d'intérêts, actions, on applique le principe de la territorialité et l'impôt est

dû, même lorsque le défunt n'a pas son domicile dans le pays.

Les propriétés de luxe ou d'agrément, qu'elles soient situées en ville ou à la campagne, sont incontestablement celles dont le revenu est le moins élevé et qui, par suite de l'application du système de capitalisation par 20, sont évaluées le plus bas pour la liquidation du droit de mutation par décès. La loi du 17 juin 1900 renferme une disposition dont le texte a été dicté par la double préoccupation de conserver le privilège dont bénéficie l'agriculture au moyen du maintien de la capitalisation par 20 du revenu des exploitations rurales et d'atteindre la valeur réelle, la « valeur vénale » de tous les immeubles qui ne produisent pas de revenu ou qui ne donnent que des produits insignifiants.

Selon les règles du droit français, une liquidation de la communauté s'impose après le décès du conjoint survivant et la femme n'a que le droit d'accepter la communauté ou d'y renoncer (articles 1453 code civil). Le législateur allemand a adopté une solution toute différente, en harmonie avec la législation de plusieurs états particuliers, tels que Lübeck, le Schleswig-Holstein, et la Westphalie (loi du 16 avril 1860). Le décès de l'un des conjoints n'entraîne pas la liquidation de la communauté, les descendants communs viennent immédiatement aux lieu et place du conjoint disparu, à titre de sociétaires de la communauté

qui reste indivise entre eux et le conjoint survivant.

Lors de la discussion du Code Civil allemand, promulgué le 16 janvier 1896, la question s'était posée de savoir si, dans ce cas de communauté, continuée la part du conjoint prédécédé tombait sous l'application du droit de succession. C'est cette question importante que la loi fiscale du 17 juin 1900 a résolue en stipulant que « l'impôt de succession est prélevé même en cas de communauté continuée ». La nouvelle législation sur les droits du conjoint survivant appelé, concurremment avec les héritiers du premier degré, à recueillir le quart de la succession, a eu pour conséquence également d'importantes modifications dans le tarif des droits.

La loi modificative de 1900 exempte d'impôt les successions en ligne directe et celles entre époux ne dépassant pas 1 000 marks.

L'impôt établi par les deux lois des 12 juin 1889 et 17 juin 1900 que nous venons d'analyser, au profit exclusif de l'Alsace-Lorraine ne devait pas tarder à être réctamé, en partie du moins, par l'Empire d'Allemagne. Une loi du 3 juin 1906, qu'il n'entre pas dans notre programme de résumer ici, est venue établir un tarif progressif et attribuer une partie des droits de « successions et d'héritages » à la caisse de la Confédération Germanique. Une seconde loi du 29 juin 1907 règle les droits à percevoir au profit du « Pays d'Empire ». Ces droits se sont élevés : pour

l'année 1907 à 1.868.159 m., pour 1908 à 2.445.931 m. De son côté, l'Empire a encaissé en 1907 la somme de 1.490.922 m. et en 1908 celle de 2.255.820 m.

Augmentations des recettes du budget Alsacien-Lorrain

Depuis la réforme des droits de succession et des impôts directs, les recettes du budget Alsacien-Lorrain ont subi chaque année des augmentations dont il faut chercher la cause dans l'accroissement de la richesse du pays et dans l'augmentation continue de la population.

Le recensement du 1^{er} décembre 1905 accuse 1.814.626 habitants contre 1.719.470 au 1^{er} décembre 1900 : soit une augmentation de 95.156 habitants. En Alsace cet accroissement de population porte sur les villes de Strasbourg, Mulhouse et Colmar, en Lorraine, où il est de 8,98 0/0 contre 4,08 0/0 en Basse-Alsace et 3,53 0/0 en Haute-Alsace, on peut l'attribuer au développement considérable des industries minière et métallurgique : c'est surtout dans les arrondissements de Thionville, Metz-Campagne, Forbach et Boulmy que ces industries ont prospéré. Si on examine comment le revenu total qui sert de base à l'imposition en Alsace-Lorraine, se répartit sur les différentes communes d'après leur importance, on arrive aux résultats suivants :

Sur les 693 millions devenus imposables, on constate que : 1° les dix plus grandes villes (c'est-à-dire celles qui comptent plus de 10.000 habitants, et qui constituent les 24 o/o de la population totale du pays) fournissent 42 o/o des revenus imposés soit 291.000.000 de marks ;

2° les communes de 4.000 à 10.000 habitants au nombre de 31 et représentant les 11 o/o de la population totale, accusent 15 o/o des revenus imposés soit 104.000.000 ;

3° enfin les autres communes représentant les 65 o/o de la population totale en fournissent 43 o/o c'est-à-dire 208.000.000 de marks.

Enfin il n'est pas sans intérêt d'apprendre dans quelle proportion les quatre villes principales d'Alsace-Lorraine (Strasbourg, Mulhouse, Metz et Colmar) participent au paiement des contributions directes : sur les 13 millions qu'ont produit en moyenne ces impôts Strasbourg (9 o/o de la population totale du pays) en fournit 16,1 o/o ; Mulhouse (5 o/o de la population totale) 10,3 o/o ; Metz (3 o/o de la population totale) 4,4 o/o et Colmar (2 o/o de la population totale) 3,2 o/o. Ces quatre grandes villes paient donc ensemble 34 o/o soit 4.420.000 marks alors que le reste du pays en paie 66 o/o soit 8.580,000 marks.

CHAPITRE X

PROJETS DE RÉFORMES

Des nécessités budgétaires, conséquence inévitable de l'augmentation des traitements des fonctionnaires de tous ordres et spécialement des instituteurs et des ministres des différents cultes, jointes aux exigences sans cesse croissantes du fisc impérial, mettent à l'ordre du jour la création imminente de nouveaux impôts destinés à couvrir le déficit occasionné par le surcroît des dépenses dont le mouvement s'accuse ascensionnel d'une façon désolante. Il faut, dès à présent, se préoccuper des moyens les plus propres à combler les vides creusés constamment dans le budget alsacien-lorrain par l'augmentation de la contribution matriculaire et l'accaparement par l'Empire des anciennes ressources du pays. Des économies seules ne sauraient suffire à sauver une situation financière de plus en plus embarrassée.

Ce pressant besoin de ressources nouvelles, devait fatalement ramener la question controversée de l'impôt prussien, de l'impôt global et personnel sur le revenu. Aux démocrates comme au parti du Centre ce système apparaît comme une espèce de panacée universelle destinée à procurer aux contribuables le

Summum d'équité, de justice et de paix sociale qu'il soit possible de réaliser.

Le gouvernement dont ils secondent si bien les vues, fait chorus avec ces admirateurs passionnés de l'impôt personnel et dans son mémoire du mois d'avril 1908 « sur la réforme des contributions directes et des Impôts communaux en Alsace-Lorraine » l'administration allemande a elle-même ainsi défini l'œuvre de réforme à laquelle, sous son impulsion et sa direction, a procédé le Landesausschuss du 31 Mars 1884 au 13 juillet 1901 : « Le système actuel « des impôts en Alsace-Lorraine est un pur système « d'impôts sur les produits, dans le sens de la science « des finances. La caractéristique d'un tel système est « que les sources individuelles de revenus forment « l'objet de l'impôt et sont atteintes par lui dans la « mesure de la productivité qu'elles peuvent avoir, « dans un cours normal de choses, sans chercher à « savoir si elles donneront ainsi réellement ces « revenus au détenteur actuel de l'objet de l'impôt » puis le rapport ajoute : « Le vice de ce système fiscal « réside essentiellement dans le fait qu'il ne permet « la déduction des dettes que dans une mesure imparfaite, qu'il ne met pas à l'abri d'une imposition « en double emploi du revenu de l'industrie et du capital, chez les sociétés commerciales et autres « ainsi que chez les porteurs de parts de ces sociétés « et enfin qu'il n'est capable de tenir compte que

« d'une manière insuffisante de toute la situation
« économique de chaque objet atteint par l'impôt.
« Survienne maintenant, comme c'est le cas en Alsace-
« Lorraine, la nécessité de chercher à tirer d'un pareil
« système d'impôts une recette plus élevée; nous
« voyons surgir immédiatement au premier plan un
« inconvénient sérieux, qui tient au système lui-même,
« avec lequel il est difficile sinon impossible, de tenir
« compte de la *capacité personnelle* de chaque con-
« tribuable pris individuellement.

« Tant que l'impôt reste modique, est-il dit encore,
« cet inconvénient est peu sensible... Mais plus l'im-
« pôt s'accroîtra, plus deviendront véhémentes les
« plaintes des contribuables et les protestations de
« ceux qui réclament une répartition plus équitable
« de l'impôt... Il est clair, d'ailleurs, qu'on ne
« pourra supporter qu'avec un tarif maintenu dans
« des limites modérées, l'imposition sur le revenu *brut*
« du bâtiment et celle de la capacité normale de pro-
« duction ou impôt industriel, telles qu'elles existent
« c'est-à-dire en appliquant la règle qui ne permet
« pas de rechercher si une maison est grevée d'hy-
« pothèques ou libre de dettes, si une industrie tra-
« vaille à bénéfices ou à pertes. Mais à mesure que
« l'impôt se mettra à croître, *les vices du système* appa-
« raîtront plus nettement. »

Il est difficile, on en conviendra, de critiquer en termes plus libres et d'une façon plus énergique le

régime si longuement, si minutieusement étudié, expérimenté et appliqué par l'ancien sous-secrétaire d'Etat allemand de Schraut.

Parfait il y a huit ans, le système ne vaut plus rien aujourd'hui et, sans la résistance un peu dédaigneuse du Landesausschuss qui s'est borné à rejeter sans phrases le nouveau projet, l'Alsace-Lorraine ferait, déjà sans doute, l'expérience de l'impôt personnel, selon la formule des réformateurs prussiens.

« Si l'on objecte, dit le gouvernement, que le système actuel n'est pas encore vieux de cinq ans et qu'il faut, dès lors, bien réfléchir avant d'y toucher dès à présent, on ne pourra que répliquer que *ce système n'a jamais pu être considéré comme définitif*, mais plutôt comme une transition nécessaire de celui qui nous a été légué par le régime français au système de l'impôt sur le revenu, qui tient seul complètement compte de la capacité contributive individuelle et vers lequel tendent tous les autres systèmes d'impôts. »

Pour consoler les esprits chagrins qui regretteraient les efforts et les frais engagés pendant dix ans pour établir un régime d'impôts d'une si courte durée, le rédacteur du mémoire d'avril 1908 observe sur un ton un peu ironique : « la précédente réforme de l'impôt aura son importance dans l'histoire de l'Alsace-Lorraine. D'ailleurs, nous trouvons une preuve de la légitimité et de la nécessité de l'in-

« tercalation de cette phase transitoire dans les expériences faites en France, où, en dépit de longues expérimentations, on n'est pas encore parvenu à faire le grand saut du vieux système de l'impôt direct à celui de l'impôt sur le revenu. »

Si on jette un coup d'œil sur le budget alsacien-lorrain et qu'on évalue les dépenses que vont nécessairement entraîner les lois votées au cours de cette année, on voit apparaître un déficit certain de deux à trois millions représenté par une majoration de 800.000 marks de contributions matriculaires et par une augmentation de traitements d'au moins 1.900.000 marks. Le déficit ne peut être comblé au moyen d'une augmentation des impôts indirects, c'est là un domaine désormais fermé aux Etats particuliers par la législation de l'Empire qui les accapare à son profit et, de toute nécessité, il faut recourir à l'impôt direct qui reste le seul terrain fiscal où l'Alsace-Lorraine, comme les autres états allemands, puisse encore se mouvoir et agir librement.

Les budgets communaux ne sont pas en meilleure posture que le budget de la province, ainsi que nous l'avons démontré en parlant des pfennigs additionnels. Le mémoire du gouvernement résume ainsi la situation : « Il importe tout d'abord d'établir approximativement les ressources dont les communes alsaciennes-lorraines vont avoir besoin, avant

« d'examiner comment elles pourront faire face à
« leurs obligations.

« En 1906, il a été perçu en fait de pfennigs additionnels dans l'ensemble des communes du pays
« une somme de 9.055.921, 51 marks. Mais comme
« le chiffre de ces pfennigs a déjà subi en 1907 et
« 1908 un accroissement considérable, il y a lieu de
« compter dès à présent, étant donnée la situation juridique actuelle, sur un montant d'au moins
« 10.000.000 de marks. Ici vient s'ajouter tout
« d'abord le déficit résultant de la suppression partielle de l'octroi en 1910; ce déficit a été chiffré
« plus haut à un minimum de 2.000.000 de marks. Il
« faudra pourvoir, en outre, aux nouvelles ressources dont les communes auront besoin. Il va de soi que
« ces ressources échappent à tout calcul, mais elles
« peuvent être évaluées, elles aussi, à un minimum
« de 2.000.000 marks, en sorte que *le chiffre total*
« *des ressources qu'il faudra procurer aux communes*
« *s'élèvera à 14.000.000 de marks.* Il est à peine besoin
« de faire remarquer qu'il ne s'agit dans ce calcul de
« même que dans ceux qui seront établis plus loin
« que d'une moyenne de charges et que l'imposition
« réelle des différentes communes sera plus tard fort
« variable. »

Il est manifeste qu'en présence d'une pareille situation des mesures urgentes s'imposent à l'Alsace-Lorraine; de toute nécessité, il faut ou qu'elle aug-

mente les impôts actuels, en élevant les tarifs et en établissant la progression, ou qu'elle entre dans la voie proposée, celle de l'adoption de l'impôt personnel. Le gouvernement indique comme des réformes auxquelles il faudra bien se résoudre un jour les trois mesures suivantes : 1° introduction d'un impôt *progressif sur le revenu*, avec déduction des dettes et prise en considération des charges ; 2° introduction d'un *impôt sur la fortune* à progression modérée, avec déduction des dettes ; 3° attribution des impôts sur le produit actuel aux communes.

Rejetées une première fois, par le Landesausschuss qui n'a pas pris la peine de les examiner, pas plus du reste, que d'autres concernant de simples modifications à apporter dans les impôts existants, ces propositions reviendront à une prochaine session. Elles se heurteront, sans doute, à une résistance obstinée des représentants du pays qui pensent que ce qui est possible dans un pays militarisé à outrance, où chaque futur citoyen vient au monde avec un casque à pointe sur la tête, ne le sera pas dans un pays de traditions libérales, d'indépendance démocratique, de mœurs frondeuses. L'un des plus autorisés d'entre eux, s'exprime ainsi dans un opuscule (1) où il relève, en termes parfois désagréables pour le gouvernement,

(1) « A propos de la réforme des impôts en Alsace-Lorraine », par L. Pierson.

les impossibilités et les inconvénients du projet :
« les protagonistes et les admirateurs de l'impôt per-
« sonnel, système prussien, ne se rendent-ils donc
« pas compte que nous n'avons ni le passé, ni les
« mœurs, ni les habitudes, ni les idées, ni la menta-
« lité des habitants de ce pays, et qu'un système
« aussi méticuleusement inquisitorial, aussi large-
« ment vexatoire ne saurait s'imposer chez nous sans
« y soulever d'unanimes protestations, qu'il n'y se-
« rait jamais accepté ? Il est à présumer que ceux
« qui le voteraient rédigeraient en même temps leur
« testament politique, les électeurs ne pouvant man-
« quer de leur témoigner la nature de leurs senti-
« ments, en leur faisant des loisirs mérités. Il est à
« peu près hors de doute que, si cet impôt n'existait
« pas aujourd'hui en Prusse, il ne s'y trouverait plus
« de Parlement pour l'y introduire. »

Ce n'est pas ici la place d'entrer dans de longs détails sur l'économie même de la réforme proposée. Le projet a pour point de départ : que le revenu de l'Alsace-Lorraine atteint 700.000.000 de marks et qu'avec une imposition moyenne de 1,65 0/0 on obtiendra un produit total de 11.550.000 marks. Les taxes de main-morte, l'impôt industriel, celui sur les professions ambulantes, la taxe sur les mines, l'impôt sur la fortune, avec une progression de 50 pfennigs à 1 mark par 1.000 marks, devront fournir le

complément de 5 millions et demi nécessaire à l'équilibre du budget.

Quant aux communes, elles seront mises à même de tirer 5.000.000 de recettes des impôts sur les divers produits ainsi que 7.200.000 marks de pfennigs additionnels au nouvel impôt sur le revenu ; le surplus, soit 2.000.000 de marks, leur sera fourni par des taxes spéciales dont une partie, comme nous l'avons déjà dit, a été votée déjà dans la session de 1909.

Toutes ces réformes un peu compliquées si elles sont adoptées conduiront inévitablement à des recherches, à des enquêtes qui ne pourront manquer de froisser et d'inquiéter les contribuables.

L'un d'eux, en août dernier, nous exprimait ainsi ses craintes en invoquant un aphorisme sur les impôts qu'il attribuait au baron Louis : « On marche mieux avec de vieux souliers. » Sous sa forme humoristique, cet aphorisme conserve un grand fond de vérité et d'actualité : les Alsaciens-Lorrains trouvent, non sans raison, qu'on s'ingénie à les faire changer un peu trop souvent de chaussures et qu'on se plaît à faire de leur pays un champ d'expérience en matière de législation et de réglementation de toute sorte.

A l'avance, du reste, ils savent qu'une nouvelle réforme de la législation fiscale sur le modèle de celle qui est en vigueur en Prusse entraînera pour eux, dans un avenir plus ou moins rapproché mais cer-

tain, une augmentation des charges et des dépenses publiques. C'est en vain que les publicistes à la dévotion du gouvernement affirment que l'introduction de l'impôt global améliorera la situation des ouvriers, ces derniers se défient et il semble bien qu'ils n'ont pas tout à fait tort, si on s'en rapporte au tableau comparatif des impôts payés en Prusse et de ceux acquittés en Alsace-Lorraine, pour un salaire identique.

Ce tableau, dressé d'après les données qui nous ont été très obligeamment fournies par un député au Landesausschuss, comprend les contributions d'Etat et les contributions communales réunies. Il nous a été impossible de nous procurer la somme des pfennigs additionnels affectés en Prusse aux dépenses de l'arrondissement qui, on le sait, y possède la personnalité civile ni des pfennigs provinciaux et nous avons laissé de côté, pour l'Alsace-Lorraine, les pfennigs départementaux considérés comme équivalents aux premiers.

Nous avons pris, pour ces comparaisons, les principaux centres industriels de la Prusse et ceux de l'arrondissement de Metz où, depuis quelques années surtout, l'industrie du fer a pris une si considérable extension. Voici ce que paient les contribuables pour les mêmes salaires dans les 3 localités de Moyeuvre, Hayange et Rombas en Lorraine allemande et dans

les 4 centres prussiens de Dortmund, Solingen, Bochum et Essen.

Unité de salaire	Impôt à						
	Moyeuvre	Hayange	Rombas	Dortmund	Solingen	Bochum	Essen
marks	marks	marks	marks	marks	marks	marks	marks
1.000	5,27	4,87	5,60	27	28,35	23,40	27
1.300	6,38	5,90	6,78	36	37,80	31,20	36
1.450	10,06	9,30	10,68	48	50,40	41,20	48
1.550	10,06	9,30	10,68	63	66,15	54,60	63
1.900	12,46	11,54	12,83	93	97,65	80,16	93
2.250	18,79	17,32	19,89	108	113,40	93,60	108
2.800	26,70	24,70	28,35	156	163,80	135,20	156
5.800	84,00	77,60	89,31	438	459,90	379,60	438
6.750	108,19	100,04	114,85	528	554,40	457,60	528
9.500	199,15	184,04	201,42	828	868,40	717,60	828
17.500	461,39	426,64	489,16	1.530	1.606,50	1.326,00	1.530
22.500	624,16	577,13	662,63	1.980	2.079,00	1.760,00	1.980

Comme on le voit, quand à Hayange, Moyeuvre-Grande, Rombas l'ouvrier paie, pour un revenu de 1.550 m., un impôt moyen de 10 m., l'ouvrier en Prusse, paie pour le même salaire une contribution de 63 m., plus de 6 fois supérieure à la première.

Mais à défaut de cette réforme radicale pour laquelle il ne cache pas ses préférences, le gouvernement se contenterait d'une série de modifications « dans l'application pratique des lois concernant « l'impôt sur le capital, les salaires et traitements du « 13 juillet 1901 ainsi que de la loi sur l'impôt industriel du 8 juin 1896 ». Ces modifications, qui portent toutes sur des points de détail, c'est l'opinion publique elle-même qui les réclame par la voix

des diverses commissions de répartition, par la voix également des membres du Landesausschuss qui, depuis plusieurs années, signalent à la tribune les vices et les défauts de la législation en vigueur. Il nous semble indispensable d'indiquer sommairement quelques-uns des changements proposés par l'administration.

Nous avons vu en examinant les exemptions accordées par le § 5 de la loi du 13 juillet 1901 (sur le revenu des capitaux) que certaines personnes peuvent être exonérées par le Ministère (1) à raison de leur situation spéciale à condition de ne pas jouir d'un revenu annuel supérieur à 300 marks.

Cette disposition trop rigoureuse fait l'objet de violentes critiques et le gouvernement propose, dans son nouveau projet, de porter à 500 marks le chiffre des revenus admis à bénéficier de l'exemption d'impôt : il faut avouer que cette réforme n'aurait rien que de très juste et de très humain.

Une autre modification qui aurait encore pour but de rendre l'impôt plus équitable est apportée à cette même loi de 1901 : d'après le § 7, les étrangers qui

(1) « Le Ministère pourra accorder l'exemption de l'impôt sur le capital aux veuves, aux femmes divorcées, délaissées ou vivant séparées de leur mari, aux mineurs orphelins, ainsi qu'aux personnes incapables partiellement de se créer des subsistances. Toutefois, seront imposables les sommes dépassant 300 marks de revenu annuel, déduction faite des intérêts passifs et des charges.

ne séjournent que 3 mois en Alsace-Lorraine ne sont soumis qu'à la moitié du montant de l'impôt sur le revenu des capitaux.

On ne voit pas les raisons d'un tel traitement de faveur alors que les Alsaciens-Lorrains qui ont plusieurs domiciles sont assujettis à la totalité de l'impôt pour la durée de leur séjour.

Enfin, et c'est là la réforme la plus importante, le gouvernement se propose de réorganiser complètement le tarif établi pour la fixation du montant de l'impôt sur le capital : nous avons vu que le 1^{er} degré comprend les revenus de 100 à 200 marks ; le 2^e ceux de 200 à 400 marks ; le 6^e de 1.000 à 1.300 ; le 11^e de 3.000 à 3.500 marks ; le 20^e enfin de 10 à 20.000 marks. Ainsi pour le 1^{er} degré l'écart n'est que de 100 marks alors que pour le 2^e il est de 200 marks, pour le 6^e de 300 marks et pour le 20^e de 10.000 marks : il est inadmissible que le taux d'un impôt soit le même quand il frappe des revenus de 0.000 et de 20.000 marks. Le nouveau projet établit un tarif dont les degrés seront constitués par des différences de 100 marks seulement sur les revenus jusqu'à 1.000 marks, de 200 marks jusqu'à 2.000 marks, de 500 marks, jusqu'à 10.000 marks, de 1.000 marks jusqu'à 20.000 marks, et de 2.000 seulement pour les revenus supérieurs à 20.000 marks.

Mais la réforme que le gouvernement considère

comme la plus urgente est celle du § 14 de la loi qui a établi l'impôt sur le capital : c'est tous les 3 ans, sauf certain cas exceptionnels que, d'après cet article, la déclaration du revenu doit être faite. Cette règle a été édictée en 1901 alors que le législateur craignait d'exaspérer les contribuables en exigeant d'eux une déclaration annuelle : l'expérience a démontré que les Alsaciens-Lorrains se soumettent très facilement à cette formalité et tout fait présumer qu'ils consentiraient parfaitement à donner chaque année à l'administration les renseignements qu'elle leur demande. Les avantages d'un pareil système sont trop évidents pour qu'il soit utile de les examiner en détail : avec la déclaration triennale on paie dans les années où les dividendes sont très élevés un impôt minime alors que dans les périodes où les cours sont très bas le taux acquitté est exagéré. D'autre part c'est seulement quand il hérite d'une fortune produisant un revenu d'au moins 10.000 marks que le riche capitaliste est tenu de faire une déclaration sans attendre la formalité triennale tandis que le petit contribuable qui a un revenu de 200 à 1.000 marks, se voit frappé d'une augmentation d'impôt dès que son revenu s'accroît de 400 marks.

D'autres modifications moins importantes que celles que nous venons d'examiner sont soumises également à la ratification du Landesausschuss. Il y

a, tout d'abord, le projet d'arrondir le montant des taxes au lieu de les faire payer comme actuellement jusqu'au dernier pfennig. Le délai d'un mois laissé au contribuable pour faire la déclaration des revenus de son capital et de son traitement ou salaire serait restreint à 15 jours.

La loi sur les salaires et traitements a été également l'objet d'un certain nombre de critiques qui ont été prises en considération.

Aux termes de l'article 4 de cette loi sont exempts de l'imposition « les gages des domestiques logés et nourris chez leur patron » Cette disposition, source de plaintes et de réclamations sans nombre de la part des contribuables-ouvriers est atténuée, il est vrai par le § 4 alinéa I de la même loi d'après lequel « ne sont pas imposables les revenus annuels tirés des salaires et traitements, ne dépassant pas 700 marks. » Le gouvernement estime aujourd'hui que le domestique qui touche plus de 700 marks doit être, au point de vue de l'impôt, assimilé à l'ouvrier.

Pour ce qui est du taux de l'impôt sur les salaires et traitements, on le porterait à 2 0/0 et on dégrèverait ainsi les classes inférieures : ces dernières profiteraient d'une réduction de 75.381 marks alors que les gros traitements subiraient une augmentation de 79.277 marks.

La pratique a démontré que l'application du § 10 de la loi sur les salaires et traitements qui remplace

pour les fonctionnaires la déclaration par un état émanant de l'administration à laquelle ils appartiennent, est une cause d'erreurs nombreuses. Pourquoi ne pas soumettre ces fonctionnaires à la déclaration comme les autres contribuables ? Enfin, en vertu de la loi du 24 juillet 1907 les patrons sont tenus d'encaisser l'impôt dû par les ouvriers étrangers qu'ils emploient et d'en verser le montant à la caisse du percepteur : on propose à l'avenir d'obliger les patrons à fournir à l'administration l'état de tous leurs ouvriers au lieu de leur laisser, comme aujourd'hui, la faculté de le faire (98 0/0 des patrons produisent actuellement cet état).

Quoique cette réforme puisse nous paraître à nous anti-démocratique, et que nous ne voyions guère l'utilité d'une différence de traitement entre les contribuables, il est probable que ce dernier projet sera adopté.

Enfin pour ce qui est du nouveau tarif appliqué au *Gewerbsteuer* on s'est inspiré de ce principe que pour les artisans et les petits commerçants le revenu est en grande partie la rémunération du travail, dès lors il ne semble que juste d'admettre pour la fixation de l'impôt auquel ils sont assujettis la même dégression que celle appliquée à la taxe sur les salaires et traitements.

Cette dégression profitant aux exploitations industrielles ne produisant pas plus de 500 marks, en-

traînerait une diminution de recettes de 140.589 marks, pour compenser ce déficit l'élévation du taux maximum de 1.90 o/o à 2 o/o appliqué aux grandes exploitations en particulier à celles dont la capacité de rendement dépasse 1.000.000 de marks, produirait une augmentation de recettes de 136.732 marks.

CONCLUSION

Nous venons d'indiquer, en exposant les nouveaux projets l'appréciation portée par l'administration elle-même sur l'œuvre de réforme accomplie en Alsace-Lorraine de 1884 à 1901 et d'analyser les reproches qu'elle adresse au système d'impôt qui en est le résultat. Sans insister davantage sur ces critiques inspirées par le désir de faire un pas en avant dans la voie de l'impôt personnel, nous voulons faire ressortir la prudence avec laquelle a procédé l'habile Sous-Secrétaire d'Etat de Schraut dans la réforme ainsi que la supériorité incontestable du système nouveau sur le régime ancien. Et d'abord on ne peut assez admirer la sagesse avec laquelle fut amenée et réalisée chacune des réformes fiscales.

Après avoir examiné avec le plus grand soin un projet de taxe nouvelle, le gouvernement le soumettait au Landesausschuss auquel il ne demandait pas d'engager d'une façon définitive un vote hâtif ou dicté par des préoccupations électorales, mais seulement d'autoriser une enquête destinée à déterminer le mécanisme le plus pratique pour assurer des perceptions plus en rapport que les anciennes avec les

conditions économiques et sociales. Il intervenait alors une loi d'évaluation permettant au Trésor de faire le calcul des futures recettes et au législateur de saisir les avantages ou les inconvénients du projet, d'écouter les objections de l'administration ou les critiques du contribuable.

Comme il n'y avait en jeu aucun intérêt fiscal, puisque les recettes ne devaient pas être augmentées, comme, d'un autre côté, les considérations ou les passions politiques n'avaient pas à intervenir, c'est froidement, méthodiquement que le projet de loi revenait devant la Délégation pour être discuté, amélioré et voté sans l'invocation d'aucune de ces théories vagues qui auraient effrayé la population attentive. Pour remplacer les anciens impôts de répartition par des impôts de quotité, le Gouvernement n'a eu pour déterminer le taux de la contribution qu'à comparer le chiffre obtenu à la suite de l'évaluation avec le contingent annuel; il a suivi la même règle pour fixer la notion du revenu imposable et pour déterminer la base de la perception de l'impôt. Ce n'est qu'après plusieurs années d'expérience, qu'après s'être rendu compte, à l'occasion de l'application de la loi sur l'impôt professionnel, que le contribuable faisait librement, sans menace de pénalités, les déclarations nécessaires, que le principe de la déclaration obligatoire a été introduit dans la loi du 13 juillet 1901.

Le système créé par les diverses lois que nous avons examinées a, en somme, la forme d'un impôt cédulaire sur : 1^o la propriété non bâtie; 2^o la propriété bâtie; 3^o l'exercice d'une profession, d'un métier ou d'une industrie; 4^o sur les revenus du capital; 5^o sur les salaires et traitements. Ces divers revenus sont atteints à leur source même avant qu'ils ne disparaissent dans l'ensemble du patrimoine.

Dans une étude sur le projet Caillaux, en parlant des dispositions relatives à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, M. Théodore Reinach (1) écrit : « devant le *tolle* que souleva ce système autoritaire, la commission parlementaire y substitua un « procédé hybride, inspiré de la loi alsacienne de « 1893 : au lieu du bénéfice annuel, c'est en principe « la *productivité* normale de l'établissement qui fixe « la base de l'imposition; cette productivité est appréciée d'après divers éléments, mais en particulier « d'après « les signes extérieurs » *seulement tandis « qu'en Alsace, pays de dictature, l'évaluation est « confiée à des commissions en grande partie électives, « en France, pays démocratique et républicain, un fonctionnaire unique, le Contrôleur en a été chargé ! »*

Rien n'est plus juste : en Alsace-Lorraine une commission a été chargée de l'évaluation des revenus de la propriété bâtie (loi du 6 avril 1892), une autre

(1) « A propos de la réforme fiscale », par Théodore Reinach. *Revue politique et parlementaire*, 10 juin 1909, p. 456.

commission a reçu la mission d'estimer les profits de l'industrie (loi du 6 mai 1893), c'est encore une commission qui a procédé à l'évaluation des revenus des capitaux, des salaires et traitements (loi du 2 juillet 1898). Dans toutes ces commissions, il y a un nombre très suffisant de personnes étrangères à l'administration pour garantir les contribuables contre les actes de zèle ou d'arbitraire à craindre de la part des fonctionnaires de l'Etat. C'est encore devant des commissions composées en partie d'experts et d'hommes compétents sans titre officiel que sont portées les réclamations formulées contre les estimations.

Pour l'établissement de l'impôt sur la propriété bâtie, on ne s'est arrêté qu'aux « signes extérieurs », cependant cette règle subit des dérogations. C'est ainsi que dans les localités où la valeur locative ne peut servir de base d'estimation, la valeur d'exploitation (Nützungswerth) est calculée plutôt d'après la situation du propriétaire que d'après « les signes extérieurs » et la loi du 6 avril 1892 (article 44) a prescrit de former dans les localités qui viennent d'être indiquées, trois classes d'après l'importance du revenu du propriétaire (ouvrier gagnant peu et ouvrier de fabrique, propriétaire dont l'exploitation donne moins de 3.000 marks de revenu, maisons d'habitation dépendant d'exploitations produisant 3.000 marks et au-dessus). On voit apparaître ici bien nettement le

principe de la personnalité et l'atteinte sérieuse portée au caractère *réel* de l'impôt tel que l'avait établi le législateur français dans la loi de l'an VII. De même les capitaux et salaires sont frappés non en raison de leur valeur absolue mais relativement à leurs titulaires, puisque la loi recherche si le rentier possède plusieurs titres de rente avant d'imposer le titre lui-même et qu'elle connaît ainsi le contribuable alors que jusque là on avait toujours cherché à l'ignorer et à ne faire payer l'impôt qu'à la chose, qu'à la terre ou à la maison, qu'au loyer ou à la valeur mobilière.

M. de Schraut, il faut lui rendre cette justice, avait compris la nécessité, pour ménager les justes susceptibilités des annexés, de conserver le caractère de réalité aux taxes nouvelles et ce n'est certes pas de propos délibéré mais, pour ainsi dire, par la force des circonstances, qu'il a été amené à substituer, sur quelques points au moins, le système personnel au système réel français. Nous disons sur quelques points, car le régime des impôts alsaciens-lorrains repose encore sur la réalité et c'est seulement pour obtenir une répartition plus démocratique des charges fiscales qu'on s'est décidé à déroger au principe.

Sur les cinq impôts directs actuellement perçus, trois sont établis d'après les revenus présumés mais les deux autres sont assis sur les revenus déclarés.

De prime abord, il paraît surprenant que le législateur n'ait pas étendu à chaque cédule le système de

la déclaration de façon à frapper exactement et équitablement toute la valeur imposable et à pouvoir ainsi admettre la déduction des dettes dont les intérêts à servir diminuent d'autant le chiffre des revenus ou de la productivité.

Le professeur Léone Lévi écrivait en 1874, à propos de la cellule D de *l'income tax* : « Cette question posée au contribuable « quel est votre revenu ? » est une « question inconvenante entre *gentlemen* et que « l'état ne doit pas se permettre de poser à ses sujets. « Le résultat de cette question est rarement une réponse digne d'un *gentleman*, c'est-à-dire véridique ». Et Mac Culloch écrivait à son tour : « Par « la faute de cet impôt, une grande immoralité s'est « introduite dans les classes industrielles et commerciales ; et on y a pris l'habitude du mensonge et « de la déloyauté. » « On ne saurait, *a priori*, condamner la déclaration comme procédé fiscal ; mais « elle suppose un degré d'éducation morale et civique » qui, s'il n'est pas atteint en Angleterre, par la généralité des contribuables imposés à partir de 4.000 francs seulement, l'est moins encore dans un pays comme l'Alsace-Lorraine, où le morcellement exagéré de la fortune oblige les agents du fisc à s'adresser à des couches très étendues de la population. Sur les lieux-mêmes, nous avons questionné non seulement le contribuable mais encore le contrôleur et le percepteur, nous avons comparé les chif-

fres de l'impôt payé par des propriétaires, des industriels, des rentiers différents et de cette comparaison il résulte d'une façon évidente que les déclarations ne sont pas toutes d'une sincérité irréprochable. « J'ai salué avec enthousiasme, nous écrit un percepteur du Pays Messin, la loi sur le capital, mais « malheureusement, il se commet beaucoup de fraude « dans les déclarations et cela en dépit des multiples « amendes prononcées ». Nous nous souvenons également d'un contrôleur des Contributions directes qui constatait combien fantaisistes étaient les déclarations de ses contribuables, il ajoutait qu'il aurait fort à faire s'il entreprenait la lourde tâche de les imposer selon leur fortune exacte.

L'expérience semble donc démontrer que le législateur Alsacien-Lorrain, en conservant le système des signes extérieurs pour asseoir une partie au moins des impôts directs, n'a pas commis la lourde faute que quelques économistes lui reprochent amèrement. En agissant ainsi, il a pensé qu'il obtiendrait quand même des résultats suffisamment précis sans imposer aux contribuables des pratiques vexatoires et ce n'est qu'exceptionnellement qu'il a recouru à la déclaration pour taxer la richesse mobilière dont aucun indice n'eût permis d'estimer le produit. Le gouvernement aurait voulu abandonner et détruire de fond en comble un édifice qui était vieilli et vermoulu, le Landesausschuss repoussa le système

prussien dont on lui vantait les beautés et préféra le rôle plus modeste mais moins dangereux de restaurateur et ce rôle, nous avons vu avec quel soin, quelle conscience, quelle prudence il le remplit jusqu'au bout.

Les revenus fonciers furent abordés les premiers, dans ce travail de révision et d'évaluation successive de la matière imposable et le cadastre mis à jour est maintenant tenu au courant par de continuelles additions et modifications. Le système de répartition fut complètement abandonné et l'introduction de l'impôt de quotité réalisa la proportionnalité des charges et procura un sérieux dégrèvement à l'agriculture. Au moment de la discussion de la loi, chacun reconnut qu'en présence de l'exode ininterrompu et anti-économique des campagnes vers les grandes villes et les centres industriels, il n'était pas possible de se désintéresser d'un mouvement qui prenait les proportions d'un véritable danger social. Afin d'encourager et de retenir le travailleur de la terre on lui fit des avantages qui ne semblent pas avoir été tout à fait inutiles. Actuellement moins qu'autrefois le cultivateur ou le propriétaire aisé quittent leurs champs pour le commerce, l'industrie ou les fonctions administratives ; moins qu'autrefois la jeune fille se refuse à épouser le travailleur de la terre pour rechercher le petit employé, le douanier ou le gendarme. C'est pour favoriser également le retour à la culture du

sol que les écuries, granges, remises et exploitations agricoles furent dispensées de la taxe sur la propriété bâtie et que les bénéfices agricoles ne sont pas frappés de la taxe sur les salaires.

« Les revenus selon quela source en est permanente,
« viagère, temporaire ou intermittente, selon qu'ils
« dérivent du capital, du travail ou d'une combinai-
« son du travail et du capital ne représentent pas les
« mêmes disponibilités, ni, par conséquent, les
« mêmes facultés contributives, puisque, en bonne
« économie, une part plus ou moins grande de ces
« revenus doit être, selon les cas, mise en réserve par
« l'intéressé à titre d'assurance contre le chômage, la
« maladie, la vieillesse ou la mort. En frappant d'un
« taux égal tous les revenus, quelle qu'en soit la na-
« ture et la source, l'Etat favoriserait les capitalistes
« au détriment des travailleurs ; il contrecarrerait le
« devoir de prévoyance, il manquerait à son devoir
« de justice. »

Tel est le principe de la *discrimination* appliqué dans les premières lois de la Révolution.

Pour comparer la situation effective de chaque branche de revenu, il ne faut pas seulement considérer le chiffre de chaque taxe mais encore les diverses natures de matière imposable. L'impôt frappe, à raison de 4 o/o, le revenu brut présumé de la propriété bâtie ; ce taux est d'autant plus lourd que ce revenu présumé se rapproche beaucoup du revenu

réel et qu'il est constamment tenu au courant par une révision périodique, cependant le tarif n'est pas excessif si l'on veut bien considérer qu'il s'applique à un revenu qui dérive d'un capital immobilier et non du travail.

La propriété non bâtie et les capitaux supportent le même tarif de 3,50 0/0, bien qu'au point de vue économique ces deux sources de revenu se distinguent par des différences essentielles. Les seconds n'exigent aucune espèce de travail alors que le revenu de la terre représente toujours un effort considérable de la part du propriétaire qui exploite lui-même. A ce propos, il n'est pas inutile de faire remarquer que le Grundsteuer (impôt foncier) frappe de la même façon le propriétaire qui cultive lui-même son fonds et celui qui l'affirme et cependant il y a une différence essentielle entre ces deux catégories de contribuables, puisque le propriétaire qui afferme sa terre paie l'impôt non sur le revenu qu'il touche mais sur le revenu net que retire son fermier.

L'administration ne s'inquiète pas de savoir si le fermage est ou n'est pas payé ni quel est le montant de ce fermage, c'est-à-dire de l'intérêt que le propriétaire retire de son capital ; il ne s'occupe pas davantage des hypothèques qui peuvent grever la terre et si les intérêts de la dette n'absorbent pas en grande partie le revenu qui arrive alors à n'être plus que le prix ou la rémunération du travail.

Les revenus professionnels et les traitements sont de même imposés au taux maximum de 1,90 0/0 qui s'abaisse jusqu'à 0,20 et 0,38. Ce traitement de faveur se comprend moins pour les produits de l'industrie tirés en partie du capital de l'entreprise. La *productivité*, évaluée une fois pour toutes, ne met pas en évidence les bénéfices nets, tandis que, pour les capitaux, les salaires et les traitements, il existe une déclaration annuelle qui permet d'atteindre les revenus réels.

Comme nous l'avons constaté en analysant le texte de la loi, la *Productivité* calculée sur des signes extérieurs, tels que le chiffre de la population, le nombre des ouvriers employés, l'importance des bâtiments et des machines, etc..., n'a rien à voir avec le capital engagé ni avec les charges qui grèvent ce capital et diminuent ainsi le revenu réel.

Pour ne pas imposer le bénéfice net et tenir compte du capital engagé, le législateur s'est retranché derrière le principe de la *réalité*. Il savait fort bien que la productivité ne peut être une base exacte qui si elle se confond avec le revenu net ; mais il a préféré l'inexactitude résultant forcément des « signes extérieurs » à l'exactitude qui nécessite une enquête. C'est l'horreur du contrôle qui a fait établir la « *Gewerbsteuer* » dans les conditions actuelles, c'est par crainte du contrôle qu'on a appliqué le principe de la réalité et c'est cette crainte encore qui a fait rejeter

l'estimation du capital comme élément de fixation de la productivité de l'industrie.

On peut se demander, du reste, pour quels motifs, on s'est abstenu de mettre, comme pour l'industrie, la productivité à la base de l'impôt agricole. Cette productivité, d'après les signes extérieurs, n'est pas plus difficile à établir pour l'agriculture que pour l'industrie, et elle donnerait des résultats au moins aussi exacts que le « revenu net » ; on peut tout aussi bien taxer un cultivateur d'après l'étendue et la valeur de son domaine qu'un filateur d'après le nombre de ses broches et celui de ses ouvriers.

Certes les avantages des impôts directs et de quotité sont évidents, quand toutes les sources du revenu sont atteintes, mais, on ne saurait assez le faire remarquer, il existe pour réaliser la *péréquation* des difficultés nombreuses venant en premier lieu de l'impossibilité d'établir une assimilation entre les charges qui pèsent sur le propriétaire foncier, sur l'industriel, sur le rentier, sur l'employé. Le système qui fonctionne en Alsace-Lorraine est établi d'une façon trop compliquée pour qu'il soit possible, à première vue, de dire que non seulement les contribuables paient un impôt proportionnel à leurs revenus mais encore que ces revenus eux-mêmes sont frappés d'une taxe proportionnelle à leur importance économique.

L'industrie et l'agriculture, la chose est évidente, ne sont pas également traitées par le fisc. La première

paie pour ses bâtiments industriels l'impôt sur la propriété bâtie, la seconde est exemptée de taxe pour les bâtiments agricoles; l'une paie sur une base mal définie qu'on appelle « la productivité » l'autre sur un produit net qu'on a mis dix ans à établir et qui n'est plus aujourd'hui exact; la taxe qui frappe l'industrie est dégressive, celle de la propriété est simplement proportionnelle.

Et cependant, à bien considérer, l'agriculture est une industrie comme une autre et pour cette industrie spéciale comme pour l'autre, il semble bien que le système de dégression est de droit. Pour arriver à la péréquation si ardemment désirée, il est nécessaire avant tout de se mettre d'accord sur les règles générales qu'on veut appliquer en ce qui concerne spécialement la dégression et le revenu imposable, il faut encore éviter que la même source de revenus soit atteinte à la fois par deux impôts différents et superposés. La dégression a pour objet, d'après un système méthodiquement établi, de décharger les petits contribuables et d'imposer davantage les gros propriétaires, industriels ou rentiers; elle soumet donc les petits revenus à une taxe plus faible que les revenus élevés, en fixant pour ces derniers un maximum de taxe qui ne saurait, sous aucun prétexte, être dépassé. La dégression encourage l'économie et la petite épargne en même temps qu'elle ménage le capital en voie de formation.

Appliquée en Alsace-Lorraine aux petits industriels et commerçants ainsi qu'aux faibles revenus des capitaux, aux modestes salaires et traitements, la dégression est assurément des plus légitimes, mais alors pourquoi n'en pas faire profiter les petits cultivateurs assimilés aux industriels ?

En ce qui concerne l'impôt sur le capital (Kapitalsteuer) la dégression profite à tous les revenus jusqu'à 4.000 marks, et on s'abstient de rechercher si le propriétaire de ces revenus est riche ou non. Le même régime, ce semble, devrait profiter au contribuable qui possède une maison de peu d'importance ou une parcelle de terre peu productive. Actuellement, le propriétaire d'une petite épargne la place sans frais à la caisse d'épargne et grâce à la dégression ne paie aucune taxe sur son revenu, si, au contraire, il achète quelques arpents de terre qu'il loue à un fermier, outre les droits de mutation qu'il aura dû acquitter lors de l'achat, il sera soumis à l'impôt sur le revenu de son petit domaine (3,50 o/o). Peut être conviendrait-il de tenir compte de la plus ou moins grande sécurité des placements en terre et en argent pour la fixation des tarifs, mais on ne comprend guère que la dégression existe pour les uns et non pour les autres.

Dans une société égalitaire comme celle qui existe en Alsace-Lorraine, grâce à l'esprit démocratique des populations, l'impôt doit atteindre tous les citoyens

capables de contribuer aux charges publiques, selon la faculté de chacun d'eux, mais il est contraire à toute justice, par contre, que la même source de revenus soit frappée deux ou plusieurs fois. Nous avons eu l'occasion de signaler cette superposition de taxes au sujet des revenus d'entreprises, de sociétés financières ou commerciales anonymes ou en commandite qui acquittent à la fois l'impôt sur la productivité et sur les revenus des capitaux. L'industriel qui paie l'impôt sur les professions acquitte également l'impôt sur les bâtiments indispensables à son industrie, alors qu'un commissionnaire en marchandises ne doit que l'impôt sur sa profession qui, pour s'exercer n'a que faire de locaux.

Peut-être comme l'indique un député au Landes-ausschuss, M. Laugel, supprimerait-on les diverses anomalies que nous venons de signaler brièvement en ramenant les cinq cédules actuelles à trois seulement qui comprendraient : la première, les produits du travail ; la seconde, le capital (valeurs mobilières, maisons de rapport, biens-fonds affermés) et la troisième, l'industrie, le travail et l'agriculture ; peut-être aussi, pourrait-on séparer la contribution foncière en deux fractions dont la première s'appliquerait aux terres affermés et la seconde aux terres exploitées par leurs propriétaires.

Nous ne voulons pas prolonger nos critiques et nos observations sur un régime fiscal qui n'est que

le maintien, la mise en harmonie avec la situation économique existant à la fin du XIX^e siècle, du vieux système français. Nous pensons que, dans une étude de ce genre, il faut se mettre en garde contre les vues trop abstraites ou théoriques et ne pas oublier qu'à côté des questions de pure doctrine, il existe de légitimes préoccupations budgétaires ou autres qui nuisent à l'agencement et à la mise en application des principes les plus rationnellement déduits.

Le régime organisé par M. de Schraut avec le concours du Landesausschuss a le double avantage, quoiqu'il en soit, d'avoir rajeuni le système ancien et d'avoir comblé les lacunes qu'il renfermait. Le régime est complet puisqu'il frappe tous les revenus, il est réel dans le sens que, sauf sur quelques points, il ne s'occupe pas des personnes, il est souple et élastique puisqu'il ne comprend que des impôts de quotité, il est équitable puisque des tarifs dégressifs viennent atténuer, en partie au moins, ce que la proportionnalité aurait de trop rigoureux.

En disant que l'impôt est équitable, nous ne voulons pas, il importe de le remarquer, affirmer qu'il est toujours établi selon les règles d'une juste proportionnalité et nous partageons l'avis de ceux qui reprochent au législateur d'avoir fixé au maximum de 1,90 le tarif applicable aux bénéfices industriels, quel qu'en soit le chiffre.

Ces bénéfices, en Prusse, sont imposés jusqu'à 4 et 4,50 pour les sociétés à responsabilité limitée. Il semble bien qu'un taux de 3 ou 3.50 n'aurait rien d'exagéré pour les industries, banques, communes et sociétés anonymes qui opèrent avec de gros capitaux, surtout si en même temps qu'on frappait ainsi des bénéfices parfois énormes, on déchargeait, en bas de l'échelle le petit négociant, l'artisan travaillant pour ainsi dire sans capital d'exploitation et dont les bénéfices ne constituent en réalité que de simples salaires. Une semblable modification dans les tarifs serait un acte de justice qui aurait, en outre, l'avantage de mettre fin à la situation privilégiée, au traitement de faveur dont jouissent les gros capitalistes allemands ou belges qui mettent en exploitation les mines de la vallée de la Moselle et réalisent, chaque année, de véritables fortunes.

Pour essayer de justifier cet inqualifiable traitement de faveur dont la suppression est réclamée par l'opinion publique on n'a fait valoir jusqu'à présent qu'une seule considération, c'est que les gérants, les administrateurs des grandes sociétés industrielles allemandes sont responsables pour toute leur fortune vis à vis de leurs créanciers, alors que les simples actionnaires soumis à l'impôt sur le capital (3,50 0/0) ne sont engagés que jusqu'à concurrence des sommes qu'ils ont mises dans l'affaire. Mais on ne voit pas bien en quoi le plus ou moins de garanties offertes

aux créanciers peut regarder ou intéresser l'Etat chargé de percevoir autant que possible un impôt en rapport avec la protection accordée et les services rendus.

Le nouveau système d'impôt bien supérieur à l'ancien est, quoiqu'il en soit, définitivement passé dans les mœurs ; il fonctionne sans heurts, il donne des plus values régulières et les méfiances du début ont à peu près complètement disparu.

Les capitaux qui s'étaient cachés par crainte du « Kapitalsteuer » ou qui avaient cherché des placements à l'étranger reprennent confiance et rentrent peu à peu. Le temps n'est pas éloigné sans doute où l'administration sera à même, en montrant moins d'indulgence pour la fraude qu'elle semble parfois vouloir ignorer, en exigeant des déclarations plus exactes, d'appliquer la loi dans toute sa rigueur, de réaliser une plus juste répartition des charges, d'obtenir des recettes plus élevées.

C'est assurément le « Gewerbesteuer » qui est l'objet des critiques les plus nombreuses et, en général, les gros industriels se plaignent de payer souvent un impôt exagéré « d'après la productivité normale ou la capacité productive » qu'ils considèrent comme une base d'imposition artificielle, fantaisiste ou capricieuse. Tôt ou tard, il faudra bien tenir compte de l'opinion qui se manifeste à cet égard et autoriser les contribuables à justifier du chiffre de leur revenu

net ou de leurs affaires par la production de leurs livres.

Dans sa forme actuelle, cependant, la nouvelle législation réalise sur l'ancienne un progrès incontestable, en ce qu'elle tient compte du développement du crédit et des valeurs mobilières, qu'elle favorise l'agriculture menacée dans son existence même, qu'elle répartit l'impôt selon les principes de la quotité, qu'elle n'applique partout que des tarifs modérés et qu'enfin elle mesure l'impôt aux facultés du petit contribuable. Lors de la dernière session du Landesausschuss, une voix s'est élevée pour réclamer, en même temps que la déduction des dettes, l'impôt progressif sur les revenus, mais le secrétaire d'Etat M. Köhler a déclaré, d'accord en cela avec la majorité de l'Assemblée, qu'il ne serait ni juste ni sage de demander davantage aux impôts directs.

En terminant ce travail qui n'a qu'un mérite, celui de reproduire aussi fidèlement que possible les renseignements que nous avons recueillis en Alsace-Lorraine, nous croyons devoir citer, telle qu'elle nous a été formulée, une appréciation d'un Conseiller du gouvernement sur l'application des lois nouvelles. « Le nouveau régime, nous disait cette année même le haut fonctionnaire, a passé comme une lettre à la poste. » C'est là, semble-t-il, le plus bel éloge qu'il soit possible de faire d'un système d'impôts qui a profondément modifié les usages et les habitudes

d'un passé toujours regretté de la population
Alsacienne-Lorraine.

Vu et approuvé :
Paris, le 25 Septembre 1909
le Président de la thèse :
FERNAND FAURE.

Vu :
pour le doyen
l'Assesseur,
P. CAUWÈS.

Vu
et permis d'imprimer :
le Vice-Recteur
de l'Académie de Paris
L. LIARD.

Budget d'
Recettes provenant
de 1875

Années de 1872 à 1908	Budget global d'Als.-Lorraine. Recettes	Recettes pro- venant des contri- butions directes	Recettes pro- venant de l'im- pôt foncier (jusqu'à la suppression de celui-ci)	Recettes pro- venant de la personnelle mobilière	Recettes pro- venant de l'im- pôt des portes et fenêtres	Recettes pro- venant de la patente
1875	39.008.854 »	8.737.195,03	4.200.374,04	1.455.261,75	1.377.650,21	1.703.909,03
1876	43.781.298,85	9.178.351,35	4.417.466,85	1.535.878,49	1.445.349 »	1.779.657,01
1877	41.413.457,78	9.152.757,88	4.393.052,52	1.535.919,24	1.443.124,38	1.780.661,74
1878	39.353.315 »	9.392.760,22	4.465.940,32	1.602.440,20	1.497.662,71	1.826.716,99
1879	39.735.175 »	9.356.405,19	4.472.451,13	1.588.600,58	1.487.100,19	1.808.253,29
1880	43.878.113 »	9.316.918,35	4.445.082,36	1.586.014,37	1.486.472,40	1.799.349,22
1881	47.306.936 »	9.392.760,22	4.465.940,32	1.602.440,20	1.497.662,71	1.826.716,99
1882	46.830.713 »	9.551.140,68	4.472.503,88	1.650.669,39	1.538.437,69	1.889.529,72
1883	39.611.818 »	9.479.869,55	4.479.986,30	1.628.864,48	1.521.726,10	1.849.222,67
1884	39.241.440 »	9.509.433,91	4.475.638,22	1.637.857,05	1.530.309,77	1.865.628,87
1885	38.558.839 »	9.551.140,68	4.472.503,88	1.650.669,39	1.538.437,69	1.889.529,72
1886	40.540.240 »	9.642.181,36	4.493.473,92	1.675.570,73	1.551.064,62	1.922.072,09
1887	41.116.195 »	9.724.228,62	4.511.473,16	1.692.792,73	1.565.313,45	1.954.649,28
1888	44.175.438 »	9.742.253,97	4.503.598,64	1.701.319,38	1.565.499,76	1.971.836,19
1889	45.862.442 »	9.843.244,78	4.530.719,88	1.725.373,95	1.583.660,06	2.003.490,88
1890	46.936.287 »	9.837.715,51	4.506.106,89	1.723.768,34	1.581.753,54	2.026.086,74
1891	49.830.732 »	9.991.430,27	4.552.532,26	1.753.418,25	1.605.743,25	2.079.736,51
1892	50.849.080 »	10.102.714,63	4.551.936,17	1.765.100,26	1.665.109,27	2.120.568,93
1893	52.818.105 »	10.181.593,91	4.563.143 »	1.781.625,69	1.679.523,83	2.157.301,39
1894	56.751.944 »	10.288.063,58	4.576.540 »	1.802.400,21	1.697.568,94	2.211.554,43
1895	55.099.840 »	10.365.439,53	4.587.699 »	1.827.176,13	1.714.468,79	2.236.095,61
1896	54.311.625 »	10.554.959,95		1.889.249,31		2.262.838,40
1897	57.095.214 »	10.945.119,67		1.920.438 »		
1898	59.765.784 »	11.072.604,93		1.965.704,13		
1899	62.024.334 »	11.304.207,33		2.018.706,30		
1900	64.401.910 »	11.928.904,02		2.081.341,08		
1901	67.214.263 »	12.106.336,12		2.142.419,76		
1902	71.378.811 »	12.286.133,86		2.203.063,20		
1903	69.473.756 »	12.528.453,04				
1904	68.295.143 »	12.814.736,66				
1905	57.205.825 »	13.150.547,60				
1906	58.349.113 »	13.536.015,50				
1907	60.580.339 »	14.037.790,96				
1908	63.436.090 »	14.570.410,73				

(1) Document communiqué par la direction

*Alsace Lorraine (1)
des Contributions Directes
à 1908.*

Recettes provenant de l'impôt sur la propriété « non bâtie »	Recettes provenant de l'impôt sur la propriété bâtie	Recettes provenant de l'impôt sur les professions	Recettes provenant de l'impôt sur les professions ambulantes	Recettes provenant de l'impôt sur le capital	Recettes provenant de l'impôt sur les salaires et traitements
3.134.175 »	3.268.697,24				
3.129.655 »	3.293.936,31	2.601.090,36			
3.129.487 »	3.355.029,17	2.397.948,52	224.436,51		
3.129.697 »	3.430.380,34	2.503.018,17	222.405,52		
3.128.587 »	3.525.159,85	2.980.877,66	212.938,43		
3.126.138 »	3.621.531,04	3.009.365,03	206.882,29		
3.125.203 »	3.716.754,31	3.041.596,90	199.516,45		
2.231.790,30	3.392.008,86	3.150.648,06	204.650,89	2.042.266,83	1.507.088,10
2.231.175,53	3.475.025,56	3.290.283,70	202.061,29	2.002.251,26	1.613.939,32
2.230.084,40	3.573.754,93	3.409.133,76	197.727,92	2.041.705,51	1.698.141,08
2.228.398,16	3.674.055,39	3.546.497,39	196.517,79	2.071.272,24	1.819.274,53
2.228.063,56	3.788.873,04	3.742.618,81	194.407,55	2.131.980,87	1.951.847,13
2.226.959,86	3.979.722,85	3.905.747,80	203.019,68	2.142.027,68	2.112.932,86

des Contributions directes de Strasbourg.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	Pages I
------------------------	------------

CHAPITRE PREMIER

<i>Impôt sur la propriété non bâtie</i>	15
Nécessité d'une réforme de la législation fiscale concernant la propriété foncière	15
Réfection du cadastre	18
Loi du 31 mars 1884 sur la révision du cadastre et la péréquation de l'impôt foncier	23
Evaluation du revenu net des propriétés non bâties (loi du 6 avril 1892)	25
1 ^o Commission centrale des Taxateurs	27
2 ^o Commission d'évaluation de Districts	30
3 ^o Commission locale (commune)	31
Instruction du 27 octobre 1897 déterminant les principes pour la nouvelle évaluation des communes-type.	32
Instruction du 24 mai 1899 déterminant les principes généraux pour la nouvelle évaluation des communes autres que les com- munes-type	37
Dégrèvement de la propriété foncière	41
Répartition de l'impôt foncier d'après la nouvelle évaluation du re- venu net. Comparaison avec la répartition effectuée d'après l'an- cien cadastre (tableau)	47

CHAPITRE II

<i>Impôt sur la propriété bâtie.</i>	48
Evaluation du revenu de la propriété bâtie : loi du 6 avril 1892 . .	50
1 ^o Commission centrale des Taxateurs	50
2 ^o Commissions locales	51

	Pages
Ce qu'est la Nützungswerth	55
Réforme de l'impôt sur la propriété bâtie (loi du 24 juillet 1895) .	60
Résultats de la réforme	63
Taxe des biens de main-morte	64
Observations sur la réforme de l'impôt sur la propriété bâtie. . .	66

CHAPITRE III

<i>L'impôt sur les professions</i>	69
Historique.	69
Evaluation de la productivité des professions.	74
Loi du 6 mai 1893. concernant l'évaluation du revenu professionnel.	78
Genèse de la réforme	88
Loi du 8 juin 1896 relative à l'impôt sur les professions et règlement d'exécution du 24 juin 1897	93
Caractères de cet impôt	99

CHAPITRE IV

<i>Impôt sur les professions ambulantes</i> . ,	105
Montant de l'impôt. ,	108

CHAPITRE V

<i>Impôt sur le revenu des capitaux, des salaires et des traitements</i> . . .	112
Evaluation du rendement des capitaux, des salaires et des traite- ments : loi du 2 juillet 1898	115

§ 1

<i>Impôt sur le capital</i>	119
Matière imposable	119
Les contribuables	120
Exemptions de l'impôt.	121
Règles d'imposition.	122
Les Commissions : Commission d'arrondissement, départementale.	124

	Pages
§ 2.	
<i>Impôt sur les salaires et traitements</i>	127
<i>Matière imposable</i>	128
<i>Les contribuables</i>	129
<i>Les exemptions</i>	129
<i>Taux de l'impôt.</i>	131
<i>Principes de l'imposition</i>	131

CHAPITRE VI

<i>Loi d'emploi et d'application des produits de l'impôt des salaires et traitements</i>	137
--	-----

CHAPITRE VII

<i>Pfennigs additionnels-Taxe sur la valeur foncière</i>	140
§ 1. <i>Pfennigs.</i>	140
§ 2. <i>Taxe sur la valeur foncière.</i>	144

CHAPITRE VIII

<i>Droits sur les mines</i>	148
---------------------------------------	-----

CHAPITRE IX

<i>L'impôt sur les successions</i>	151
<i>Augmentation du budget Alsácien-Lorrain</i>	155

CHAPITRE X

<i>Projets de réformes</i>	157
<i>CONCLUSION</i>	174

ANNEXÉ

<i>Tableau des recettes provenant des Contributions directes.</i>	194
---	-----

SAINT-AMAND (CHER). — IMPRIMERIE BUSSIÈRE
